

Gilles RAOUL-CORMEIL

Né le 9 décembre 1972
(52 ans), à Evreux (Eure)

Français, marié, père de trois
enfants

Chevalier dans l'Ordre
des Palmes académiques
(Décr. 3 août 2017)

Lieutenant de réserve
(Décr. 23 avr. 1997)

46, rue de la Seine
14 000 Caen

Tel. 02.31.72.89.65
Tel. 06.03.67.03.33



Professeur des Universités
(Décr. 26 nov. 2018)

Université de Caen Normandie
Ufr Droit (Bureau Dr. 251)
En poste depuis le 1^{er} sept. 2022

Esplanade de la Paix
14 032 Caen Cedex
Tel. 02.31.56.56.75

Membre de l'Institut Caennais de
Recherche Juridique (ICReJ)
Ancien Institut Demolombe

gilles.raoul-cormeil@unicaen.fr

Membre associé du Lab-LEX

gilles.raoulcormeil@univ-brest.fr

SOMMAIRE

I. – Cours universitaire.....	p. 2
II. – Travaux de recherche et publications.....	p. 3
1. Ouvrages individuels et collectifs	p. 3
2. Fascicules dans une encyclopédie juridique (10)	p. 4
3. Articles ou communications publiées (168)	p. 5
4. Chroniques de droit des personnes protégées (7) et de santé mentale (1)	p. 16
5. Notes de jurisprudence (100)	p. 19
6. Brèves d'actualité : législation et jurisprudence (318)	p. 25
III. – Auditions, conférences et colloques.....	p. 41
1. Auditions (Parlement, Cour des comptes...) et groupe de travail ministériel	p. 41
2. Organisation de colloques (25) ou de cycle de conférences (1)	p. 43
3. Organisation de journée d'études professionnelles (1)	p. 45
4. Communications et conférences (211)	p. 45
IV. – Enseignements universitaires.....	p. 61
V. – Responsabilités scientifiques.....	p. 65
1. Direction de recherche : thèses soutenues (3) et en cours (9)	p. 66
2. Appréciation de la recherche	p. 71
VI. – Responsabilités administratives.....	p. 80
VII. – Engagements divers.....	p. 84 - 85

I. – CURSUS UNIVERSITAIRE

- 2022 (1^{er} sept.) **Professeur de droit privé et de sciences criminelles** à l'Université de Caen Normandie. Mutation. – Promotion : PR 1^e classe (1^{er} sept. 2023).
- 2018 (1^{er} sept.) **Professeur de droit privé et de sciences criminelles** à l'Université de Brest (UBO). Auditions : 3. – **Classé** en rang 1 sur 9 (Univ. Brest, UBO). **Classé** en rang 2 (Univ. Tours). **Classé** en rang 3 (Univ. Grenoble). – *Décr.* 26 nov. 2018. – En poste 4 ans.
- 2017 (3 mars) **Qualification** par le Conseil National des Universités (*Section n°01*) aux fonctions de Professeurs des Universités (*Décr.* n°84-431 du 6 juin 1984 (*art. 46 1°*)). Qualification PR2017-01-17101132843. – Rapporteurs : Pr Gaël CHANTEPIE (Univ. Lille) et Pr Daniel MAINGUY (Univ. Montpellier). Auditions : 4. – **Classé** en rang 3 (UBO). – Auditionné : Chambéry et Toulouse. – Promotion : **MCF Hors classe** (1^{er} sept. 2017).
- 2016 (30 juin) **Qualification** par le Conseil national des Universités (*Section n°01*) aux fonctions de Professeurs des Universités (*Décr.* n°84-431 du 6 juin 1984 (*art. 46 3°*)). – **Classé** en rang 5 (Univ. Rouen) et en rang 7 (Univ. Rennes 2). – Rapporteurs : Pr Virginie LARRIBAU-TERNEYRE (Univ. Pau) et Pr Mustapha MEKKI (Univ. Paris 13).
- 2011 (11 juill.) **Qualification** par le Conseil national des Universités (*Section n°1*) pour le recrutement des Professeurs des Universités (*Décr.* n°84-431 du 6 juin 1984 (*art. 46 3°*)). **Classé** en rang 4 (Univ. Brest) et en rang 7 (Univ. Caen). Rapporteurs : Pr Philippe BRUN (Univ. Chambéry) et Pr Rémy CABRILLAC (Univ. Montpellier).
- 2008 (16 juin) **Habilitation à diriger les recherches**. Jury composé de M. le Professeur Dominique BUREAU (Univ. Paris II), *Président*, de Mme le Doyen Annick BATTEUR (Univ. Caen), *Rapporteur*, du Pr François-Guy TRÉBULLE (Univ. Paris V), *Rapporteur*, Pr Laurent LEVENEUR (Univ. Paris II) et Pr Bernard BEIGNIER (Univ. Toulouse I).
- 2005 (janv.) **Sous-admissible**. – Premier concours national d'agrégation de l'enseignement supérieur pour les disciplines « Droit privé et sciences criminelles ». Jury présidé par M. le Professeur Yves LEQUETTE (Univ. Paris II).
- 2003 (sept.) **Maître de conférences** à l'Université de Caen Basse-Normandie.
- 2003 (mars) **Qualification** par le Conseil national des Universités (*Section n°01*)
- 2002 (29 nov.) **Doctorat** en droit privé de l'Université de Caen Basse-Normandie, délivré avec la mention très honorable et les félicitations du jury.
- La mauvaise foi dans les relations de droit privé*, Thèse soutenue devant un jury composé de Mme le Doyen Annick BATTEUR (Univ. Caen), *Présidente*, de MM. les Professeur Nicolas MOLFESSIS (Univ. Paris II) et Dimitri HOUTCIEFF (Univ. Le Mans), *Rapporteurs*, et de MM. les Professeurs Denis MAZEAUD et Dominique BUREAU (Univ. Paris II), *Directeur de la recherche*.
- 1995 (sept.) **Diplôme d'Études Approfondies** en droit privé, *mention* A.B., (Univ. Caen).
- 1994 (juin) : **Maîtrise** en droit privé, *mention* Carrières judiciaires (Univ. Caen, U.F.R. Droit)
- 1993 (juin) : **Licence** en droit (Univ. Rouen, U.F.R. Droit et sciences économiques)
- 1990 (juin) : **Baccalauréat Mathématiques et Sciences de la nature**, *mention* A.B., Acad. Rouen.

II. – TRAVAUX DE RECHERCHE & PUBLICATIONS

1. – OUVRAGES

1. 1 – Ouvrage individuel (2)

- o *Protection juridique des personnes vulnérables*, Bruxelles : Bruylant, Coll. « Paradigme » (dir. par François FOURMENT), 2025. (*En cours*)
- o *Droit des régimes matrimoniaux en 10 leçons* (1. Logement de la famille ; 2. Charges du mariage ; 3. Indépendance des époux ; 4. Remèdes aux crises matrimoniales ; 5. Répartition des biens dans le régime légal ; 6. Répartition des pouvoirs dans le régime légal ; 7. Répartition des dettes dans le régime légal ; 8. Dissolution, liquidation et partage de la communauté ; 9. Contrat de mariage ; 10. Régimes conventionnels), avec Bibliographie et exercices corrigés, in *Dalloz-Étudiant*, Coll. dir. par Denis MAZEAUD, nov. 2009, 288 pages.

1. 2 – Ouvrages collectifs dirigés (7)

- o *Le majeur protégé face à la justice pénale*, Institut Francophone Droit & Justice (anc. fondation Varenne), coll. Colloques & Essais, t. 180, 2023, dir. avec Agnès CERF-HOLLENDER, 29 études, 29 auteurs, 366 p.
- o *Regards humanistes sur le droit, Mélanges en l'honneur de la Professeure Annick Batteur*, Lextenso, nov. 2021, coord. avec Laurence MAUGER-VIELPEAU, 648 p.
- o *Majeurs protégés : bilan et perspectives, De la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 à la loi n°2019-222 du 23 mars 2019, et après ? (Actes des Colloques : Brest, Caen et Grenoble, 8 mars, 5 et 26 avril 2019)*, LexisNexis, Hors collection, 2020, 41 études, 36 auteurs, 454 p., coord. avec Muriel REBOURG et Ingrid MARIA.
- o *La vie privée de la personne protégée. In memoriam Thierry Verheyde (Actes du Colloque de Caen, 7 avril 2017, suivis des écrits du dédicataire)*, éd. Mare et Martin, coll. droit privé & sciences criminelles, 2019, 62 études, 44 auteurs, 527 p., coord. avec Anne CARON-DEGLISE.
- o *Éthique et conditions de la fin de vie (Actes du Colloque international de Caen, 19-20 mars 2015)*, éd. Mare et Martin, coll. Sciences & Droit, 2016, 32 études, 31 auteurs, 414 p., coord. avec Annick BATTEUR.
- o *Le patrimoine de la personne protégée (Actes des Colloques de Bordeaux et Caen, 7 février et 21 mars 2014)*, LexisNexis, Hors collection, 2015, 27 études, 23 auteurs, 382 p., coord. avec Jean-Marie PLAZY.
- o *Nouveau droit des majeurs protégés. Difficultés pratiques (Actes du Colloque de Caen, 17 juin 2011)*, Dalloz, coll. Thèmes & commentaires, 2012, 21 études, 21 auteurs, 294 p.

1. 3 – Contributions individualisées dans des ouvrages collectifs (25, avec les rééd.)

- o [1 éd] « **La gestion du patrimoine** », in Bernard BEIGNIER, Bérénice de BERTIER-LESTRADE et Sarah TORRICELLI-CHIRIF, dir., *Droit du handicap*, Lextenso, déc. 2024, 453 p., spéc. §. 671 et s., p. 281 à 324.
- o [1 éd] « **Le droit des personnes** », in Sébastien PELLÉ, dir., *La motivation enrichie. Réflexions sur les évolutions de la jurisprudence de la Cour de cassation*, En partenariat avec la Cour de cassation, P.U. Toulouse Capitole, 2024, coll. Perspectives du droit, vol. 1/2024, 515 p., spéc. pp. 46, 83, 133, 164, 373 et 467. Contribution écrite avec Quentin LE PLUARD.
- o [3 éd.] « **Mandataire judiciaire à la protection des majeurs** », in N. PETERKA, P. HILT et *alii*, *Droit de la famille*, Francis Lefebvre, éd. 2022-2023, 1430 p., spéc. n°76 800 et s., p. 1325 à 1329.
- o [1 éd.] « **1. Puis-je changer de prénom ou de nom de famille ?** », in Frédéric DEBOVE (dir.), *Ouest-France vous répond : 200 réponses d'experts pour vous aider au quotidien*, 1^{er} éd., Ouest France, 2023, p. 13. – « **3. Puis-je déshériter mes enfants ?** », *Op. cit.*, p. 15. – « **8. Personne**

vulnérable : peut-on protéger un adulte contre lui-même ? », *Op. cit.*, p. 20. – « **17. Un enfant ou adolescent peut-il s'opposer à des soins médicaux ou une vaccination ?** », *Op. cit.*, p. 29. – « **95. Peut-on faire annuler un testament ?** », *Op. cit.*, p. 111. – « **98. Que faire si mon propriétaire refuse de restituer ma caution ?** », *Op. cit.*, p. 115. – « **99. Mon propriétaire peut-il m'interdire d'avoir un animal de compagnie ?** », *Op. cit.*, p. 116. – « **155. Victime d'un accident de la route, faut-il accepter la première offre proposée par l'assureur ?** », *Op. cit.*, p. 174. (8 textes)

- o [7 éd.] « **Droit civil et procédure civile (Actualités juridiques et sujets corrigés)** », in Frédéric DEBOVE (dir.), *Commissaire de police, Officier de police, Officier de gendarmerie*, 5^e éd., Sirey, 2013, p. 477 à 526 ; in F. DEBOVE (dir.), *Magistrat*, 5^e éd., Sirey, 2012, p. 139 à 255 (avec Thomas JANVILLE) ; 6^e éd. Sirey, 2014, p. 137 à 261 ; 7^e éd., Sirey, 2016, p. 135 à 257 (avec Véronique MIKALEF-TOUDIC) ; 8^e éd., Sirey, 2018, p. 179 à 301 ; 9^e éd., Sirey, 2021, p. 173 à 309 ; 10^e éd., Dalloz, 2024, p. 161 à 315 (avec Paul GIRAUD. – 14 textes et une bibliographie).
- o [2 éd.] « **C. civ., art. 1101 (Définition du contrat)** », in Th. Douville (dir.), *La réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations. Commentaire article par article de l'Ord. du 10 févr. 2016 ratifiée par la Loi du 20 avril 2018*, Gualino, 2^e éd., 2018, 521 p., spéc. p. 30 à 32. – « **C. civ., art. 1104 (Devoir de bonne foi)** », *Op. cit.*, p. 37 à 40. – « **C. civ., art. 1128 à 1129 (Validité du contrat et consentement)** », *Op. cit.*, p. 80 à 83. – « **C. civ., art. 1145 à 1152 (capacité contractuelle)** », *Op. cit.*, p. 100 à 115. – « **C. civ., art. 1300 à 1303-4 (quasi-contrats)** », *Op. cit.*, p. 243 à 260. – 1^e éd., 2016. (21 textes, 4 thèmes)
- o [2 éd.] « **Le transsexualisme** » avec J.-M. LARRALDE, in Annick BATTEUR (dir.), *Les grandes décisions du droit des personnes et de la famille*, 2^e éd., Lextenso, coll. Les grandes décisions, Janv. 2016 (15 auteurs ; 80 textes), n°144 et s., p. 141 à 152 ; « **La religion et les relations familiales** », *Op. cit.*, n°202 et s., p. 188 à 195 ; « **La sauvegarde de la liberté nuptiale** », *Op. cit.*, n°279 et s., p. 261 à 269 ; « **Les caractères du consentement au mariage** », *Op. cit.*, n°285 et s., p. 269 à 279 ; « **La protection de la personne du majeur incapable** », *Op. cit.*, n°479 et s., p. 414 à 423 ; « **La préférence familiale en matière de protection des majeurs** », *Op. cit.*, n°834 et s., p. 608 à 615 ; « **Le logement des époux en cas de divorce** », *Op. cit.*, n°867 et s., p. 624 à 631 ; « **Les obligations alimentaires** », *Op. cit.*, n°931 et s., p. 665 à 675. Soit 8 textes, dans la 2nde édition (2016) ; 6 textes dans la 1^e édition (2012).
- o [2 éd.] « **Maîtriser le droit civil (Présentation académique et bibliographique des branches du droit civil. Méthode des quatre exercices, illustrée par des sujets corrigés)** », in Frédéric DEBOVE (dir.), *Réussir sa licence de droit*, 1^e éd., L'étudiant, Oct. 2012, p. 120 à 175 ; 2^e éd., L'étudiant, n°243, Sept. 2016, p. 160 à 214. (1 chapitre, avec bibliographie)
- o [1 éd.] « **L'acte médical à l'épreuve du dispositif tutélaire** » (Consultation), in Jean-René BINET, *Droit médical*, Montchrestien, Coll. Cours LMD, 2010, p. 412 à 436 ; « **Pratique des directives anticipées** » (Consultation), *Op. cit.*, p. 437 à 450. (2 textes)

2. – FASCICULES DANS UNE ENCYCLOPÉDIE JURIDIQUE (10)

- o « **Majeur protégé** », in *Juris-Classeur électronique, Site Lexis 360*, 1^{er} avril 2022. – Mise à jour annuelle de l'e-Fascicule n°180 rédigé par Annick BATTEUR, 2009. – Refonte en 2020. – Dernière mise à jour : mai 2025.
- o « **Gestion du patrimoine des mineurs et des majeurs** », in *Juris-Classeur électronique, Site Lexis 360*, 15 mai 2020. – Mise à jour annuelle de l'e-Fascicule n°190 rédigé par Thierry FOSSIER, 2009. – Refonte en 2020. – Dernière mise à jour : mai 2025.
- o « **Réserve et quotité disponible** », in *Juris-Classeur électronique, Site Lexis 360*, 1^{er} avril 2022. – Mise à jour annuelle e-Fascicule, n°380, rédigé par Claude BRENNER, 2010. – Refonte en 2020. – Dernière mise à jour : mai 2025.
- o « **Obligations au passif successoral et paiement des dettes** », in *Juris-Classeur électronique, Site Lexis 360*, 1^{er} avril 2022. – Mise à jour annuelle depuis nov. 2014 : e-Fascicule, n°420, rédigé par Claude BRENNER, 2010. – Dernière mise à jour : mai 2025.

- o « **L’habilitation familiale** », in *Juris-Classeur Civil*, dir. Laurent LEVENEUR, *fasc.* art. 494-1 à 494-12 du Code civil, 17 févr. 2017 (1^e éd.), 38 p. – 24 janv. 2020 (2^e éd.), 47 p. – 6 janv. 2022 (3^e éd.), 52 p. – 23 déc. 2024 (4^e éd.), 50 p.
- o « **Donations entre vifs. – Forme authentique** », in *Juris-Classeur Civil*, dir. Pierre CATALA, *fasc.* art. 931 du Code civil, 9 mai 2012, 23 p. – Remplacement du fascicule rédigé par Jean-François MONTREDON, 1998. – Mise à jour, 10 févr. 2021, 25 p.
- o « **Dispositions communes à toutes les procédures. Procédure tutélaire** », in *Juris-Classeur Civil*, dir. Laurent LEVENEUR, *fasc.* 30, art. 415 à 424 du Code civil, 27 nov. 2016, 40 p. – Mis à jour, 22 févr. 2020 (2^e éd.), 48 p. – Remplacement du fascicule rédigé par Frédéric ARBELLOT et Thierry FOSSIER, paru le 19 févr. 2009.
- o « **Pactes sur succession future** », in *Juris-Classeur Civil*, dir. Pierre CATALA, *fasc.* art. 722 du Code civil, 9 mai 2011, 48 p. – Refonte du fascicule rédigé par Paulette VEAUX-FOUNERIE et Daniel VEAUX, art. 1130 du Code civil, 1995. – 20 février 2016, 51 p. – 27 août 2021, 49 p.
- o « **Ouverture de la succession** », in *Juris-Classeur Civil*, dir. Pierre CATALA, *fasc.* art. 720 du Code civil, 9 mars 2010, 20 p. – Refonte du fascicule rédigé par Louis COUPET, 2002. – 1^{er} déc. 2015, 23 p. – 20 juill. 2021, 24 p.
- o « **Obligations au profit des tiers** », in *Juris-Classeur Contrats Distribution*, dir. Laurent LEVENEUR, *fasc.* n°130, 15 juin 2008, 48 p. – Mise à jour du fascicule rédigé par Emmanuel PUTMAN, 1988, puis par Marc BILLIAU, 1998.

3. – ARTICLES (168) : Études (81), point de vue (11) ou communications à un colloque (76)

3.1 – Sources du droit

- o « **Prolégomènes** », in Quentin LE PLUARD et Marion TALBOT (dir.), *Droit, mythes et légendes, t. 1 (Colloque : Brest, 7 nov. 2019)*, éd. Mare et Martin, Juin 2021, p. 21 à 34.
- o « **Henri Capitant, Première préface aux Grands arrêts de la jurisprudence civile, Dalloz, 1934 (Extrait)** » (Commentaire de texte), in Bernard BEIGNIER et Corinne BLÉRY, *Introduction au droit*, 3^e éd., Montchrestien, Coll. Cours LMD, Nov. 2011, p. 623 à 637 ; 4^e éd., Nov. 2014, p. 673 à 687 ; 5^e éd., Nov. 2016, p. 817 à 832.
- o « **À propos des conclusions publiées d’un avocat général à la Cour de cassation [Les avis de Jerry Sainte-Rose]** », *Gazette du Palais*, n°s 275-276 des 1^{er}-2 oct. 2008, p. 32 à 38 ; *Les Annonces de la Seine*, n°26 du jeudi 16 avril 2009, p. 2 à 6.

3.2 – Droit des personnes

- o « **Droit & Dermatologie. Rapport de synthèse** », in François-Xavier ROUX-DEMARE et Laurent MISERY (coord.), *Droit & Dermatologie (Colloque : Brest, 19-20 mars 2024)*, éd. Mare & Martin, coll. « Droit & science politique », 2025, p. 481 à 497.
- o « **La métamorphose du don du corps à la science** », *Recueil Dalloz* n°34 du 3 octobre 2024, Point de vue, p. 1675 à 1677, avec Grégoire MOUTEL et Mylène GOURIOT.
- o « **Le nouveau-né : réflexions sur les liens entre l’acquisition de la personnalité juridique et la preuve de l’identité** », in François VIALLA, Pascal VIELFAURE, Lucile LAMBERT-GARREL (dir.), *Naître ou ne pas naître ? De l’Antiquité au XXI^e siècle*, Les Éditions Hospitalières, coll. « À la croisée des regards », Sept. 2023, p. 249 à 259. – Étude écrite avec Alexandre CHARPY.
- o « **La situation des majeurs protégés, parmi les minorités sexuées, sexuelles et genrées** », in Yoshie ITO, Benjamin MORON-PUECH, Tetsushi SAITO (dir.), *Droits humains des minorités sexuées, sexuelles et genrées. Regards franco-japonais (Colloque : Tokyo, 5 et 5 nov. 2022)*, Société de législation comparée, 2024, p. 237 à 259. – Écrit avec Kazuma YAMASHIRO.
- o « **Comme saint Christophe, le Droit doit-il porter les petits ?** », in Quentin LE PLUARD et Marion TALBOT (dir.), *Droit, mythes et légendes, t. 3*, éd. Mare et Martin, 2024, p. 179 à 188.

- o « **Les mentions marginales** », in Laurence MAUGER-VIELPEAU et Élodie SAILLANT-MARAGHNI (dir.), *État civil et autres questions de droit administratif (Colloque : Caen, 21 nov. 2019)*, Dalloz, coll. Thèmes & Commentaires, 2021, p. 33 à 50.
- o « **Pinocchio ou la quête de la vie humaine** », in Quentin LE PLUARD et Marion TALBOT (dir.), *Du droit dans Disney (Colloque : Brest, 22 mars 2019)*, éd. Mare et Martin, Oct. 2020, coll. « Droit et cinéma », p. 303 à 318.
- o « **L'identité sexuée, une notion juridique réductible à la sexuation** », in Clothilde BRUNETTI-PONS (dir.), *La nature humaine, le donné et le construit (Colloque : Reims, 13 avril 2015)*, Bruylant, coll. Droit, bioéthique et société, t. 12, 2016, p. 101 à 134.
- o « **L'état civil, lieu de mémoire de l'existence sociale de la personne** », in Catherine PUIGELIER et Bertrand SAINT-SERNIN (dir.), *Le droit à la lumière de Bergson : mémoire et évolution (Institut Jean Foyer de droit parlementaire. Sous le parrainage de l'Académie des sciences morales et politiques)*, éd. Panthéon-Assas, Juin 2013, p. 147 à 169.
- o « **Le sort des embryons in vitro, post mortem patris** », *La Semaine Juridique*, éd. Générale, n°21 du 23 mai 2011, Libre propos – Bioéthique, n°608, p. 1024 à 1025.
- o « **La question du genre dans le Code civil** », *Revue de Recherche Juridique (RRJ)*, 2009-1, p. 183 à 208. – Etude publiée dans une version écourtée : in Thomas GUÉDIER (dir.), *Masculin-Féminin : la confusion des genres ? (Colloque : Caen, 5 avril 2008)*, Nouveaux Cahiers du CETH, n°6, Caen, 2008, p. 53 à 75. – *Vie et esprit*, n° 202, octobre 2008 (2^e quinzaine), p. 28 à 34.
- o « **Le nom de l'enfant mineur** », *Revue de Recherche Juridique, Droits prospectif (RRJ)*, 2006-2, p. 791 à 811. – Reprod. in Jean-Manuel LARRALDE et Vincent LEGRAND (dir.), *Cahiers de la Recherche sur les Droit Fondamentaux*, vol. 5 : *L'enfant (Colloque : Caen, 15 juin 2006)*, 2006, P.U.Caen, p. 45 à 58.

3.3 – Droit de la santé et de la biomédecine

- o « **Jean Foyer, pionnier du droit médical (Étude menée à la lumière de la protection juridique des majeurs)** », in Gérard MÉMETEAU et Catherine PUIGELIER (dir.), *Construire le droit de la santé. Pionnières et pionniers de la science et du droit*, éd. Mare et Martin, coll. Droit & Science, 2025, p. 129 à 148.
- o « **Bâtir la société du bien-vieillir : slogan ou réforme ? (Commentaire de la loi n°2024-317 du 8 avril 2024)** », *Rev. Gén. Dr. Médical (RGDM)*, n°92, septembre 2024, p. 87 à 109.
- o « **La législation labyrinthique régissant l'isolement et la contention du patient (CSP, art. L. 3222-5-1)** », in Marc GRIMBERT et Gilles RAOUL-CORMEIL (dir.), Dossier : Soins sous contrainte : quels droits ? quels contrôles ? quels soins ? (*Colloque : Quimper, 10 juin 2022*) : *Rev. Gén. Dr. Médical (RGDM)*, n°85, déc. 2022, p. 55 à 70.
- o « **La loi bioéthique du 2 août 2021 et le droit des majeurs protégés : un bouclier ou un filet ?** », in Dossier : La loi n°2021-1017 du 2 août 2021 relative à la bioéthique : *Rev. Gén. Dr. Médical (RGDM)*, n°81, Déc. 2021, p. 59 à 75.
- o « **Isolement, contention et soins psychiatriques. Point d'étape entre deux écritures (CSP, art. L. 3222-5-1)** », in *Annales médico-psychologiques, Revue psychiatrique*, Vol. 179, 27 oct. 2021, p. 713 à 721. – Étude publiée en anglais : *Seclusion, restraint and psychiatric care. Point of step between two rewrites*, AMEPSY, 3137, Elsevier.
- o « **Affaire du Mediator. Rapport de synthèse** », in Anne DANIS-FATÔME et François-Xavier ROUX-DEMARE (dir.), *L'affaire du Mediator 2010-2020 (Colloque : Brest, 2 oct. 2020)*, Dalloz, coll. Thèmes & Commentaires, 2 juin 2021, p. 191 à 206. Étude reprise et développée à la lumière de T. corr. Paris, 29 mars 2021 : « **Mediator : première condamnation pénale. Les leçons d'un scandale sanitaire** (À propos et au-delà du jugement du tribunal correctionnel de Paris, 29 mars 2021) », in *Rev. Gén. Dr. Médical (RGDM)*, n°79, juin 2021, p. 109 à 126.
- o « **Cent ans de droit des patients, à l'aune de la fin de vie** », *Rev. Droit & Santé (RDS)*, n°100, mars 2021, p. 251 à 261.

- o « **Covid-19 : le consentement à l'acte vaccinal des majeurs vulnérables ou l'éprouvante réception du régime des décisions de santé des majeurs protégés** », *Rev. Gén. Dr. Médical (RGDM)*, n°78, mars 2021, p. 121 à 139. Écrit avec Laurence GATTI, paru dans un Hors-Série le 1er février 2021.
- o « **La recodification du droit de la santé du majeur protégé : le pour et le contre !** », in Dossier : La réforme du régime du droit de la santé du majeur protégé : *Rev. Gén. Dr. Médical (RGDM)*, n°75, Juin 2020, p. 101 à 113.
- o « **Régime des décisions médico-sociales relatives aux personnes protégées : une ordonnance affligeante !** » : *Recueil Dalloz* n°18 du 14 mai 2020, Point de vue, p. 992 à 994, avec Annick BATTEUR, Laurence MAUGER-VIELPEAU et Fanny ROGUE.
- o « **Le régime des décisions médicales concernant les personnes majeures protégées** », Commentaire de l'Ord. n°2020-232 du 11 mars 2020 relative au régime des décisions prises en matière de santé, de prise en charge ou d'accompagnement social ou médico-social à l'égard des personnes majeures faisant l'objet d'une mesure de protection juridique (*J.O.* du 12 mars 2020, texte 62) : *La Semaine Juridique, éd. Générale*, n° 12 du 23 mars 2020, act. 331, p. 564 à 565. – Présentation également publiée : *Solution Notaire Hebdo* du 26 mars 2020, n°11, inf. 3, p. 6 à 7.
- o « **En attendant la recodification du droit de la santé du majeur protégé...** », in Gérard MÉMETEAU et Laurence GATTI (dir.), Soignez les plus faibles, de quel(s) droit(s) ? (*Colloque : Poitiers, 29 mars 2019*), *Rev. Gén. Dr. Médical (RGDM)*, n°72, Sept. 2019, p. 159 à 173. – « **La recodification du droit de la santé du majeur protégé : genèse et lignes directrices** », in François-Xavier ROUX-DEMARE (dir.) et les étudiants du Master 2 Droit des personnes vulnérables, *La santé des personnes vulnérables*, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie – Louis Joinet, coll. « Colloques & Essais », t. 113, 2020, p. 55 à 75 (À jour de l'Ord. n°2020-232 du 11 mars 2020).
- o « **Bioéthique : comment appliquer les nouveaux droits des majeurs protégés ?** », obs. sur Projet de loi du 24 juillet 2019 *sur la bioéthique*, écrites avec Marc PIMPETERRE : *Actualités Sociales Hebdomadaires*, n°3127, 27 sept. 2019, p. 42 à 43.
- o « **La fin de vie de la personne protégée et l'office du juge des tutelles. Réflexions sur la recherche du consentement des personnes vulnérables** », in D. SALAS (dir.), La fin de vie, qui en décide ? *Les cahiers de la Justice* 2017/3, p. 443 à 455. Cosigné par A. CARON-DÉGLISE. – Mise en ligne sur Cairn.info le 01/04/2019.
- o « **Le corps contraint : le contrôle des autorités parentales et tutélaires** », in Aurore CATHERINE & Amandine CAYOL (dir.), Le corps humain saisi par le droit : entre propriété et liberté (*Colloque : Caen, 14 octobre 2016*), *Cahiers de la Recherche sur les Droit Fondamentaux*, vol. 15, P.U.Caen, 2017, p. 87 à 96.
- o « **Naissances blanches : le deuil périnatal entre propriété du corps de l'enfant et liberté du sujet** », in Aurore CATHERINE & Amandine CAYOL (dir.), Le corps humain saisi par le droit : entre propriété et liberté (*Pré-colloque : Hérouville Saint Clair, 13 octobre 2016*), *Cahiers de la Recherche sur les Droit Fondamentaux*, vol. 15, P.U.Caen, 2017, p. 115 à 122. Texte rédigé avec Corinne CHAPUT-LE BARS et Thierry CHARTRIN.
- o « **Conditions et enjeux d'une tutelle ouverte au profit d'une personne en état de conscience minimale. À propos de Cass., 1^e, civ., 8 déc. 2016, n°16-20.298** », in *Rev. Gén. Dr. Médical (RGDM)*, n°62, mars 2017, p. 133 à 157.
- o « **Les personnes protégées et les dispositifs d'anticipation sur la fin de vie médicalisée** », in Dossier : Santé, vieillissement, fin de vie : plus de droits ou plus de protections ? *Dr. famille*, n°10, oct. 2016, Etude 35, p. 18 à 22. – « **La fin de vie du majeur protégé après la loi du 2 février 2016 (Réflexions sur les directives anticipées et la personne de confiance)** », in Annick BATTEUR et Gilles RAOUL-CORMEIL (dir.), *Éthique et conditions de la fin de vie*, 2016, Etude 19, p. 209 à 220.

- o « **Les incapacités médicales (Petit guide pour une réécriture du Code de la santé publique)** », in *Mélanges en l'honneur du professeur Gérard Mémeteau, Droit médical et Éthique médicale : regards contemporains*, T. 2, Les Etudes Hospitalières, Oct. 2015, p. 109 à 127.
- o « **Limitation et arrêt des traitements : qui décide en 2015 ?** », Étude rédigée avec les Dr Cédric DAUBIN (CHU Caen), Brigitte ÉON (CHU Marseille), Odile NOIZET-YVERNEAU (CHU Reims) et René ROBERT (CHU Poitiers), *Réanimation*, SRLF et Lavoisier, déc. 2014, p. 566 à 572.
- o « **Une analyse contractuelle du don de gamètes** », in Aude MIRKOVIC (dir.), *Le don de gamètes (Colloque : Évry, 13 déc. 2012)*, Bruylant, coll. Droit, bioéthique et société, t. 10, 2014, p. 27 à 48.
- o « **La biomédecine entre droit et non-droit** », in Catherine PUIGELIER et François TERRÉ (dir.), *Droit et non-droit du Savant (Académie des sciences morales et politiques)*, éd. Panthéon-Assas, 2013, p. 191 à 216.
- o « **L'information médicale sur les anomalies génétiques graves après la loi n° 2011-814 du 7 juillet 2011 (Nouvel article L. 1131-1-2 du Code de la santé publique)** », in Christian PIGACHE (dir.), Dossier : Secret médical, justice et bioéthique (*Colloque : Rouen, 18 nov. 2011*), *Rev. Gén. Dr. Médical (RGDM)*. - *Les études hospitalières*, n°43, 1^{er} juin 2012, p. 173 à 189.
- o « **L'ambivalence de l'encadrement légal du progrès scientifique** », in François TERRÉ et Catherine PUIGELIER (dir.), *Le droit de chercher et de dire (Académie des sciences morales et politiques, Centre de recherches en théorie générale du droit, Colloque : Paris, 1^{er} avril 2011)*, éd. Panthéon-Assas, 2012, p. 113 à 134.
- o « **La santé dans le Code civil** », in Mathias COUTURIER & Aurore CATHERINE (dir.), Dossier : La santé et le droit (*Colloque : Caen, 15 oct. 2009*), *Rev. Gén. Dr. Médical (RGDM)*. - *Les études hospitalières. Hors série*, 1^{er} déc. 2010, p. 29 à 51.
- o « **Le lustre de la loi Leonetti** », in *Dr. famille*, n°10, oct. 2010, étude 25, p. 13 à 19.
- o « **Biomédecine et maîtrise du corps humain** », in Jean-Manuel LARRALDE (dir.), *La libre disponibilité du corps humain (Colloque : Caen, 17 oct. 2008)*, Bruxelles : Nemesis & Bruylant, coll. Droit & Justice, t. 88, 2009, p. 117 à 158.
- o « **La médecine prédictive, lieu de repli du droit civil sur la conscience individuelle** », in La médecine prédictive (*Colloque : Caen, 26 janv. 2008*), *Vie et esprit*, n° 203, novembre 2008 (*1^{er} quinzaine*), p. 8 à 14.
- o « **Une approche civiliste du 'laissez-trépasser' demandé au médecin par une personne âgée** », in Jean-René BINET (dir.), *Droit et vieillissement de la personne (Colloque : Besançon, 18-19 oct. 2007)*, LexisNexis, coll. Colloque et débat, Sept. 2008, p. 61 à 81.
- o « **Clonage reproductif et filiation. La chaîne des interdits** », *La Semaine Juridique, éd. Générale*, n° 13 du 26 mars 2008, I, 128, p. 13 à 18.
- o « **Les directives anticipées sur la fin de vie médicalisée (Commentaire du décret n°2006-119 du 6 février 2006 pris en application de la loi relative aux droits des malades et à la fin de vie)** », *Revue Lamy Droit Civil (RLDC)*, Sept. 2006/30, n°2209, p. 57 à 65.
- o « **La mort, le malade et le médecin (Commentaire de la loi n°2005-370 du 22 avril 2005 relative aux droits des malades et à la fin de vie)** », écrit avec Annick BATTEUR et Agnès CERF : *Revue Lamy droit civil (RLDC)*, Sept. 2005/19, n°804, p. 53 à 64.

3.4 – Droit de la famille

- o « **Divorce et vulnérabilité : spécificités** », in *Actes pratiques & stratégie patrimoniale*, Janvier-mars 2024, n°1, Dossier 4, p. 33 à 41. Écrit avec Me Charlotte ROBBE.
- o « **L'adoption après la loi n°2022-219 du 21 février 2022 : entre ruptures et continuité** », *Defrénois*, n°12, 24 mars 2022, p. 22 à 28. Écrit avec Me Jacques COMBRET, notaire honoraire.
- o « **La Cour EDH et la prévisibilité des décisions en droit de la famille** », in Antoine GOUËZEL et Jean-René BINET, *La CEDH et le droit de la famille (Colloque : Rennes, 16 mai 2019)*, Institut

Francophone pour la Justice et la Démocratie – L.G.D.J., coll. « Colloque & Essais », t. 127, févr. 2021, p. 15 à 30.

- o « **Le temps et la filiation** », in Laurence MAUGER-VIELPEAU et Amélie DIONISI-PEYRUSSE (dir.), *Les fondements de la filiation (Colloque : Le Havre, 10-11 mars 2016)*, Institut Universitaire Varenne – L.G.D.J., coll. « Colloque & Essais », t. 35, 2017, p. 73 à 83.
- o « **Les solidarités familiales (droit civil français)** », in Katarzyna JUSZCZYK- FRELKIEWICZ et Grzegorz LIBOR (dir.), *Contemporary family – Comparative perspective*, Wydawnictwo Uniwersytetu Śląskiego Katowice, 2017, p. 82 à 91.
- o « **L’amour vertueux, magnifié par l’articulation du mariage et de la tutelle** », in Catherine PUIGELIER et François TERRÉ (dir.), *L’amour selon la loi (Exercices d’écriture)*, éd. Mare et Martin, coll. Droit & Littérature, Juillet 2014, p. 329 à 356.
- o « **Les droits du conjoint survivant face aux conflits de famille (Journée Master 2 droit notarial : Rouen, 8 avril 2014)** », in *Dr. famille*, n°7, Juillet 2014, étude 14, p. 17 à 22.
- o « **Aliments et successions** », in *Mélanges en l’honneur du Professeur Raymond Le Guidec*, LexisNexis, Avril 2014, p. 459 à 487.
- o « **La famille du majeur protégé, un environnement protecteur, destructeur ou victime** », in Jean-Manuel LARRALDE (dir.), *Cahiers de la Recherche sur les Droit Fondamentaux*, vol. 11 : *Le droit de la famille en (r)évolution*, 2013, P.U.Caen, p. 63 à 75.
- o « **La consécration de la vie familiale homosexuelle par la loi du 17 mai 2013** » : in Jérôme CASEY & Me Elodie MULON (dir.), Droit de la famille, *Gazette du Palais*, n° 236 du 24 août 2013, p. 9 à 18. - Traduit en russe et publié sur le site de l’association de juristes franco-russes Comitas Gentium France-Russie : www.comitasgentium.com
- o « **Le rayonnement de l’alliance après la loi n°2013-404 du 17 mai 2013** », in Annick BATTEUR (dir.), La loi du 17 mai 2013 : évolution ou révolution (À propos de l’ouverture du mariage et de l’adoption aux couples de personnes de même sexe), *Petites aff.*, n°133, 4 juill. 2013, p. 59 à 68.
- o « **À propos du mariage pour tous, le maintien dans le Code civil du double sens du mot ‘parent’ est un impératif juridique !** », écrit avec Annick BATTEUR, Laurence MAUGER-VIELPEAU, Loïc FROSSARD et Fanny ROGUE, *Dr. famille*, n°1, janv. 2013, Dossier 3, p. 11 à 14. *Reprod. in Rapport sur le projet de loi du 7 nov. 2012, t. 2, Contributions écrites des personnes entendues*, Ass. Nat., n°628, 17 janv. 2013, p. 603 à 607.
- o « **Dissimulation et mariages blancs** », in Agnès CERF-HOLLENDER (dir.), *La dissimulation et le droit (Colloque : Caen, 20-21 oct. 2011)*, Bruylant, coll. Penser le droit, 2013, p. 41 à 61.
- o « **Le Ministère public et les filiations, à l’ombre et à la lumière du droit** », in *La diversité du droit, Mélanges en l’honneur de Jerry Sainte-Rose*, Bruylant, 2012, p. 1217 à 1252.
- o « **Le logement de la famille dans la tourmente du divorce** », in Me Hugues LETELLIER (dir.), Droit privé du patrimoine, *Gazette du Palais*, n°s 28-29 des 28-29 janv. 2011, p. 30 à 34.
- o « **Aliments et notions voisines** », in Annick BATTEUR, Laurence MAUGER-VIELPEAU et Gilles RAOUL-CORMEIL (dir.), Les aliments (*Colloque : Caen, 8 et 9 octobre 2009*), *Petites affiches*, n°125 du 24 juin 2010, p. 4 à 14.
- o « **Variations sur les sources du droit de la filiation** », écrit avec Laurence MAUGER-VIELPEAU, *Droit de la famille*, octobre 2007, étude n°31, p. 13 à 16.
- o « **La part du temps dans le droit de la filiation (Conférence : Caen, 15 sept. 2006)** », *Petites affiches*, n°132 du 3 juillet 2007, p. 7 à 21.
- o « **Fin ou éclatement de la notion de prestation compensatoire ? (Loi n°2000-596 du 30 juin 2000 relative à la prestation compensatoire en matière de divorce)** », écrit avec Annick BATTEUR : *Droit et Patrimoine*, n°97, oct. 2001, p. 34 à 50.
- o « **Sous le masque des nouvelles prestations compensatoires, quel est le visage du mariage ?** », *Revue de Jurisprudence de Basse-Normandie*, mars 2001, p. 39 à 56.

3.5 – Droit civil : les biens

- o « **L’animal domestique du majeur protégé** », in François-Xavier ROUX-DEMARE (dir.), *L’animal et la santé*, éd. Mare et Martin, Sept. 2021, p. 265 à 276. Étude développée in *Petites affiches*, n°88 du 5 mai 2021, étude 160d3, p. 9 à 17, également parue in *Actu-juridique*, Lextenso, 5 mai 2021.
- o « **L’animal d’élevage saisi par le droit animalier et le droit civil : la nécessité d’une approche catégorielle** », in *Petites affiches*, n°4 du 6 janv. 2021, étude 158a0, p. 5 à 18. Reprint : « **Les animaux d’élevage. Les aspects juridiques de la protection** », in François-Xavier ROUX-DEMARE (dir.), *L’animal : approche catégorielle (Colloque : Brest, 7 nov. 2019)*, éd. Mare et Martin, Janv. 2022, p. 199 à 220.
- o « **La possession immobilière à l’épreuve de l’altération des facultés mentales du propriétaire** », in Annick BATTEUR (dir.), 112^e Congrès des Notaires de France : La propriété immobilière entre libertés et contraintes (Nantes, 5-8 juin 2016), *Petites affiches*, n° 106 du 27 mai 2016, p. 26 à 36.
- o « **L’animal sacrifié à la science** », in Catherine PUIGELIER et Pierre MAZEAUD (dir.), *Louis Pasteur, Imagination et droit (Académie des sciences morales et politiques)*, éd. Mare et Martin, coll. Science & droit, 2015, p. 229 à 276. Étude écrite avec Aloïse QUESNE.

3.6 – Droit civil : les contrats spéciaux et le régime général des obligations

- o « **Le contrat de protection future des animaux domestiques** », in Thibault GOUJON-BETHAN et Hania KESSOUL (Coord.), Dossier : Le droit des contrats à l’épreuve de l’animal (*Colloque : Univ. Jean Moulin Lyon 3, 14 juin 2024*), *Rev. dr. rur.*, Janv. 2025, dossier 5, p. 39 à 42.
- o « **Le contrat de protection animale. Analyse et réécriture du futur article 515-15 du Code civil** », in Aloïse QUESNE (Coord.), *Quel(s) droit(s) pour les animaux ? (Colloque : 10 déc. 2021)*, éd. Mare & Martin, Juin 2023, p. 105 à 119.
- o « **La vente d’immeuble en viager : difficultés pratiques** », in *Solution Notaire Hebdo*, n°22 du 1^{er} juill. 2021, p. 11 à 15, inf. 11. Étude écrite avec Me Benjamin TRAVELY, notaire.
- o « **Procuration, mandat et incapacité des personnes physiques** » : Questions-Réponses Pratique : *Defrénois*, n°47 du 29 nov. 2018, étude 142h6, p. 17 à 21 ; « **Contrat de mandat et incapacités des personnes physiques (à la lumière de l’avant-projet de réforme du droit des contrats spéciaux)** » : *Petites affiches*, n° 101-102 du 21-22 mai 2018, étude 135w0, p. 7 à 17.
- o « **Le paiement et les incapacités** », in Marc MIGNOT et Jérôme LASSERRE-CAPDEVILLE (dir.), *Le paiement (Colloque : Strasbourg, 26-27 sept. 2013)*, L’Harmattan, Juin 2014, p. 65 à 86.
- o « **Le consommateur est-il un incapable ?** », in Daniel MAINGUY et Malo DEPINCÉ (dir.), *40 ans de droit de la consommation 1972-2012, Bilans et perspectives (Colloque : Montpellier, 28 sept. 2012)*, Faculté de droit de Montpellier – Etudes Teutates, Oct. 2013, p. 27 à 46.
- o « **Les contrats sur la personne** », in Christophe ALLEAUME & Laurence MAUGER-VIELPEAU (dir.), Existe-t-il une théorie générale des contrats spéciaux ? (*Colloque : Caen, 18 mars 2011*), *Petites affiches*, n° 238, 28 nov. 2012, p. 42 à 47.
- o « **La persistance de la prohibition des pactes sur succession future (Hommage à Pierre Catala)** », in Annick BATTEUR (dir.), 108^e Congrès des Notaires de France : La transmission (Montpellier, 23-26 sept. 2012), *Petites affiches*, n°s 182-183, 11-12 sept. 2012, p. 25 à 37.
- o « **L’information du consommateur** », in Jérôme JULIEN, *Droit de la consommation et du surendettement*, Montchrestien, Coll. Cours LMD, 2009, p. 499 à 516.

3.7 – Droit civil : les incapacités

- o « **Introduction au droit patrimonial des personnes protégées** », in G. RAOUL-CORMEIL (dir.), Dossier : Le patrimoine des personnes majeures protégées, in *Ingénierie patrimoniale (IP)*, juill.-sept. 2025/3, étude 02.1. *À paraître*
- o « **Principes directeurs et distinctions majeures pour une bonne gestion du patrimoine de la personne protégée. Les dispositions phares de l’article 496 du Code civil** », in G. RAOUL-

CORMEIL (dir.), Dossier : Le patrimoine des personnes majeures protégées, in *Ingénierie patrimoniale (IP)*, juill.-sept. 2025/3, étude 02.2. *À paraître*

- o « **Peut-on sortir de l'alternative entre l'assistance et la représentation dans la protection juridique des majeurs** », in Mme Maryline BRUGGEMAN et Pr Anne-Marie SAVARD (Coord.), *Protection des majeurs en vulnérabilité : regards croisés France-Québec sur un droit en mutation* (Colloque : Toulouse, 25 oct. 2024), IFJD, coll. Colloques & Essais, t. 201, 2025, p. 163 à 181. *À paraître*
- o « **Les angles morts de la protection juridique des majeurs** », in Patrick BARBAN, Nicolas GUILLET et Jean-Michel JUDE (coord.), *Mélanges en l'honneur de la Professeure Béatrice Bourdelois*, IFJD, 2025, p. 203 à 232. *À paraître*
- o « **La durée de la mesure. Mise en œuvre initiale et révision** », in Ingrid MARIA (coord.), *Le(s) temps dans la protection juridique des majeurs* (Colloque : Grenoble, 21-22 mars 2024), IFJD, coll. Colloques & Essais, t. 200, 2025, p. 119 à 133. *À paraître*
- o « **Le travail social : un rouage fonctionnel dans la prise en charge des vulnérabilités** », in Franck PEINAUD (dir.), *Exister dans la fragilité : comprendre, accompagner et transformer la vulnérabilité*, Nice : éd. Ovadia, 2025, *à paraître*.
- o « **Vers la suppression de la représentation ?** », in Dossier : Les métamorphoses de la protection juridique des majeurs. Actes du colloque organisé par Mmes Anne CARON-DÉGLISE et Nathalie PETERKA (Cour de cassation, Grand'Chambre, 18 oct. 2024), *Deffrénois*, 2025, *à paraître*.
- o « **L'habilitation familiale est-elle devenue le nouveau modèle de la protection juridique des majeurs ? (États généraux du droit de la famille et du patrimoine : Conseil national des Barreaux, Maison de la Chimie, 30 janv. 2025)** », *Gaz. Pal.* 22 avril 2025, Hors-Série, étude GPL474e6, p. 27 à 30.
- o « **La tiercéisation ou l'incapacité d'exercice de protection** », in Dossier : Le tiers dans le Code civil. Actes du colloque organisé par Martial NICOLAS et Marion TALBOT (*UBO, Brest, amphi 123*, 29 nov. 2024), *Revue Lamy droit civil (RLDC)*, avril 2025, n°235, suppl., p. 9 à 14.
- o « **La protection des droits des personnes vulnérables** » : Dossier : Les grands enjeux de l'ingénierie patrimoniale, in *Ingénierie patrimoniale (IP)*, janv.-mars 2025/1, étude 02.6, p. 25 à 27.
- o « **La solitude et l'isolement du majeur protégé face aux impératifs de la fraternité en droit français** », in Me François DUPIN, pour le Barreau du Québec (Coord.), *La protection des personnes vulnérables* (Montréal, 7 février 2025), éd. Yvon Blais, t. 568, 2025, p. 65 à 94.
- o « **La sauvegarde des droits, par assistance ou par représentation (Réflexions sur la rationalisation du nombre de mesures de protection juridique)** » : Actes du quatrième séminaire du cycle "Penser le droit des majeurs vulnérables", dir. Emmanuel JEULAND, Florence BELLIVIER, Xavier LAGARDE, Christophe VERNIÈRES et Sophie PRÉTOT (IRJS, 5 avril 2024), in *Revue juridique de la Sorbonne (RJS)*, n°10, déc. 2024, p. 91 à 112.
- o « **Le bienfait des mesures de protection juridique face à la protection spontanée des proches** », in Gilles RAOUL-CORMEIL (coord.), Dossier : La personne en situation de grande vulnérabilité (Colloque : Rouen, CUREJ & ICREJ & Fondation FilSeine, 1^{er} février 2024), *R.D.S.S.* Nov./déc. 2024/6, p. 942 à 950.
- o « **Le lustre du droit monégasque des majeurs protégés** (Colloque : Nice-Monaco, 31 mai & 1^{er} juin 2024) » : *Revue Juridique Personnes famille (RJPF)*, n°294/27, nov. 2024, p. 50 à 57.
- o « **L'articulation de la volonté de la personne de grand âge avec les instruments de la protection juridique des majeurs** », in Amandine CAYOL (dir.), Dossier : La place accordée à la volonté de la personne accueillie en E.H.P.A.D., in *Série E : Droit, santé, et société*, 2024, n°3, vol. 11, p. 35 à 39. – *Journal de médecine légale*, 2024, n°4, vol. 67, p. 36 à 40.
- o « **Quels aménagements de l'exercice des droits des personnes protégées en ligne ?** », in Thibault DOUVILLE (dir.), *Le renouvellement du droit civil sous l'influence du numérique*

(Colloque : 28^e Journée nationale, Caen, 31 mars 2023), Association Henri Capitant – Dalloz, coll. Thèmes & comm., 2024, p. 3 à 20.

- o « **La ‘protection juridique avec représentation relative à la personne’ ou le renvoi trop discret à l’article 459, alinéa 2 du Code civil (États généraux du droit de la famille et du patrimoine : Conseil national des Barreaux, Maison de la Chimie, 25 janv. 2024)** », *Gaz. Pal.* 10 avril 2024, Hors-Série, étude GPL461n9, p. 26 à 29.
- o « **État civil et capacité : quelle mention pour la vulnérabilité ?** », in Amélie GOGOS-GINTRAND et Stéphanie ZEIDENBERG (dir.), *État civil et identité : évolutions contemporaines (Colloque : CERFAPS, Bordeaux, Pey Berland, 14-15 mars 2024)*, Les Éditions Hospitalières, coll. « À la croisée des regards », Mars 2024, p. 121 à 142.
- o « **Le concubinage de la personne protégée : prudence ou mépris ?** », in Benoît EYRAUD et Paul VÉRON (dir.), *Vulnérabilité(s) et accès au(s) droit(s)*, P.U. Rennes, 2024, p. 133 à 142.
- o « **Introduction. Le majeur protégé, une figure ambivalente du droit** », in Agnès CERF-HOLLENDER et Gilles RAOUL-CORMEIL (dir.), *Le majeur protégé face à la justice pénale (Colloque : Caen, 8 avril 2022. – Clermont-Ferrand : 7 octobre 2022. – Caen, 7 avril 2023)*, Institut Francophone Droit & Justice, Juillet 2023, coll. Colloques & Essais, t. 180, p. 7 à 22.
- o « **Le mandat de protection juridique d’une personne sous main de justice. (Synthèse du colloque de Clermont-Ferrand)** », in Agnès CERF-HOLLENDER et Gilles RAOUL-CORMEIL (dir.), *Le majeur protégé face à la justice pénale (Colloque : Caen, 8 avril 2022. – Clermont-Ferrand : 7 octobre 2022. – Caen, 7 avril 2023)*, Institut Francophone Droit & Justice, Juillet 2023, coll. Colloques & Essais, t. 180, p. 327 à 342.
- o « **La main du mandataire à la protection des majeurs** », in Jacques MESTRE et Sandie LACROIX DE SOUSA (coord.), *La main saisie par le droit, Signatures internationales – AFDD*, juin 2023, *Bull.* n°7, p. 140 à 157.
- o « **Le droit de la protection des majeurs** », in Bernard TEYSSIÉ (dir.), *Les métamorphoses du droit des personnes*, LexisNexis, 2023, p. 301 à 329.
- o « **MJPM et gestion des biens du majeur protégé après la Loi du 23 mars 2019** », in M. BOUDJEMAÏ (coord.), in Dossier : MJPM et protection des majeur(e)s (*Colloque : Reims, Reims, IRTS, 3 déc. 2021*), *Le nouvel éclairage*, n°23, févr. 2023, p. 4 à 5.
- o « **Ouverture de l’habilitation familiale** », in Jean-Jacques LEMOULAND et Jean-Marie PLAZY (dir.), *L’habilitation familiale : bilan et perspectives (Colloque : Bordeaux, 28 oct. 2022)*, *Dr. famille*, décembre 2022, dossier 24, p. 19 à 21.
- o « **Le principe de probité, face unitaire de la profession MJPM et limite au devoir d’adaptabilité (Colloque : Arcachon, 1er oct. 2022)** », in *Actu-juridique*, Lextenso, 25 nov. 2022, AJU006m8 ; *Petites affiches*, n°12, déc. 2022, étude LPA201x7, p. 32 à 38.
- o « **Éclairage : l’essor de l’autonomie du majeur protégé** », in *Inclusion sociale. Revue scientifique et professionnelle de langue française*, Consortium national d’expertise en inclusion sociale (Trois Rivières, Québec) & Côte à côte – Données probantes pour une société inclusive (50 380, France), Oct. 2022, vol. 2, p. 17 à 20.
- o « **Le majeur protégé, sujet de droits familiaux** », in UNAF, Dossier : Évolution du droit, 15 ans après la loi du 5 mars 2007, *Réalités familiales*, Oct. 2022, p. 33 à 37.
- o « **Protection juridique des majeurs : l’atout générationnel !** », in Jacques MESTRE, Anne-Laure FABAS-SERLOOTEN et Sandie LACROIX DE SOUSA (coord.), *Le transgénérationnel, Signatures internationales – AFDD*, mai 2022, *Bull.* n°5, p. 20 à 36. – *Le juriste au soutien du transgénérationnel*, éd. Mare & Martin, 2023, p. 53 à 70.
- o « **Mandataire judiciaire à la protection des majeurs : une profession méconnue au statut incertain** », in L. MAUGER-VIELPEAU et G. RAOUL-CORMEIL (coord.), *Regards humanistes sur le droit, Mélanges en l’honneur de la Professeure Annick Batteur*, Lextenso, Nov. 2021, p. 463 à 500.

- o « **La pluralité des organes de protection juridique : cotutelle, cocuratelle, mandat de protection future et cohabilitation familiale** (Colloque : Arcachon, 2 octobre 2021) », in *Actu-juridique*, Lextenso, 26 et 29 novembre 2021, AJU001w0 ; *Petites affiches*, n°7, déc. 2021, étude LPA201g8, p. 29 à 40.
- o « **Assistance et représentation dans la protection juridique des majeurs** », in Ingrid MARIA (dir.), Dossier : Réforme de la justice et majeurs protégés, *Dr. famille*, n°9, sept. 2021, Dossier 17, p. 10 à 13.
- o « **L'articulation de la volonté de la personne en EHPAD avec les instruments de protection** », in Bérengère LEGROS (dir.), Le vieillissement à l'épreuve des choix (Colloque : Lille, 13 avril 2021), Lexbase, Hebdo édition sociale, n°872, 8 juill. 2021.
- o « **Le notaire face aux personnes majeures en situation de handicap** (Journées notariales de la personne et des familles, 31 mars 2021) » : Questions-Réponses Dossier : *Defrénois*, n°25 du 17 juin 2021, étude 201c8, p. 15 à 22.
- o « **Dossier expert : anticipation, vulnérabilité et patrimoine (1. Philosophie de l'anticipation. – 2. Mandat de protection future. – 3. Directives anticipées patrimoniales)** », in *Solution Notaire Hebdo*, n°13 du 15 avril 2021, p. 15 à 24. – Le 2^e texte a été écrit avec Me Dorian VILMAIN et le 3^e avec Philippe GOUBET.
- o « **Mandat de protection future ou habilitation familiale : réflexions en vue d'un conseil notarié** », in Annick BATTEUR (dir.), 116^e Congrès des Notaires de France : Protéger : Les vulnérables, les proches, le logement, les droits (Paris, 8-10 oct. 2020), *Petites affiches*, n°201, 7 oct. 2020, étude 156m3, p. 9 à 23.
- o « **Le mandat de protection future par assistance** », in *Solution Notaire Hebdo*, n°31 du 1^{er} oct. 2020, p. 16 à 20.
- o « **Dossier expert : la requête au juge des tutelles des majeurs (1. Contexte, analyse et méthode, 2. Acte de disposition, 3. Opération successorales, 4. Actes mixtes)** », in *Solution Notaire Hebdo*, n°30 du 24 sept. 2020, p. 15 à 25. Écrit avec Me Charlotte ROBBE et M. Guillaume SOUTRA pour les textes 2 à 4.
- o « **D'une décennie, l'autre** », in Gilles RAOUL-CORMEIL, Ingrid MARIA et Muriel REBOURG (dir.), *Majeurs protégés : bilan et perspectives (De la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 à la loi n°2019-222 du 23 mars 2019, et après ?)*, LexisNexis, Hors collection, 2020, Ouverture, p. 15 à 20. Écrit avec Ingrid MARIA et Muriel REBOURG.
- o « **La loi du 5 mars 2007, entre le passé et l'avenir de la protection juridique des majeurs** (Colloque : Brest, 8 mars 2019. – Grenoble, 5 avril 2019. – Caen, 26 avril 2019) », in Gilles RAOUL-CORMEIL, Ingrid MARIA et Muriel REBOURG (dir.), *Majeurs protégés : bilan et perspectives*, LexisNexis, Hors collection, 2020, Chap. 1er, p. 31 à 58.
- o « **La notion de personne vulnérable en droit civil** », in Jean-Manuel LARRALDE et Mathias COUTURIER (dir.), *Cahiers de la Recherche sur les Droit Fondamentaux*, vol. 18 : *Vulnérabilité et droit*, (Colloque : Caen, 30 nov. 2018), 2020, P.U.Caen, p. 47 à 54.
- o « **Exercice de droit comparé : la réforme québécoise et française en leur ADN** », in Me François DUPIN, pour le Barreau du Québec (Coord.), *La protection des personnes vulnérables* (Montréal, 31 janvier 2020), éd. Yvon Blais, t. 469, 2020, p. 25 à 52.
- o « **Le rôle du notaire dans la protection juridique des majeurs plus que jamais d'actualité** » : *Solution Notaire Hebdo* du 12 septembre 2019, n°28, p. 16 à 19, inf. 10.
- o « **Le rôle du mandataire dans le choix du logement de la personne âgée protégée** », in Aline VIGNON-BARRAULT (dir.), Dossier : Le logement de la personne âgée (Colloque : Angers, Centre Jean Bodin, 17 déc. 2018), *R.D.S.S.* Juill./août 2019/4, p. 658 à 667.
- o « **La conclusion forcée du contrat de mariage du majeur protégé (C. civ., art. 1399, al. 3)** » : *Recueil Dalloz* n°15 du 25 avril 2019, Point de vue, p. 825 à 826, avec Annick BATTEUR et Laurence MAUGER-VIELPEAU.

- o « **L’union du majeur protégé (mariage, divorce, pacs)** », in N. PETERKA (dir.), Dossier expert : Le droit des personnes protégées après la loi de réforme pour la Justice (Loi n°2019-222 du 23 mars 2019) : *Solution Notaire Hebdo* du 25 avril 2019, n°15, p. 19 à 21, inf. 13.
- o « **Les distorsions entre la théorie et la pratique du droit des majeurs protégés** », in *JCP.*, éd. G., 2019 (n°5 du 4 février), 121, étude, p. 226 à 229.
- o « **Ouverture** », in *La vie privée de la personne protégée*. In memoriam Thierry Verheyde (Colloque : Caen, Institut Demolombe, 17 avril 2017), éd. Mare & Martin, coll. Droit privé et sciences criminelles, 2019, étude 1, p. 11 à 18.
- o « **Hommage à Thierry Verheyde, un magistrat qui savait allier le cœur et la raison juridique** », in *La vie privée de la personne protégée*. In memoriam Thierry Verheyde (Colloque : Caen, Institut Demolombe, 17 avril 2017), éd. Mare & Martin, coll. Droit privé et sciences criminelles, 2019, étude 62, p. 507 à 513. Un hommage précédé d’une « **Recension des écrits de Thierry Verheyde, magistrat et auteur** », *op. cit.*, étude 26, p. 323 à 337.
- o « **Personnes protégées : accompagnement et moyens financiers exigés** », Tribune écrite avec Marc PIMPETERRE : *Actualités Sociales Hebdomadaires*, n°3088, 14 déc. 2018, p. 37 à 38.
- o « **La personne âgée et le risque d’insanité** », in Aline VIGNON-BARRAULT (dir.), Dossier : La personne âgée, sujet de protection du droit (Colloque : Angers, Centre Jean Bodin, 20 avril 2018), *R.D.S.S.* Sept./oct. 2018/5, p. 790 à 799.
- o « **Changer de paradigme à droit constant ? Lire la loi à la lumière des droits fondamentaux** », in Benoît EYRAUD, Julie MINOC et Livia VELPRY (coord.) et le Collectif Contrast, *Choisir et agir pour autrui ? Controverse autour de la convention de l’ONU relative aux droits des personnes handicapées* (Colloque : Paris, 30 oct. 2015), Doin, coll. Polémiques, Oct. 2018, p. 249 à 255. – Mise en ligne sur Cairn.info le 25/03/2021.
- o « **Gestion dynamique du patrimoine : éléments de définition** (Colloque : Caen, 13 avril 2018) », *Droit et Patrimoine*, n°283, Sept. 2018, p. 23 à 25.
- o « **Les rapports de la Cour des comptes et du Défenseur des droits en matière de protection juridique des majeurs** (Colloque : Arcachon, 30 sept. 2017) », *Petites affiches*, n°227 du 14 nov. 2017, étude 130e7, p. 7 à 19.
- o « **L’habilitation familiale, entre tradition et modernité** », in Annick BATTEUR (dir.), 113^e Congrès des Notaires de France : Le notaire face aux mutations de la famille (Lille, 17-20 sept. 2017), *Petites affiches*, n°179-180 des 7 et 8 sept. 2017, étude 129k6, p. 72 à 85.
- o « **Les conflits d’intérêts dans l’exercice de la protection des majeurs** », in Karine LEFEUVRE et Sylvie MOISDON-CHATAIGNER (dir.), *Protéger les majeurs vulnérables (vol. 2) : L’intérêt de la personne protégée* (Colloque des 8 et 9 juin 2016), Presses EHESP, Avril, 2017, p. 229 à 236.
- o « **Accompagnement et protection des intérêts patrimoniaux** », in Hugues FULCHIRON (dir.), Dossier : L’accompagnement des personnes majeures vulnérables : entre nécessité juridique et exigence éthique (*Séminaire du Centre de droit de la famille, Université Jean Moulin Lyon 3, 18 mai 2016*) : *Dr. famille*, n°3, mars 2017, Dossier 23, p. 39 à 43.
- o « **Appréciation de la classification des actes en droit bancaire** », in Sophie SCHILLER (dir.), Dossier : Gestion de patrimoine et personnes vulnérables. Apports et lacunes du décret du 22 déc. 2008 (Colloque du 30 juin 2016) : *Droit et patrim.*, n°263, Nov. 2016, p. 49 à 54.
- o « **Ouverture** », in Dossier : L’habilitation familiale. Examen critique de la nouvelle mesure de protection juridique (Colloque : Caen, 25 mars 2016), *Dr. famille*, n°11, nov. 2016, Dossier 39, p. 11 à 12.
- o « **La nouvelle administration légale : 1+1=1 ?** (Ordonnance n°2015-1288 du 15 octobre 2015 portant simplification et modernisation du droit de la famille) », in *Dr. famille*, Janv. 2016, Dossier 4, p. 17 à 21. Étude écrite avec Ingrid MARIA.

- o « **L’habilitation familiale : une tutelle adoucie, en la forme et au fond** (À propos de l’ordonnance n°2015-1288 du 15 octobre 2015 prise en application de la loi n°2015-177 du 16 février 2015) », *Recueil Dalloz* n°40 du 19 novembre 2015, chron., p. 2335 à 2339.
- o « **L’habilitation familiale ou la tutelle simplifiée** (À propos de l’avant-projet d’ordonnance prise en application de la loi n°2015-177 du 16 février 2015) », *Gazette du Palais*, n°s277 à 279 du 4 au 6 octobre 2015, p. 5 à 10.
- o « **Qu’est-ce qu’être protégé ? Regard d’un juriste** », *Le Sociographe, recherches en travail social*, n°50, *Être protégé, Liberté, aliénation, accompagnement (Colloque Askoria : Rennes : 1^{er} oct. 2015)*, 2015, p. 11 à 28. – Mise en ligne sur Cairn.info le 03/06/2015.
- o « **Les obligations alimentaires du majeur protégé** », in Dossier : La protection des personnes âgées et handicapées : entre droit social et droit civil, Sylvie MOISDON-CHATAIGNER (dir.) (*Colloque : Rennes 1, Laboratoire Iode (Umr Cnrs 6262), 16 mai 2014*), *R.D.S.S.* Sept./oct. 2015/5, p. 793 à 802.
- o « **L’insécurité juridique tenant à l’insanité ou à l’incapacité d’une partie à l’acte notarié** », écrit avec Fanny ROGUE (auteur de la 1^e partie, p. 30 à 38), in Annick BATTEUR (dir.), 111^e Congrès des Notaires de France : La sécurité juridique (Strasbourg, 10-13 mai 2015), *Petites affiches*, n°86, 30 avril 2015, p. 27 à 46.
- o « **Le droit des majeurs protégés, en partie rénové par la loi du 16 février 2015** », *Gazette du Palais*, n°s70 à 71 du 11-12 mars 2015, p. 6 à 10.
- o « **Le patrimoine de la personne protégée. Rapport introductif** », in Jean-Marie PLAZY et Gilles RAOUL-CORMEIL (dir.), *Le patrimoine de la personne protégée*, LexisNexis, Hors collection, 2015, étude 1, p. 1 à 36.
- o « **L’opposition d’intérêts : une notion à définir** (*Colloque : Bordeaux, 7 février 2014*) », in Jean-Marie PLAZY et Gilles RAOUL-CORMEIL (dir.), *Le patrimoine de la personne protégée*, LexisNexis, Hors collection, 2015, étude 4, p. 57 à 83.
- o « **Ouverture. La notion d’acte mixte en droit des majeurs protégés** (*Colloque : Caen, 21 mars 2014*) », in Jean-Marie PLAZY et Gilles RAOUL-CORMEIL (dir.), *Le patrimoine de la personne protégée*, LexisNexis, Hors coll., 2015, étude 19, p. 269 à 273.
- o « **Les recours des héritiers d’un majeur protégé** », in Nathalie PETERKA (dir.), La fin de vie du majeur protégé (*Colloque de la Curatelaire : Nanterre, 14 avril 2014*), *Dr. famille*, nov. 2014, étude 27, p. 25 à 30.
- o « **La protection des malades mentaux par le droit civil** », in Jean-Manuel LARRALDE (dir.), Droit et psychiatrie (*Colloque : Caen, 15 nov. 2013*), *Cahiers de la Recherche sur les Droit Fondamentaux*, vol. 12, P.U.Caen, 2014, p. 59 à 72.
- o « **Le mandat de protection future, un contrat pour préserver les biens professionnels ou l’intérêt de la famille** », in Annick BATTEUR (dir.), 110^e Congrès des Notaires de France : Vie professionnelle et famille, place au contrat (Marseille, 15-18 juin 2014), *Petites affiches* 2014, n° 110, 3 juin 2014, p. 43 à 55.
- o « **Le financement de la protection judiciaire des majeurs : une question épineuse** », in Dossier Majeurs protégés : un bilan en demi-teinte, *Juris Association*, Dalloz, n°20, déc. 2013/490, p. 31 à 33.
- o « **Le compte en banque du majeur protégé (Difficultés pratiques soulevées par l’articulation du droit des incapacités et du droit bancaire. – 1. L’ouverture du compte bancaire pour un majeur protégé. – 2. Le fonctionnement du compte d’un majeur protégé. – 3. Le droit de regard sur les comptes d’un majeur protégé)** », écrit avec Jérôme LASSERRE-CAPDEVILLE, *RD bancaire et financier*, Mai-juin 2013, Dossier 23 à 26, p. 84 à 96.
- o « **Mandataire judiciaire à la protection des majeurs : État des lieux d’un statut professionnel et perspectives d’évolution** », Introduction écrite avec Laurence MAUGER-VIELPEAU (*Colloque : Caen, 19 octobre 2012*), *Droit de la famille*, décembre 2012, étude n°12, p. 13 à 15.

- o « **Atouts et faiblesses du statut professionnel de mandataire judiciaire à la protection des majeurs** », in Gilles RAOUL-CORMEIL (dir.), Dossier : MJPM, état des lieux d'un statut professionnel et perspectives d'avenir (*Colloque : Caen, 19 octobre 2012*), *Droit de la famille*, décembre 2012, étude n°13, p. 16 à 21.
- o « **Propos introductifs** », in Gilles RAOUL-CORMEIL (dir.), *Nouveau droit des majeurs protégés. Difficultés pratiques* (*Colloque : Caen, 17 juin 2011*), Dalloz, coll. Thèmes & Commentaires, 2012, p. 1 à 9.
- o « **Remèdes à l'éclatement du régime juridique des actes médicaux portant sur les majeurs protégés** », in Gilles RAOUL-CORMEIL (dir.), *Nouveau droit des majeurs protégés. Difficultés pratiques* (*Colloque : Caen, 17 juin 2011*), Dalloz, coll. Thèmes & commentaires, 2012, p. 151 à 172.
- o « **L'opposition d'intérêts, obstacle à la magistrature tutélaire. Étude à partir du contrat d'assurance sur la vie** », *Rev. Gén. Dr. des Assurances* 2011-2, p. 397 à 422.
- o « **Les libéralités consenties à une personne vulnérable ou par elle** », in Le nouveau droit des majeurs protégés (*Colloque : Caen, 20-21 mars 2008*), *La Semaine Juridique*, éd. Notariale, n°36 du 5 sept. 2008, étude n°1272, p. 40 à 43.
- o « **Le conjoint de la personne vulnérable (L'articulation du système matrimonial et du système tutélaire)** », *Deffrénois* n°12 du 30 juin 2008, art. 38791, p. 1303 à 1319.
- o « **L'incapable résultant du nouveau droit des libéralités et des successions** », in Le nouveau droit patrimonial de la famille (*Colloque : Caen, 15-16 mars 2007*), *La Semaine Juridique*, éd. Notariale, n°26 du 29 juin 2007, étude n°1202, p. 36 à 42.

3.8 – Droit judiciaire privé et organisation juridictionnelle

- o « **L'avocat dans la procédure devant le juge des tutelles des majeurs** (*États généraux du droit de la famille et du patrimoine : Conseil national des Barreaux, Maison de la Chimie, 26 janv. 2023*) », *Gaz. Pal.* 11 avril 2023, Hors-Série, étude GPL447d9, p. 24 à 27.
- o « **Les droits de la personne majeure protégée dans la procédure où elle est partie** », in Sylvie MOISDON-CHATAIGNER et Richard DESGORGES (dir.), *Procédures, majeurs protégés et juge au XXI^e siècle*, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie – Louis Joinet, coll. « Colloques & Essais », t. 159, 2022, p. 89 à 106.
- o « **Vulnérabilité et protection judiciaire des majeurs** », in Gilles RAOUL-CORMEIL et Muriel REBOURG (dir.), Dossier : Le juge des vulnérabilités (*Colloque : Brest, 6 mars 2020*), *Dr. famille*, n°5, mai 2020, dossier 11, p. 14 à 17.
- o « **Réforme de la procédure tutélaire après la loi n°2019-222 du 23 mars 2019 (Décret n°2019-756 du 22 juillet 2019)** », in *Dalloz actualité*, 26 sept. 2019.
- o « **La métamorphose de la procédure tutélaire** », in Isabelle PÉTEL-TEYSSIÉ et Catherine PUIGELIER (dir.) *Quarantième anniversaire du Code de procédure civile (1975 – 2015)*, éd. Panthéon-Assas, 2016, p. 329 à 355.
- o « **Nature juridique de la procédure devant le juge des tutelles** », in Dossier Majeurs protégés (Procédure), *AJ famille* mars 2014, p. 148 à 151.

4. CHRONIQUES (8)

4.1 – Chronique de droit des personnes protégées (seul auteur)

- o « [7^e] **Chronique trimestrielle de droit des personnes protégées : I. Politique générale de la protection juridique des majeurs** [1. Nouvel élan de déjudiciarisation : [Ministre de la Justice, Mission d'urgence relative à la déjudiciarisation, Rapport, 11 mars 2025, 49 p.](#) – 2. La vulnérabilité au grand jour, éclairée par ses causes : [Comité consultatif national d'éthique, Enjeux éthiques relatifs aux situations de vulnérabilité liées aux avancées médicales et aux limites du système de soins, Avis 148, 18 mars 2025, 56 p.](#)]. – **II. Mandataire judiciaire à la protection des majeurs** [3. Responsabilité civile du MJPM pour ne pas avoir informé le curatelaire que

l'usage d'un VTAM requiert une assurance obligatoire : [CA Grenoble, 2^e ch. civ., 28 janv. 2025, n°23/00749](#). – 4. Nullité du contrat d'assurance-vie comprenant une clause *ab intestat* : [CA Poitiers, 1^e ch. civ., 8 avril 2025, n°23/01152](#).] » : *RJPF* 2025-302/13 ou *Revue Juridique Personnes famille*, n°302, Juillet 2025, p. 23 à 31.

- o « [6^e] **Chronique trimestrielle de droit des personnes protégées : I. Existence et choix de la mesure de protection** [1. Conditions du refus de la mainlevée : [Cass., 1^e civ., 15 janv. 2025, n°22-17.817, D.](#) – 2. Conditions du prononcé de la curatelle renforcée : [Cass., 1^e civ., 5 févr. 2025, n°23-13.228, D.](#)] – **II. Protection de la personne** [3. Annulation d'une élection législative à laquelle s'est présentée un majeur en curatelle : [Cons. const., 13 févr. 2025, déc. n°2024-6431 AN, Jura, 2^e circo.](#) – 4. Nouvelle déclaration d'inconstitutionnalité partielle du régime de l'isolement et de la contention dans les soins psychiatriques sans consentement : [Cons. const., 5 mars 2025, n°2024-1127 QPC](#). – 5. Protection de la mère qui consent à l'adoption de son enfant : [Cass., 1^e civ., 5 févr. 2025, n°23-14.185, D.](#)] – **III. Périmètre des pouvoirs du protecteur** [6. Conditions du cumul des qualités de tuteur et d'aidant familial salarié : [Cass., 2^e civ., 14 nov. 2024, n°22-22.855, B.](#) – 7. Qualité pour interjeter appel d'un indu en matière de prestation de compensation du handicap : [CA Caen, 2^e ch. soc., 10 oct. 2024, n°23/01023](#)] » : *RJPF* 2025-299/13 ou *Revue Juridique Personnes famille*, n°299, Avril 2025, p. 23 à 31.
- o « [5^e] **Chronique trimestrielle de droit des personnes protégées : I. Politique de protection juridique des majeurs** [1. Le plateau des 100 000 mesures ou les statistiques un peu moins énigmatiques de la protection juridique des majeurs : [Les chiffres-clés de la Justice, 2024, p. 13](#) ; [Près d'une personne sur dix bénéficie d'une mesure de protection juridique après 90 ans, Infostat Justice, n°197, 2024](#). – 2. La carotte fiscale : [Plaidoyer pour la reconnaissance d'un statut fiscal du protecteur familial, France tutelle, 2023, 28 p.](#)] – **II. Mandat de protection future** [3. Enregistrer n'est pas publier ! [D. n° 2024-1032, 16 nov. 2024 relatif au registre des mandats de protection future, JO 17 nov.](#)] – **III. Droit commun des mesures de protection judiciaires** [4. N'oubliez pas l'épée de Damoclès ! ou la proximité de l'échéance du 18 février 2025 fixée pour réviser les mesures trop longues : [L. n° 2015-177, 16 févr. 2015, art. 26, mod. L. n°2019-222 du 23 mars 2019](#)] – **IV. Protection de la personne** [5. N'est pas protecteur qui veut ! [Cass., 2^e civ., 6 juin 2024, n°22-15.973, D.](#)] – **V. Protection des biens** [6. Relative est la nullité de l'assemblée générale d'une société civile d'exploitation agricole pour défaut de convocation du curateur d'un associé ! [Cass., com., 18 sept. 2024, n°22-24.646](#)] » : *RJPF* 2025-296/7 ou *Revue Juridique Personnes famille*, n°296, Janvier 2025, p. 13 à 21.
- o « [4^e] **Chronique trimestrielle de droit des personnes protégées : I. La protection de la personne et les droits fondamentaux** [1. La réécriture permanente du Code de procédure pénale pour imposer, sitôt la lacune mise à jour, l'information de la personne en charge de la protection : [Cons., const., 18 janv. 2024, n°2023-1076 QPC](#) ; [Cons. const., 10 juill. 2024, n° 2024-1100 QPC](#). – 2. La décorrélation partielle du droit de vote et de l'inéligibilité : [C. élec., art. L. 44](#)] – **II. La protection des droits patrimoniaux** [3. En amont l'institution des professionnels en charge de la vérification et de l'approbation des comptes de gestion : [D. n° 2024-659, 2 juill. 2024 relatif au contrôle des comptes de gestion pris en application de l'article 512 du Code civil et modifiant le décret n° 2021-1625 du 10 décembre 2021 relatif aux compétences des commissaires de justice, JO 3 juill.](#) ; [A. 4 juill. 2024, NOR : JUSC2333314A fixant la rémunération du professionnel qualifié chargé du contrôle des comptes de gestion en application de l'article 512 du Code civil, JO 6 juill.](#) ; [A. 4 juill. 2024, NOR : JUSC2417385A relatif aux modèles de compte de gestion, aux modèles de compte de gestion, d'attestation d'approbation et de rapport de difficulté, JO 7 juill.](#) – 4. En aval, des variations inédites sur le dépassement de pouvoir du curateur : [Cass. 1^{re} civ., 12 juin 2024, n° 22-10.874, D.](#)] » : *RJPF* 2024-293/2 ou *Revue Juridique Personnes famille*, n°293, Octobre 2024, p. 11 à 20.
- o « [3^e] **Chronique trimestrielle de droit des personnes protégées : I. Le droit commun des mesures de protection juridique** [1. Mise à l'épreuve du principe de nécessité : [Cass., 1^e civ., 27 mars 2024, n°22-13.325, D.](#) – 2. Loi sur le bien-vieillir et protection juridique des majeurs : [L. n°2024-317, 8 avr. 2018, JO 9 avr. et rect. 13 avr.](#)] – **II. Le patrimoine du majeur protégé** [3. Conditions de désignation d'un technicien pour vérifier les comptes de gestion : [CA Caen, 18](#)

août 2023, n°23/00142 et n°23/00144, CA Caen, 25 août 2023, n°23/00160 et n°23/00170]. – **III. Principe et limites de l'incapacité d'ester en justice** [4. Nature de l'incapacité d'ester en justice : Cass., 1^{er} civ., 15 nov. 2023, n°22-15.511, B. – 5. Sanction de l'incapacité d'ester en justice : Cass., 1^{er} civ., 18 janv. 2024, n°21-22.482, B et Cass., 2^e civ., 8 févr. 2024, n°21-25.957, B. – 6. Opposabilité de l'incapacité d'ester en justice : Cass., 1^{er} civ., 23 mai 2024, n°22-16.784, B. – 7. Exceptions à l'incapacité d'ester en justice : Cass., 1^{er} civ., 31 janv. 2024, n°22-23.242, B.] » : *RJPF* 2024-291/2 ou *Revue Juridique Personnes famille*, n°291, Juillet 2024, p. 10 à 18.

- o « [2^e] **Chronique trimestrielle de droit des personnes protégées : I. In memoriam** : 1. Hommage à **Jacques Massip (1925-2023)**. – **II. Le patrimoine du majeur protégé (en curatelle, tutelle, habilitation familiale)** [2. La prescription de l'action en nullité pour insanité d'un acte à titre onéreux engagée par l'héritier d'un majeur en tutelle qui fut le tuteur de l'auteur insane : Cass., 1^{er} civ., 13 déc. 2023, n°18-25.557, B+R. – 3. La portée de la confirmation d'un acte nul dans un litige portant sur la réformation d'une convention d'honoraire d'avocat : Cass., 1^{er} civ., 6 déc. 2023, n°22-50.011, B]. – **III. La responsabilité du mandataire judiciaire à la protection des majeurs** [4. L'appréciation de la faute d'un mandataire judiciaire à la protection des majeurs, ayant conclu un mandat de gestion avec des professionnels qualifiés pour gérer des immeubles de rapport : CA Paris, 28 juin 2022, n°19-10072. – 5. Le mandat pour recruter des auxiliaires de vie et assurer une mission de protection de la personne : Cass., 1^{er} civ., 7 févr. 2024, n°21-24.848, B] » : *RJPF* 2024-288/16 ou *Revue Juridique Personnes famille*, n°288, Avril 2024, p. 27 à 33.
- o « [Première] **Chronique de droit des personnes protégées : I. Politique de protection juridique des majeurs** [1. Les statistiques énigmatiques de la protection juridique des majeurs : *Chiffres-clés de la Justice* 2023, 26 oct. 2023. – 2. Un nouveau rapport interministériel ou la reprise du dialogue des praticiens avec leur ministère de tutelle : Anne Caron-Dégliose, *États généraux des maltraitances. Penser les protections juridique et sociale à partir des droits des personnes les plus vulnérables à être entendues et soutenues dans une société inclusive*, Min. solidarités, Autonomie et personnes handicapées, *Rapport de mission interministérielle*, 24 juill. 2023]. – **II. Mandat de protection future** [3. La publicité bientôt effective du mandat de protection future ! : C.E., 2^e et 7^e ch. réunies, 27 sept. 2023, n°471646]. – **III. Droit commun des mesures judiciaires de protection** [4. La Cour de cassation interdit au juge de dénaturer le certificat médical circonstancié : Cass., 1^{er} civ., 11 mai 2023, n°21-19.173, D. – 5. Le ministère public, partie principale, est tenu d'assister à l'audience ! : Cass., 1^{er} civ., 25 janv. 2023, n°21-25.735, D. – 6. Les sentiments exprimés par le majeur protégé à propos de la désignation judiciaire du curateur ou du tuteur : Cass., 1^{er} civ., 25 janv. 2023, n°21-14.636, D.]. – **IV. La personne du majeur protégé (en curatelle, tutelle, habilitation familiale)** [7. Au nom du respect des droits de la défense, l'information obligatoire du curateur ou du tuteur de toute audience devant le juge pénal concernant le majeur protégé : Cass., crim., 6 juin 2023, n°23-81.726, B. – 8. L'autonomie procédurale du majeur protégé en soins psychiatriques : une capacité spéciale et résiduelle pour saisir le juge des libertés et de la détention et exercer seul des recours contre ses décisions : Cass., 1^{er} civ., 5 juill. 2023, n°23-10.096, B. – 9. Les limites de la protection du prodigue ou l'invocation de la CIDPH par la Cour de Strasbourg : CEDH, 6 juillet 2023, n°46412/21, *Calvi C. et G. C/ Italie*]. – **V. Le droit des mandataires judiciaires à la protection des majeurs** [10. Le mandataire judiciaire à la protection des majeurs n'est pas un travailleur à domicile : Cass., 2^e civ., 28 sept. 2023, n°21-22.020, B] » : *RJPF* 2024-285/14 ou *Revue Juridique Personnes famille*, n°285, Janvier 2024, p. 18 à 24.

4.2 – Chronique de droit de la santé mentale (coauteur)

- o « **Santé mentale. Année 2024** » : Introduction (n°1). – La levée de l'isolement rend la saisine du juge sans objet (n°7) : Cass., 1^{er} civ., 24 avr. 2024, n°23-17.951, D ; Cass., 1^{er} civ., 25 sept. 2024, n°23-12.515, B, in *JCP.*, éd. G. 2025, n°6, 10 février 2025, 202, p. 271 à 278. Chronique coordonnée par Mathias COUTURIER, rédigée avec les Pr Cécile CASTAING, Marie LAMARCHE, Jean-Jacques LEMOULAND, Ingrid MARIA, et Laurence MAUGER-VIELPEAU.

5. NOTES DE JURISPRUDENCE (100)

5.1 – Droit des personnes (Identité, Fin de vie, Hospitalisation contrainte, Protection juridique)

- o « **Les stigmates de l'opposition d'intérêts : le cumul des qualités d'aidant familial salarié et de tuteur familial** », Note sous Cass., 2^e civ., 14 novembre 2024, n° 22-22.855, in *Rev. Gén. Dr. Médical (RGDM)*, n°95, juin 2025, p. 101 à 118.
- o « **Des bienfaits de la prodigalité [une erreur de perspective !]** », note sous Trib. Château-Thierry, 29 oct. 1902, Mme M, et Trib. Château-Thierry, 24 janv. 1906, Sieur B, in Lionel ANDREU, dir., *Les petits arrêts de la jurisprudence insolite*, avec des desseins de Julia TRANG, Préf. Rémy LIBCHABER, Dalloz, 2024, p. 193 à 204.
- o « **Conclusion du contrat d'assurance-vie : variations sur le dépassement de pouvoir du curateur** », note sous Cass., 1^e civ., 12 juin 2024 (*Pourvoi* n°22-10.874) : *Resp. Civ. et Assur.*, sept. 2024, n°9, Comm. 201, p. 41 à 42.
- o « **Tutelle d'une partie au procès, ouverte après la clôture des débats** », Note sous Cass., civ. 1^e, 23 mai 2024 (*Pourvoi* n°22-16.784) : *JCP.*, éd. G. 2024, n°29-34, 22 juillet 2024, 958, p. 1339 à 1342.
- o « **La faute du mandataire judiciaire à la protection des majeurs** », note sous Cass., 1^e civ., 7 février 2024 (*Pourvoi* n°21-24.864) : *Resp. Civ. et Assur.*, avril 2024, n°4, Comm. 84, p. 21.
- o « **Prescription de l'action en nullité pour insanité engagée par un héritier-tuteur contre des actes à titre onéreux** », note sous Cass., civ. 1^e, 13 décembre 2023 (*Pourvoi* n°18-25.557) : *Recueil Dalloz*, n°12, 28 mars 2024, p. 622 à 627. – Note parue dans une version plus courte in *Solution Notaire Hebdo* du 29 février 2024, n°7, inf. 17, p. 17 à 20, Éclairage (« **Nullité pour insanité d'un acte à titre onéreux : prescription applicable à l'héritier-tuteur** »).
- o « **Le mandataire judiciaire à la protection des majeurs n'est pas un travailleur social !** », Note sous Cass., civ. 2^e, 28 septembre 2023 (*Pourvoi* n°21-22.020) : *Rev. Droit & Santé (RDS)*, n°117, 31 janvier 2024, p. 54 à 62.
- o « **Soins psychiatriques sans consentement : le majeur protégé est une personne comme les autres** », Note sous Cass., civ. 1^e, 5 juillet 2023 (*Pourvoi* n°23-10.096, FS-B) : *Recueil Dalloz*, n°29, 7 sept. 2023, p. 1498 à 1502. Note écrite avec Jean-Jacques LEMOULAND.
- o « **Le contrôle judiciaire de dénaturation des écrits médicaux dans la protection juridique des majeurs** », Note sous Cass., civ. 1^e, 11 mai 2023 (*Pourvoi* n°21-19.173) : *Rev. Droit & Santé (RDS)*, n°115, 26 septembre 2023, p. 694 à 705. – *Actu-juridique*, Lextenso, 22 septembre 2023, AJU009q7 ; *Petites affiches*, n°11, nov. 2023, étude LPA202n9, p. 67 à 73.
- o « **L'exception de non-conformité des directives anticipées tenant à la situation médicale du patient ou à leur caractère manifestement inapproprié** », Note sous Cons. const., 10 novembre 2022, n° 2022-1022 QPC, in *Rev. Gén. Dr. Médical (RGDM)*, n°86, mars 2023, p. 193 à 211.
- o « **Habilitation familiale en représentation : les actes interdits** », Note sous Cass., civ. 1^e, avis, 20 octobre 2022 (*Pourvoi* n°22-70.011) : *Recueil Dalloz*, n° 40, 24 novembre 2022, p. 2081 à 2085. Note écrite avec Jean-Jacques LEMOULAND.
- o « **Le tuteur habilité par le juge à autoriser l'acte vaccinal** », note sous CA Versailles, 10 déc. 2021 (n°21/01249) : *Dr. famille* n°4, avril 2022, Comm. n°59, p. 42 à 43.
- o « **La protection du donateur dans l'habilitation familiale par représentation** », Note sous Cass., civ. 1^e, avis, 15 décembre 2021 (*Pourvoi* n°21-17.022) : *JCP.*, éd. G., n°9, 7 mars 2022, 279, p. 437 à 441.
- o « **Cohabitation familiale générale par assistance renforcée : le surmesure illustré** », note sous TJ Évry-Courcouronnes, JCP Juvisy-sur-Orge, 2 févr. 2021 (n°20-00148) : *Dr. famille* n°12, décembre 2021, Comm. n°179, p. 29 à 31.

- « **Pouvoirs du tuteur et déjudiciarisation des placements bancaires** », note sous Cass., civ. 1^e, avis, 18 déc. 2020 (*Pourvoi* : n°20-70.003) : *Recueil Dalloz* n°25 du 15 juillet 2021, p. 1971 à 1975.
- « **Droit applicable à l'exécution en France d'un mandat d'incapacité suisse et modalités de contrôle des pouvoirs du mandataire** », Note sous Cass., civ. 1^e, 27 janvier 2021 (*Pourvoi* n°19-15.059) : *JCP.*, éd. G., n°13, 29 mars 2021, 350, p. 603 à 607. Note écrite avec Armelle GOSSELIN-GORAND.
- « **Mandat de protection future : le contrôle formel de la validité porté devant le juge des tutelles des majeurs** », obs. sur TJ Cherbourg, Ord. JCP, 31 août 2020, n°19/A/00049 et n°19/A/00050 : *AJ famille*, Janv. 2021, p. 58 à 59.
- « **Personne pénalement responsable : mesure de soins psychiatriques et procédure de révision** », Obs. sur Cass., civ. 1^e, 8 juillet 2020 (*Pourvoi* n°19-18.839) : *JCP.*, éd. G., n°42, 12 oct. 2020, 1152, p. 1821 à 1825. Note écrite avec le Doyen François-Xavier ROUX-DEMARE.
- « **Incidence de l'ouverture d'une curatelle sur un procès civil en cours** », Note sous Cass., civ. 1^e, 24 juin 2020 (*Pourvoi* n°19-16.337) : *JCP.*, éd. G. 2020, n°39, 21 sept. 2020, 1033, p. 1632 à 1635.
- « **L'assistance du curateur et le trouble mental du curatelaire contractant** », note sous Cass., civ. 1^e, 15 janv. 2020 (*Pourvoi* : n°18-26.583) : *Recueil Dalloz* n°16 du 16 avril 2020, p. 805 à 809.
- « **L'office du juge des tutelles après le décès du majeur protégé** », note sous Cass., civ. 1^e, 15 janv. 2020 (*Pourvoi* : n°18-22.503) : *Recueil Dalloz* n°16 du 16 avril 2020, p. 810 à 815.
- « **Soins psychiatriques sans consentement : objet et limite du contrôle judiciaire** », Note sous Cass., civ. 1^e, 7 novembre 2019 (*Pourvoi* n°19-18.262) : *JCP.*, éd. G., n°4, 27 janv. 2020, 94, p. 172 à 175.
- « **Soins psychiatriques sans consentement : les conditions de la responsabilité civile pour détention arbitraire** », Note sous Cass., civ. 1^e, 26 juin 2019 (*Pourvoi* n°18-12.630) : *JCP.*, éd. G., n°38, 16 sept. 2019, 915, p. 1619 à 1622. Note écrite avec Alexandra KORSKOFF.
- « **Révocation du mandat de protection future pour défaut de diligence patrimoniale préjudiciable au mandant** », Note sous Cass., civ. 1^e, 17 avril 2019 (*Pourvoi* n°18-14.250) : *JCP.*, éd. G. 2019, n°23, 10 juin 2019, 593, p. 1076 à 1079.
- « **Soins psychiatriques sans consentement : jusqu'où doit s'étendre le contrôle judiciaire ?** », Note sous Cass., civ. 1^e, 30 janv. 2019 (*Pourvoi* n°17-26.131) : *JCP.*, éd. G., n°12, 25 mars 2019, 305, p. 534 à 536.
- « **La capacité commerciale de la personne en curatelle : comment aménager la liberté d'entreprendre et la protection des biens ?** », obs. sur Cass., 1^e civ., avis, 6 déc. 2018, n°18-70.011 : *AJ famille*, Janv. 2019, p. 41 à 42.
- « **Même en curatelle, l'ouverture, la modification et la clôture d'un compte bancaire sont toujours des actes soumis à autorisation du juge** », obs. sur Cass., 1^e civ., avis, 6 déc. 2018, n°18-70.012 : *AJ famille*, Janv. 2019, p. 39 à 41.
- « **Le trouble mental irréversible du prévenu ou de l'accusé, cause d'impossibilité de le juger** », obs. sur Cass., crim., 5 sept. 2018 (*Pourvoi* n°17-84.402) : *AJ famille*, Oct. 2018, p. 551. Note écrite avec Agnès CERF-HOLLENDER.
- « **Habilitation familiale générale et tutelle : mode d'emploi pour changer le fondement de la mesure de protection juridique en l'absence de passerelle** », note sous Cass., civ. 1^e, 20 décembre 2017, n°16-27.507 (1^e espèce) et TI Caen, Juge des tutelles, 10 octobre 2017, n°17/A/00663 (2^e espèce) : *Petites affiches* n°83 du 25 avril 2018, étude 134d6, p. 13 à 23.
- « **Le placement du majeur en tutelle en assurance-vie : l'autorisation du juge des tutelles et la qualification de primes manifestement excessives** », note sous Cass., civ. 1^e, 7 février 2018 (*Pourvoi* n°17-10.818) : *Solution Notaire Hebdo* du 15 mars 2018, n°9, p. 16 à 18, Éclairage.

- « **Habilitation familiale générale et tutelle : irrecevabilité d'une demande d'ouverture présentée en appel contre un jugement ouvrant une tutelle à la demande du ministère public** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 20 décembre 2017 (*Pourvoi* n°16-27.507) : *AJ famille*, Février 2018, p. 125 à 127.
- « **Habilitation familiale générale ! mainlevée suivie, dans le même jugement, de l'ouverture d'une tutelle** », obs. sur T.I. Caen, Juge des tutelles, 10 octobre 2017 (n°17/A/00663) : *AJ famille*, Février 2018, p. 127 à 128.
- « **Fondement et régime de la nullité de l'acte consenti sous l'empire d'une opposition d'intérêts** », obs. sur Cass., civ. 3^e, 5 octobre 2017 (*Pourvoi* n°16-21.973) : *AJ famille*, Décembre 2017, p. 652.
- « **Défaut de consentement et défaut d'autorisation à mariage** », note sous Cass., civ. 1^e, 20 avril 2017 (*Pourvoi* n°16-15.632) : *Recueil Dalloz* n°33 du 5 octobre 2017, p. 1963 à 1967.
- « **Retard dans la prise en charge des frais d'hébergement d'un majeur protégé : à qui la faute ?** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 8 mars 2017 (*Pourvoi* n°16-13.186) : *AJ famille*, Juin 2017, p. 359 à 360.
- « **Rôle du juge des tutelles qui autorise une personne en tutelle à rédiger son testament** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 8 mars 2017 (*Pourvoi* n°16-10.340) : *AJ famille*, Avril 2017, p. 250 à 251.
- « **Extinction d'une curatelle ouverte entre la conclusion et la prise d'effet d'un mandat de protection future. L'envol du principe de subsidiarité !** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 4 janvier 2017 (*Pourvoi* n°15-28.669) : *AJ famille*, Févr. 2017, p. 144 à 145.
- « **Les conditions d'ouverture d'une tutelle au profit d'une personne en fin de vie** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 8 décembre 2016 (*Pourvoi* n°16-20.298) : *AJ famille*, Janv. 2017, p. 68 à 69.
- « **La curatelle simple, une mesure adaptée à la situation d'un majeur protégé récalcitrant !** », obs. sur C.A. Douai, 23 juin 2016, RG n°15/00746 : *AJ famille*, Sept. 2016, p. 441.
- « **Mandats de protection future passent tutelles ou les conditions de la subsidiarité** », obs. sur C.A. Douai, 31 mars 2016, n° RG 15/02307 : *AJ famille*, Mai 2016, p. 268 à 269.
- « **Les conditions de la mainlevée d'une mesure de protection juridique** », note sous Cass., avis, 13 avril 2015 (*Pourvoi* n°15-00.004) : *Recueil Dalloz* n°34 du 8 octobre 2015, p. 1995 à 1999.
- « **La clôture du compte bancaire du majeur protégé et l'article 427 du Code civil** », note sous Cass. civ. 1^e, 28 janvier 2015 (*Pourvoi* n°13-26.363) : *La Semaine Juridique, éd. Entreprises et affaires*, n°14, 2 mars 2015, n°1168, p. 52 à 56.
- « **La fin de la conservation des gamètes d'un majeur protégé** », obs. sur TI. Montpellier, courrier J.T., 29 juillet 2014 (n°94/A/003820), écrites avec Marc PIMPETERRE : *Actualités Sociales Hebdomadaires*, n°2898, 20 février 2015, p. 32 à 33.
- « **Les droits éminemment personnels étendus à la capacité d'ester en justice pour leur mise en œuvre !** », note sous Cass. civ. 1^{re}, 6 nov. 2013 (*Pourvoi* n°12-23.766) : *Recueil Dalloz*, n°7 du 20 février 2014, Jur., p. 467 à 471.
- « **La responsabilité du notaire et la vente immobilière par procuration d'une personne insane** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 2 oct. 2013, n° 12-24.754, n°12-25.862, n°12-26.223, n°12-27.874 : *AJ famille*, Déc. 2013, p. 718.
- « **Le monopole du mandataire judiciaire à la protection des majeurs et le régime de la délégation de pouvoirs à un professionnel spécialisé dans la gestion des biens** », note sous TI de Toulouse, Juge des tutelles, 30 sept. 2013, n°95/B/00046-1, in *Dr. famille*, n°12, déc. 2013, Comm. 170, p. 53 à 56.
- « **L'acte passé sous l'empire de la loi du 3 janvier 1968 reste soumis au régime des nullités issu de cette loi !** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 12 juin 2013, n° 12-15.688 : *AJ famille*, Sept. 2013, p. 507 à 509.

- « **La responsabilité du mandataire judiciaire à la protection des majeurs et la sécurité du majeur protégé** », note sous Cass. civ. 1^{re}, 27 février 2013 (*Pourvoi* n°11-17.025) : *Recueil Dalloz* n°19 du 30 mai 2013, Jur., p. 1320 à 1325.
- « **Le critère jurisprudentiel du libre choix du lieu de résidence par le majeur protégé** », obs. sur C.A. Douai, 8 février 2013, n° RG 12/06650 : *AJ famille*, Avril 2013, p. 245 à 246.
- « **Notion de certificat de carence offrant des garanties similaires à un certificat médical circonstancié, une pièce procédurale essentielle à l'ouverture de la mesure de protection** », obs. sur C.A. Douai, 11 janvier 2013, n° RG 12/05941 : *AJ famille*, Févr. 2013, p. 136 à 137.
- « **Le renouvellement des mesures de protection juridique à l'épreuve du temps** », note sous Cass. civ. 1^{re}, 10 oct. 2012 (*Pourvoi* n°11-14.441) : *Recueil Dalloz* n°40 du 22 novembre 2012, Jur., p. 2723 à 2727.
- « **La tutelle restreinte à la protection de la personne d'un époux : la complémentarité du droit des majeurs protégés et du droit des régimes matrimoniaux** », note sous CA Douai, 2 février 2012, n°11/5594 : *Gazette du Palais*, n° des 1er-2 août 2012, Doctr., p. 2133 à 2136.
- « **La subsidiarité du dispositif tutélaire face au mariage avec communauté universelle** », note sous Cass., civ. 1^{re}, 1^{er} février 2012 (*Pourvoi* n°11-11.346) : *Recueil Dalloz* n°14 du 6 avril 2012, Jur., p. 921 à 925.
- « **Le curateur peut refuser de prêter son concours à l'achat d'un véhicule sans permis lorsque le curatelaire est inapte à la conduite** », note sous TI d'Alençon [Vire], ord. Juge des tutelles, 14 mars 2011, in *Dr. famille* n°7-8, juill.-août 2011, comm. 116, p. 47 à 49.
- « **Insania omnia corrumpit** », note sous Cass., civ. 1^{re}, 20 octobre 2010 (*Pourvoi* n°09-13.635 - *Bull. civ. I*, n°209) : *Recueil Dalloz* n°1 du 6 janvier 2011, Jur., p. 50 à 54.
- « **L'ami de bonne foi n'est pas un curateur comme les autres ! - Commentaire de Cass., civ. 1^{re}, 17 mars 2010 (pourvoi n°08-15.658)** » : *Les Annales du Droit. Introduction au droit et droit civil*, dir. Thierry GARÉ, 9^e éd., Dalloz, 2010, p. 107 à 116.
- « **L'exclusion de la famille dans la protection d'une personne majeure** », note sous 4 arrêts : Cass., civ. 1^{re}, 25 novembre 2009 (*Pourvois* n°08-20.271 et 08-20.492) et 9 décembre 2009 (*Pourvois* n°07-13.981 et 08-14.023), in *Petites affiches*, n°49 du 10 mars 2010, p. 6 à 14.
- « **Le trouble mental du contractant et l'impossibilité d'agir en nullité** », Note sous Cass., civ. 1^{re}, 1^{er} juillet 2009 (*Pourvoi* n°08-13.518 - *Bull. civ. I*, n°150) : *Recueil Dalloz* n°39 du 12 nov. 2009, p. 2660 à 2663 ; Note allongée in *Gazette du Palais*, n° 259-260, des 16-17 sept. 2009, p. 5 à 9 (« **L'incidence de l'ouverture d'une mesure tutélaire sur le point de départ de la prescription de l'action en nullité d'un contrat conclu sous l'empire d'un trouble mental** »).
- « **L'incapable majeur civilement responsable du fait de son enfant mineur** », note sous C.A. Caen, 2 février 2006 : *Recueil Dalloz* n°29 du 3 août 2006, Jur., p. 2016 à 2019.

5.2 – Droit de la famille (Le couple et l'enfant)

- « **Effectivité du compte-rendu d'audition du mineur dans une instance le concernant** », note sous Cass., civ. 1^{re}, 12 juillet 2023 (*Pourvoi* n°21-19.362 P.) : *JCP., éd. G.*, n°35, 2023, 955, p. 1493 à 1496. Note écrite avec Me Delphine BASILLE-DUPREY, avocat au Barreau de Paris.
- « **La libre motivation de l'acte de notoriété constatant la possession d'état d'enfant** », note sous Cass., civ. 1^{re}, 29 septembre 2021 (*Pourvoi* n°19-23.974 P et 19-23.976 P.) : *JCP., éd. G.*, n°48, 2021, 1262, p. 2188 à 2192.
- « **Contrôle préventif du projet de mariage : de l'autorisation à l'opposition** », note sous Cass., civ. 1^{re}, 26 juin 2019 (*Pourvoi* n°18-15.830) : *Recueil Dalloz* n°33 du 3 octobre 2019, Jur., p. 1865 à 1870.
- « **Sur la sellette à la Chancellerie, l'autorisation à mariage est validée par le juge européen** », obs. sur Cour EDH, 25 octobre 2018, *Delecolle (Requête n°37646/13)* : *AJ famille*, Déc. 2018, p. 693 à 695.

- o « **PACS et tutelle : l'objet de l'autorisation judiciaire** », note sous Cass., civ. 1^e, 15 nov. 2017 (*Pourvoi* n°16-24.832) : *Recueil Dalloz* n°7 du 22 février 2018, Jur., p. 403 à 407.
- o « **Le caractère attitré de la demande d'autorisation à mariage de la personne protégée** », note sous Cass., civ. 1^e, 2 décembre 2015 (*Pourvoi* n°14-25.777) : *Recueil Dalloz* n°15 du 21 avril 2016, p. 875 à 879.
- o « **L'autorisation requise pour le mariage du curatelaire, sage précaution dans l'exercice de la liberté nuptiale** », obs. sur Cons. const., déc. QPC n°2012-260 du 29 juin 2012 : *Recueil Dalloz* n°29 du 26 juill. 2012, Point de vue, p. 1899 à 1900.
- o « **La conception objective de la bigamie, cause de nullité absolue du mariage** », note sous Cass., civ. 1^e, 26 octobre 2011 (*Pourvoi* n°10-25.285) : *Recueil Dalloz* n°4 du 26 janvier 2012, Jur., p. 258 à 262.
- o « **L'annulation posthume du mariage d'une personne placée sous sauvegarde de justice** », note sous Cass., civ. 1^e, 4 mai 2011 (*Pourvoi* n°09-68.983) : *Recueil Dalloz* n°34 du 6 octobre 2011, Jur., p. 2387 à 2391.
- o « **Fondement de l'obligation à la dette des frais funéraires** », note sous Cass., civ. 1^e, 28 janvier 2009 (*Pourvoi* n°07-14.272 - *Bull. civ. I*, n°12) : *Recueil Dalloz* n°28 du 30 juill. 2009, Jur., p. 1927 à 1930.
- o « **Annulation du mariage par consentement mutuel ou validité du mariage civil en dépit d'un mensonge sur la virginité** », note sous T.G.I., Lille, 1^{er} avril 2008 : *La Semaine Juridique, éd. Générale*, n° 26 du 25 juin 2008, II, 10122, p. 33 à 35.
- o « **Cas où le remariage est un antidote à une prestation compensatoire** », Note sous Cass., civ. 1^e, 17 octobre 2007 (*Pourvoi* n°06-20.451 - *Bull. civ. I*, n°321) : *Recueil Dalloz* n°3 du 17 janv. 2008, Jur., p. 200 à 203.
- o « **La nullité du mariage posthume : est-ce la fin d'une virtualité ?** », note sous Cass., civ. 1^e, 28 février 2006 (*Pourvoi* n°02-13.175 - *Bull. civ. I*, n°123) : *Recueil Dalloz* n°30 du 7 sept. 2006, Jur., p. 2085 à 2088.
- o « **Le changement de nom du mineur à l'épreuve d'un conflit parental** », note sous C.E., 27 juillet 2005 (*Requête* n°265340) : *Revue Lamy Droit Civil (RLDC)*, février 2006/24, n°997, p. 33 à 37 ; *op. cit.*, mars 2006/25, n°1033, p. 33 à 37.
- o « **Le contrat de mariage sans le mariage. Contribution à l'étude de l'essence du mariage** », note sous Cass., civ. 1^e, 28 oct. 2003 (*Pourvoi* n°01-12.574 - *Bull. civ. I*, n°215) : *Revue de Recherche Juridique, Droits prospectif (RRJ)*, 2005-2, p. 743 à 756.
- o « **Nouvel état de l'action en constatation de possession d'état** », note sous Cass., civ. 1^e, 10 mars 1998 (*Pourvoi* n°96-11.250 - *Bull. civ. I*, n°99) : *Petites affiches* n°126 du 21 oct. 1998, p. 19 à 27 ; *op. cit.*, n°127 du 23 oct. 1998, p. 23 à 26.

5.3 – Droit patrimonial de la famille (Administration légale des biens du mineur, régimes matrimoniaux, successions et libéralités)

- o « **La responsabilité de la banque en cas de dépassement de pouvoir d'un administrateur légal : retrait d'argent sur un compte épargne ouvert au nom d'un enfant mineur** », obs. sur Cass. com, 12 juin 2025, n°24-13.604 : *Resp. Civ. et Assur.*, sept. 2024, n°9, Comm. 201, p. 41.
- o « **Pas de testament mystique sans aptitude à relire le texte de ses dernières volontés** », note sous Cass., civ. 1^e, 12 octobre 2022 (*Pourvoi* n°21-11.408 P) : *JCP.*, éd. G., n°49, 2022, 1402, p. 2251 à 2255.
- o « **Maintien de l'interdiction des dons et legs au professionnel de santé qui prodigue des soins à une personne au cours de sa dernière maladie** », Note sous Cons. const., n°2022-1005 QPC, 29 juillet 2022 (*JO* du 30 juillet, texte 134) : *Solution Notaire Hebdo* du 1^{er} sept. 2022, n°27, inf. 1, p. 5 à 6. – Note allongée in *Rev. Droit & Santé (RDS)*, n°110, novembre 2022, p. 748 à 757.

- o « **Levée d'incapacités de recevoir à titre gratuit des auxiliaires de vie, et après ?** », Note sous Cons. const., n°2020-888 QPC, 12 mars 2021 (*JO* du 13 mars, texte 066) : *Solution Notaire Hebdo* du 6 mai 2021, n°14, inf. 12, p. 16 à 19, Éclairage. – Note allongée in *Rev. Droit & Santé (RDS)*, n°102, juillet 2021, p. 571 à 577.
- o « **L'incapacité de recevoir à titre gratuit du professionnel de santé et l'existence de la maladie létale** », note sous Cass., civ. 1^e, 16 sept. 2019, *Duval* (*Pourvoi* n°19-15.818. - *Bull. civ. I*, à paraître) : *Recueil Dalloz* n° 9 du 11 mars 2021, Jur., p. 509 à 514. Note écrite avec Quentin LE PLUARD.
- o « **La transmission successorale de l'action en nullité pour dépassement de pouvoir** », note sous Cass., civ. 1^e, 6 novembre 2019 (*Pourvoi* n°18-23.913 P) : *JCP.*, éd. G., n°52, 2019, 1366, p. 2362 à 2364.
- o « **L'incapacité de recevoir à titre gratuit et le curateur familial** », note sous Cass., civ. 1^e, 17 octobre 2018, *Ravagni* (*Pourvoi* n°16-24.331 P) : *Recueil Dalloz* n° 12 du 4 avril 2019, Jur., p. 682 à 687.
- o « **La notion d'allié au sens de l'article 975 du Code civil (L'interdiction d'être témoin à un testament authentique ne vise pas le partenaire pacsé du légataire)** », note sous Cass., civ. 1^e, 28 février 2018 (*Pourvoi* n°17-10.876) : *Solution Notaire Hebdo* du 26 avril 2018, n°15, inf. 16, p. 24 à 26, Éclairage.
- o « **Incapacité et SCI : dernier rôle avant trépas de la protection du mineur associé !** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 17 mai 2017 (*Pourvoi* n°15-24.840) : *AJ famille*, Juillet-août 2017, p. 406 à 407.
- o « **La validation prétorienne du testament non daté** », note sous Cass., civ. 1^e, 5 mars 2014, *Brandicourt* (*Pourvoi* n°13-14.093 P) : *Recueil Dalloz* n° 19 du 22 mai 2014, Jur., p. 1133 à 1137.
- o « **Le logement de la famille et l'article 217 du Code civil** », note sous Cass., civ. 1^e, 30 sept. 2009 (*Pourvoi* n°08-13.220. – *Bull. civ. I*, n°196) : in J. CASEY et Me E. MULON (dir.), *Droit de la famille*, *Gazette du Palais*, n°s 314 à 315 des 10-11 nov. 2010, p. 17 à 22. – Etude sélectionnée par l'Ordre des avocats de Paris et reproduite *in extenso* dans sa *Newsletter*, déc. 2010.
- o « **Pour une meilleure protection du logement conjugal** », note sous Cass., civ. 1^e, 14 novembre 2006 (*Pourvoi* n°05-19.402 - *Bull. civ. I*, n°482) : *Recueil Dalloz* n°5 du 1^{er} février 2007, Jur., p. 349 à 353.
- o « **Le mensonge du concubin sur ses dernières volontés** », note sous Cass., civ. 1^e, 30 novembre 2004 (*Pourvoi* n°02-20.883 - *Bull. civ. I*, n°297) : *Defrénois*, n°9 du 15 mai 2005, art. 38154, p. 761 à 778.

5.4 – Droit des obligations (Contrats, responsabilité et sûretés)

- o « **Loi n°85-677 du 5 juillet 1985 dite loi Badinter : la faute inexcusable de la victime – non conductrice – cause directe du dommage, fondement de la perte du droit à réparation** », note sous Cass., 2^e civ., 25 octobre 1995 (*Pourvoi* n°93-17.084) : *Les Annales du Droit 2025. Droit civil : Les obligations*, dir. Annick BATTEUR, 23^e éd., Dalloz, 2024, p. 218 à 228.
- o « **Accident de la circulation imputable à un mineur conducteur : la loi Badinter éclipse la responsabilité des père et mère du fait de leur enfant mineur** », note sous Cass., crim., 5 janv. 2021 (*Pourvoi* n°19-86.409, F-D) : *Les Annales du Droit. Droit civil : Les obligations*, dir. Annick BATTEUR, 22^e éd., Dalloz, 2023, p. 217 à 228.
- o « **Qualification du fauteuil roulant électrique et de son utilisateur dans la loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de la circulation routière** », Note sous Cass., civ. 2^e, 6 mai 2021 (*Pourvoi* n°20-14.551) : *JCP.*, éd. G., n°28, 12 juillet 2021, 767, p. 1345 à 1349.
- o « **Le viager financier, un contrat distinct du prêt** », obs. sur C.A. Caen, 2^e ch. civ., 18 janv. 2018, RG 16/00267 ; *JCP.*, éd. G., n°11, 12 mars 2018, 296, p. 497.

- o « **Le gage commercial est encore un contrat consensuel** », note sous Cass., com., 17 février 2015, n°13-27.080, *Villa C/ Sté Groupe Lactalis : Actualité des Procédures Collectives*, Lettre n°7, 2 avril 2015, Comm. n°96, p. 2 à 3.
- o « **Le fabuleux destin de l'arrêt Chronopost**. - Commentaire de Cass., com., 22 octobre 1996 (*Bull. civ. IV*, n°261) », in *Les Annales du Droit. Droit civil : Les obligations*, dir. Annick BATTEUR, 8^e éd., Dalloz, 2009, p. 105 à 116.
- o « **Faute de dénouement, la vente de la chose d'autrui serait source d'un démembrement du droit de propriété !** », note sous C.A. Agen, 14 avril 2008, *Alquier C/ Me Leray, ès qualités*, *Juris-Data* n°2008-368023 : *Actualité des Procédures Collectives*, Lettre n°2, 2 février 2009, Comm. n°37, p. 5.
- o « **Les limites de la protection judiciaire de la caution** », note sous Cass., com., 22 janv. 2008 (*Pourvoi* n°06-18.651 – *Bull. civ. IV*, n°8) : *Actualité des Procédures Collectives*, Lettre n°5, 20 mars 2008, Comm. n°79, p. 4 et 5.
- o « **Caen, place de la résistance de l'analyse contractuelle du plan d'aide au retour à l'emploi... ou les conséquences d'une présentation fallacieuse du dispositif** », note sous C.A. Caen, 24 avril 2007 : *La Semaine Juridique, éd. Sociale*, n°40 du 2 oct. 2007, II, 1752, p. 37 à 40.
- o « **La convention d'honoraires d'avocat et la triade des vices du consentement** », note sous Cass., civ. 2^e, 5 octobre 2006 (*Pourvoi* n°04-11.179, F-D) : *Recueil Dalloz* n°31 du 13 sept. 2007, Jur., p. 2215 à 2218. Reprint in *Les Annales du Droit. Droit civil : Les obligations*, dir. Annick BATTEUR, 6^e éd., Dalloz, 2008, p. 77 à 85.
- o « **La 'désolennisation' de la promesse unilatérale de vente** », note sous Cass., ass. plén., 24 février 2006 (*Pourvoi* n°04-20.525 - *Bull. civ. Ass. plén.*, n°1) : *Revue de Recherche Juridique, Droits prospectif (RRJ)*, 2006-4, vol. II, p. 2563 à 2583.
- o « **La nullité du contrat conclu en fraude des droits des créanciers s'impose** », note écrite avec Pierre CAGNOLI sur Cass., civ. 3^e, 29 octobre 2003 (n°02-15.668 - *Bull. civ. III*, n°186) : *Actualité des Procédures Collectives*, Lettre n°5, mars 2004, n°60.

6. BRÈVES OBSERVATIONS – ÉDITORIAUX (318) : ACTUALITÉ JURIDIQUE FAMILLE (AJF : 10), SEMAINE JURIDIQUE (JCP G. : 17) ; SOLUTION NOTAIRE HEBDO (SNH : 11) & L'ESSENTIEL DROIT DE LA FAMILLE ET DES PERSONNES (LEFP : 282)

6.01 – Sources du droit

- o « **La législation sur les personnes et les familles face à la question prioritaire de constitutionnalité (QPC)** », obs. sur l'article 61-1 de la Constitution : *LEFP*. Juillet 2010/7, p. 1.
- o « **Ni sexiste, ni précieux, le vocabulaire juridique rénové par la loi !** », obs. sur l'article 10 I de la loi n°2009-526 du 12 mai 2009 de simplification et de clarification du droit (*J.O. du 13 mai 2009*) : *LEFP*. Juillet 2009/4, p. 5.

6.02 – Procédure civile

- o « **La procédure de réexamen en matière civile après une décision de la Cour EDH** », obs. sur les art. L. 452-1 à L. 452-6 COJ, issus de la Loi n°2016-1547, de modernisation de la justice du XXI^e siècle : *LEFP*. Janv. 2017/1, n°110e6, p. 6.

6.03 – L'orée de la vie : l'embryon et la bioéthique

- o « **Positions éthiques du législateur de 2011 : entre réajustements, refus et silence** », obs. sur la Loi n°2011-814 du 7 juillet 2011 relative à la bioéthique : *LEFP*. Sept. 2011/8, n°132, p. 7.
- o « **L'inconstitutionnalité des dispositions transitoires de la loi brisant la jurisprudence Perruche et Quarez** », obs. sur Cons. const., décision n°2010-2 QPC du 11 juin 2010 : *LEFP*. Sept. 2010/8, p. 4.
- o « **D'une circulaire à l'autre pour réglementer l'acte d'enfant sans vie** », obs. sur la Circulaire du 19 juin 2009 relative à l'enregistrement à l'état civil des enfants décédés avant la déclaration

de naissance et de ceux pouvant donner lieu à un acte d'enfant sans vie, à la délivrance du livret de famille, à la prise en charge des corps des enfants décédés, des enfants sans vie et des fœtus : *LEFP*. Déc. 2009/8, p. 2.

6.04 – Autour de la mort : absence, soins palliatifs, fin de vie, décès, don du corps à la science, funérailles et sépulture

- o « **La récupération et la cession des métaux dissociés du corps crématisé** », obs. sur C.E., 5^e ch., 7 mai 2025, n°472830 : *LEFP*. Juin 2025/6, DFP203a4, p. 6.
- o « **Obligation pour le maire d'informer les proches du défunt en cas de reprise d'une sépulture et de la crémation des restes** », obs. sur Cons. const., décision n°2024-1110 QPC du 31 oct. 2024 : *LEFP*. Déc. 2024/11, DFP202q0, p. 4.
- o « **Validité du décret relatif au don du corps à la science** », obs. sur C.E., 1^e & 4^e ch., 22 mars 2024 (requête n°470832) : *LEFP*. Avril 2024/5 : DFP202e5, p. 5.
- o « **La procédure collégiale et l'information de la famille du patient en fin de vie** », obs. sur C.E., Ord. réf., 27 mars 2023 (Requête n°472046) : *LEFP*. Mai 2023/5 : DFP 201m4, p. 2.
- o « **Décision d'arrêt de ventilation mécanique maintenue par le juge administratif** », obs. sur C.E., Juge des référés, 12 février 2021 (Requête n°449457) : *LEFP*. Mai 2021/5, n°200c0, p. 3.
- o « **État d'urgence sanitaire (Covid-19) et adaptation des règles funéraires** », obs. sur Décr. n°2020-352 portant adaptation des règles funéraires en raison des circonstances exceptionnelles liées à l'épidémie Covid-19 : *LEFP*. Mai 2020/5, n°112v2, p. 2.
- o « **Pas d'exhumation sans motif grave et sérieux** », obs. sur Cass. civ. 1^e, 7 février 2018 (Pourvoi n°17-18.298 : *LEFP*. Avril 2018/4, n°111^e1, p. 2.
- o « **Détermination du lieu de la sépulture et des modalités funéraires** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 21 mars 2017 (Pourvoi n°17-14.222) : *LEFP*. Mai 2017/5, n°110n5, p. 3.
- o « **Les conditions de l'exhumation pour le changement de sépulture** », obs. sur Cass. civ. 1^e, 31 mars 2016 (Pourvoi n°15-20.588) et Cass. civ. 1^e, 13 avril 2016 (Pourvoi n°15-14.296) : *LEFP*. Juin 2016/6, n°091, p. 2.
- o « **L'allocation journalière d'accompagnement et la condition d'antériorité** », obs. sur Cass. civ. 2^e, 28 mai 2015 (Pourvoi n°14-16.040) : *LEFP*. Sept. 2015/8, n°114, p. 2.
- o « **La mort confère-telle à la famille par le sang une place privilégiée à celle du conjoint survivant ?** », obs. sur Cass. civ. 1^e, 30 avril 2014 (Pourvoi n°13-18.951) : *LEFP*. Sept. 2014/8, n°118, p. 3.
- o « **L'article 119 du Code civil, siège de l'articulation de la présomption d'absence et de la déclaration de décès consécutive à la disparition** », obs. sur Cass. civ. 2^e, 21 juin 2012 (Pourvoi n°11-16.050) : *LEFP*. Oct. 2012/8, n°136, p. 2.
- o « **Le choix de la sépulture est définitif, sauf "motifs graves"** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 29 juin 2011 (Pourvoi n°10-22.955) : *LEFP*. Oct. 2011/9, n°143, p. 5.
- o « **L'inscription anticipée du nom sur la stèle du caveau familial !** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 12 janvier 2011 (Pourvoi n°09-17.373) : *LEFP*. Avril 2011/4, n°057, p. 4.
- o « **Quelques difficultés soulevées par l'exercice de la liberté des funérailles** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 2 février 2010 (Pourvoi n°10-11.295) et Cass. civ. 1^{re}, 14 avril 2010 (Pourvoi n°09-65.720) : *LEFP*. Juillet 2010/7, p. 2.
- o « **Modification du Code de déontologie médicale et du congé de solidarité familiale** », obs. sur la loi n°2010-209 du 2 mars 2010 visant à créer une allocation journalière d'accompagnement d'une personne en fin de vie et sur le décret n°2010-107 du 29 janvier 2010 relatif aux conditions de mise en œuvre des décisions de limitation ou d'arrêt des traitements : *LEFP*. Mai 2010/5, p. 2.

6.05 – État des personnes : sexe, genre, transgenre

- o « **La reconnaissance de l'identité de la personne transsexuelle : ambiguïté de l'état, ambiguïté du droit !** », obs. sur le décret n°2010-125 du 8 février 2010 portant modification de

l'annexe figurant à l'article D. 322-1 du code de la sécurité sociale relative aux critères médicaux utilisés pour la définition des « *affections psychiatriques de longue durée* » : *LEFP*. Juin 2010/6, p. 5.

6.06 – État des personnes : nom et prénom

- o « **Changement de nom par relèvement d'un nom menacé d'extinction (suite)** », obs. sur C.E., 2^e et 7^e ch. réun., 27 déc. 2022 (*Requête* n°466270) : *LEFP*. Févr. 2023/02, DFP201h3, p. 2.
- o « **Intérêt légitime à changer de nom et risque d'extinction d'un nom illustre** », obs. sur C.E., 2^e et 7^e ch. réun., 9 nov. 2021 (*Requête* n°448719) : *LEFP*. Févr. 2022/2, DFP 200o6, p. 2.
- o « **Relèvement d'un nom menacé d'extinction au sein de la famille du requérant** », obs. sur C.E., 2^e et 7^e ch. réun., 9 nov. 2021 (*Requête* n°450752) : *LEFP*. Déc. 2021/11, n°200l6, p. 2.
- o « **Annulation du changement de nom s'il est fondé sur un changement incertain de filiation** », obs. sur C.E., 2^e et 7^e sous-sect., 23 octobre 2020 (*Requête* n°437865) : *LEFP*. Janv. 2021/1, n°113h6, p. 3.
- o « **L'intérêt légitime à changer de nom, caractérisé par des circonstances exceptionnelles** », obs. sur C.E., 2^e et 7^e sous-sect., 10 juin 2020 (*Requête* n°419176) : *LEFP*. Juill.-août 2020/7, n°112z0, p. 2.
- o « **De nouvelles circonstances exceptionnelles caractérisent l'intérêt légitime à changer de nom** », obs. sur C.E., 2^e et 7^e sous-sect., 16 octobre 2019 (*Requête* n°421616) : *LEFP*. Déc. 2019/11, n°112m6, p. 2.
- o « **L'intérêt légitime à reprendre son nom de naissance** », obs. sur C.E., 2^e et 7^e sous-sect., 8 juin 2016 (*Requête* n°39293) : *LEFP*. Nov. 2015/10, n°110b8, p. 2.
- o « **Le nom de l'enfant dont la paternité est judiciairement établie** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 11 mai 2016 (*Pourvoi* n°15-17.185) : *LEFP*. Septembre 2016/8, n°125, p. 2.
- o « **L'office du juge civil dans la procédure administrative de changement de nom de l'enfant mineur** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 9 septembre 2015 (*Pourvoi* n°14-19.876) : *LEFP*. Oct. 2015/9, n°132, p. 3.
- o « **Le Conseil d'État durcit son contrôle pour infléchir sa jurisprudence sur l'intérêt légitime à changer de nom** », obs. sur C.E., 2^e et 7^e sous-sect., 31 janvier 2014, *M. Retterer* (*Requête* n°362444) : *LEFP*. Mars 2014/3, n°035, p. 3.
- o « **Le Conseil d'État est indifférent à la cause des personnes ayant un nom boiteux !** », obs. sur C.E., 2^e et 7^e sous-sect., 18 décembre 2013 (*Requête* n°363232) : *LEFP*. Févr. 2014/2, n°018, p. 2.
- o « **Le sentiment identitaire et l'intérêt légitime de changer de nom** », obs. sur Cour EDH, 5^e sect., 5 décembre 2013, *Henry Kismoun C/ France* : *LEFP*. Janv. 2014/4, n°001, p. 1.
- o « **Le nouveau droit du nom** », obs. sur Loi n°2013-404 du 17 mai 2013 ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe, art. 10 à 12 : *LEFP*. Juillet 2013/7, n°095, p. 1.
- o « **Reprise d'un nom illustre : le retour de d'Artagnan au Palais Royal** », obs. sur C.E., 2^e et 7^e sous-sect., 29 avril 2013 (*Requête* n°359472) : *LEFP*. Juin 2013/6, n°080, p. 2.
- o « **Le nom de l'artiste face au risque de confusion avec un nom de marque** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 10 avril 2013 (*Pourvoi* n°12-14.525) : *LEFP*. Mai 2013/5, n°068, p. 3.
- o « **La dévolution du double nom de l'enfant : l'oubli peut être réparé par voie administrative** », obs. sur C.E., 2^e et 7^e sous-section, 12 décembre 2012 (*Requête* n°357865) : *LEFP*. Mars 2013/3, n°035, p. 3.
- o « **Titeuf ou le retour des prénoms contraires à l'intérêt de l'enfant** », obs. Cass. civ. 1^{re}, 15 février 2012 (*Pourvois* n°10-27.512 et n°11-19.963) : *LEFP*. Juin 2012/6, n°093, p. 5.
- o « **De la distinction entre l'intérêt de l'enfant et l'intérêt légitime à changer de nom** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 23 novembre 2011 (*Pourvoi* n°10-26.271) : *LEFP*. Janvier 2012/1, n°005, p. 3.

- o « **L'époux qui veut changer son patronyme ne peut solliciter le nom de son conjoint** », obs. sur C.E., 2^e et 7^e sous-section, 18 novembre 2011 (*Requête* n°346470) : *LEFP*. Janvier 2012/1, n°004, p. 3.
- o « **Refus de transmission d'une QPC en matière de modification du nom** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 12 octobre 2011 (*Pourvoi* n°11-40.062) : *LEFP*. Déc. 2011/11, n°171, p. 3.
- o « **L'intérêt légitime du changement de prénom d'une personne binationale** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 23 mars 2011 (*Pourvoi* n°10-16.761) : *LEFP*. Mai 2011/5, n°071, p. 2.
- o « **Changement de nom consécutif à l'établissement du second lien de filiation** », obs. sur Cass., avis, 13 sept. 2010 (n°10-00.004) : *LEFP*. Nov. 2010/10, p. 7.
- o « **Le si rigoureux régime de l'action en rectification du nom !** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 23 juin 2010 (*Pourvoi* n°08-20.239) : *LEFP*. Octobre 2010/9, p. 2.
- o « **Pas de double nom sur un fondement antérieur à la législation antérieure au double nom !** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 6 janvier 2010 (*Pourvoi* n°08-18.871) : *LEFP*. Mars 2010/3, p. 2.
- o « **Le double nom de l'enfant ne doit plus être caractérisé par un double tiret !** », obs. sur C.E., 4 décembre 2009 (*Requête* n°315818) : *LEFP*. Mars 2010/3, p. 2.
- o « **La distinction entre la revendication du nom de famille et le relèvement du nom d'un ancêtre** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 17 décembre 2008 (*Pourvoi* n°07-10.068) : *LEFP*. Avril 2009/1, p. 6.

6.07 – Domicile et résidence

- o « **Le libre choix du domicile d'une gouvernante salariée** », obs. sur Cass. soc., 28 février 2012 (*Pourvoi* n°10-18.308) : *LEFP*. Avril 2012/4, n°057, p. 5.

6.08 – Vie privée, présomption d'innocence et droits de la personnalité

- o « **Présomption d'innocence et dérive sectaire : l'art d'exprimer des convictions sans exclure le doute !** », obs. sur C.A. Caen, 18 déc. 2018, RG 17/00852 ; *Juris-Data* n°2018-024184 ; *JCP.*, éd. G., 18 mars 2019, n°11, 285, p. 495.
- o « **La loi civile et la demande d'effacement du baptême de la personne qui a renié sa foi** », obs. sur Cass. civ. 1^e, 19 nov. 2014 (*Pourvoi* n°13-25.156) : *LEFP*. Déc. 2014/11, n°165, p. 2.

6.09 – Vulnérabilité et hospitalisation sans consentement

- o « **Capacité spéciale du curatellaire, hospitalisé sans son consentement, pour saisir seul le juge des libertés et de la détention** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 5 juillet 2023 (*Pourvoi* n°23-10.096 FS-B) : *LEFP*. Oct. 2023/9, DFP201u1, p. 6.
- o « **Le juge des libertés et de la détention ne statue sur la mesure de soins psychiatriques sans consentement d'un curatellaire que si le curateur est présent ou appelé** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 26 mai 2021 (*Pourvoi* n°20-12.512) : *JCP.*, éd. G., n°24, 14 juin 2021, act. 654, p. 1149.
- o « **Soins psychiatriques : précisions sur les demandes recevables en appel** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 21 nov. 2019 (*Pourvoi* n°19-17.941 P) : *LEFP*. Janv. 2020/1, n°112p5, p. 5.
- o « **Computation du délai de 12 jours et objet du contrôle judiciaire** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 7 nov. 2019 (*Pourvoi* n°19-18.262 P) : *LEFP*. Déc. 2019/11, n°112m5, p. 4.
- o « **Les conditions d'indemnisation d'une hospitalisation contrainte irrégulière** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 26 juin 2019 (*Pourvoi* n°18-12.630 P) : *LEFP*. Oct. 2019/8, n°112g8, p. 2.
- o « **Nouvelle manifestation d'une procédure irrégulière d'hospitalisation en soins psychiatrique** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 30 janv. 2019 (*Pourvoi* n°17-26.131) : *LEFP*. Mars 2019/3, n°111x3, p. 4.
- o « **Procédure d'hospitalisation sans consentement : les délais courent les samedis, dimanches et jours fériés !** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 21 nov. 2018 (*Pourvoi* n°17-21.184) : *JCP.*, éd. G., n°50, 10 déc. 2018, act., 1310, p. 2251.

- o « **Procédure d'hospitalisation sans consentement : précisions sur le régime de la communication des certificats médicaux** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 22 nov. 2018 (*Pourvoi* n°18-14.642) : *JCP.*, éd. G., n°50, 10 déc. 2018, act., 1311, p. 2252.

6.10 – Vulnérabilité et responsabilité civile

- o « **Les violences sexuelles dans l'Église catholique (France 1950-2020)** », obs. sur J.-M. Sauvé (dir.), Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église, oct. 2021 (534 p.) : <https://www.cisase.fr/rapport> final/ : *LEFP* nov. 2021/10, n°200k3, p. 4.
- o « **Loi Badinter, CIDPH et victime circulant en fauteuil roulant électrique** », obs. sur Cass., civ. 2^e, 6 mai 2021 (*Pourvoi* n°20-14.551) : *LEFP*. Sept. 2020/8, n°200g4, p. 4.

6.11 – Protection juridique des majeurs vulnérables

- o « **Conditions du prononcé d'une curatelle renforcée** », obs. Cass., 1^e civ., 5 févr. 2025 (*Pourvoi* n°23-13.228) : : *LEFP*. Mai 2025/5, DFP202z2, p. 5.
- o « **Annulation de l'élection d'un député pour insincérité du scrutin** », obs. Cons. const., 13 févr. 2025, déc. n° 2024-6431 AN, Jura, 2^e circonscription : : *LEFP*. Avril 2025/4, DFP202x0, p. 7.
- o « **Mère en curatelle et arrêté d'admission de son enfant en qualité de pupille de l'État** », obs. Cass., 1^e civ., 5 févr. 2025 (*Pourvoi* n°23-14.185) : : *LEFP*. Avril 2025/4, DFP202x1, p. 6.
- o « **Engager une 'réflexion d'ensemble' sur le droit des majeurs protégés** », in *Solution Notaire Hebdo* du 27 mars 2025, n°12, p. 1, édito.
- o « **Division de la charge tutélaire et qualité pour agir en restitution de l'indu d'une ACTP** », obs. sur C.A. Caen, ch. soc., RG n°24/01023 ; *JCP.*, éd. G., 24 mars 2025, n°12, n°382, p. 549.
- o « **Conditions de refus de la mainlevée** », obs. Cass., 1^e civ., 15 janv. 2025 (*Pourvoi* n°22-17.817) : : *LEFP*. Mars 2025/3, DFP202v5, p. 5.
- o « **Conditions du cumul de la charge tutélaire et d'un contrat de travail d'aidant familial** », obs. sur Cass., 1^e civ., 14 nov. 2024 (*Pourvoi* n°22-22.855) : *LEFP*. Févr. 2025/2, DFP202t2, p. 6.
- o « **Publicité du mandat de protection future sur un registre national dématérialisé** », obs. sur Décr. n°2024-1032 du 16 nov. 2024 relatif au registre des mandats de protection future, *JO* du 17 nov. : *LEFP*. Janv. 2025/1, DFP202r8, p. 7.
- o « **Vote à l'assemblée générale d'une société civile : un acte de disposition soumis à l'assistance du curateur** », Obs. sur Cass., com., 18 sept. 2024 (*Pourvoi* n°22-24.646) : *LEFP*. Nov. 2024/10, DFP202o1, p. 6.
- o « **Obligations pour le maire d'informer les proches du défunt en cas de reprise d'une sépulture et de la crémation des restes** », Obs. sur Cons. const., 31 oct. 2024, QPC n°2024-1110 : *LEFP*. Déc. 2024/11 : DFP202q0, p. 4.
- o « **Le coût du contrôle professionnel des comptes-rendus de gestion** », Obs. sur : *JORF* du 6 juill. : *LEFP*. Oct. 2024/10 : DFP202m6, p. 5.
- o « **Le régime du contrôle professionnel des comptes-rendus de gestion est enfin fixé !** », Obs. sur Décr. n°2024-659 du 2 juillet 2024 relatif au contrôle des comptes de gestion pris en application de l'article 512 du Code civil et modifiant le décret n°2021-1625 du 10 décembre 2021 relatif aux compétences du commissaire de justice : *JORF* du 3 juill. : *LEFP*. Août-Sept. 2024/9 : DFP202i0, p. 5.
- o « **Le contrôle de validité d'un contrat s'étend à la vérification de l'authenticité de la signature** », Obs. sur Cass., 1^e civ., 12 juin 2024, P. (*Pourvoi* n°22-10.874) : *LEFP*. Août-Sept. 2024/9 : DFP202k9, p. 4.
- o « **Conditions d'opposabilité de la tutelle prononcée pendant les délibérés d'une instance civile en cours** », Obs. sur Cass., civ. 1^e, 23 mai 2024, F-B (*Pourvoi* n°22-16.784) : *LEFP*. Juillet 2024/7 : DFP202j7, p. 4.

- « **Handicap et protection juridique des majeurs** », obs. sur Cass., 1^e civ., 27 mars 2024, F-D (Pourvoi n°22-13.325) : *LEFP*. Juin 2024/6 : DFP202h6, p. 4.
- « **Un peu plus de professionnalisation grâce à la loi bâtissant le bien-vieillir en France** », obs. sur Loi n°2024-317 du 8 avril 2024 : *JORF* du 9 avr., texte 1, et *JORF* du 13 avr., texte 1 (rectificatif) : *LEFP*. Avril 2024/5 : DFP202f6, p. 5.
- « **Point de départ du délai pour interjeter appel d'une décision du juge des tutelles** », obs. sur Cass., 1^e civ., 6 mars 2024 (Pourvoi n°21-25.602) : *LEFP*. Mars 2024/4 : DFP202e5, p. 5.
- « **Seuil du contrôle externe des comptes d'un majeur en tutelle ou en curatelle renforcée** », obs. sur C.A. Caen, 3^e ch. civ., 18 août 2023, RG n°23/00142, *Juris-Data* n°2023-24773, et C.A. Caen, 3^e ch. civ., 25 août 2023, RG n°23/00160, *Juris-Data* n°2023-24774 ; *JCP.*, éd. G., 15 mars 2024, n°11, n°348, p. 495.
- « **Les conditions de la responsabilité du curateur en cas de dépassement de pouvoir** », obs. sur Cass., 1^e civ., 7 février 2024 (Pourvoi n°21-24.864) : *LEFP*. Mars 2024/3 : DFP202c0, p. 4.
- « **Convention d'honoraires d'avocat et dépassement de pouvoir du curateur** », obs. sur Cass., 1^e civ., 6 décembre 2023 (Pourvoi n°22-50.027) : *LEFP*. Févr. 2024/2 : DFP202a8, p. 5.
- « **Nullité d'un acte à titre onéreux pour insanité et prescription de l'action engagée par l'héritier-tuteur** », obs. sur Cass., 1^e civ., 13 décembre 2023 (Pourvoi n°18-25.557) : *LEFP*. Janv. 2024/1 : DFP201y9, p. 4.
- « **Information du curateur de l'étranger, sujet d'une mesure de maintien en rétention** », obs. sur Cass., 1^e civ., 15 novembre 2023 (Pourvoi n°22-15.511) : *LEFP*. Janv. 2024/1 : DFP201z0, p. 4.
- « **États généraux de la maltraitance : la professionnalisation est-elle en marche ?** », obs. sur Anne Caron-Dégli, *Rapport de mission interministérielle, Penser les protections juridique et sociale à partir des droits des personnes les plus vulnérables à être entendues et soutenues dans une société solidaire : 24 juillet 2023*, www.solidarite.gouv.fr : *LEFP*. Déc. 2023/11 : DFP201w9, p. 7.
- « **Le mandataire judiciaire à la protection des majeurs n'est pas un travailleur à domicile** », obs. sur Cass., 2^e civ., 28 sept. 2023 (Pourvoi n°21-22.020) : *LEFP*. Déc. 2023/11 : DFP201x0, p. 6.
- « **Registre des mandats de protection future : l'attente du décret est déraisonnable !** », obs. sur CE, 2^e et 7^e chambres réunies, 27 sept. 2023 (Requête n°471646) : *LEFP*. Nov. 2023/10 : DFP201v5, p. 7.
- « **Illicéité de l'isolement social durant trois ans d'une personne âgée placée en EHPAD** », obs. sur Cour EDH, 1^{ère} section, 6 juill. 2023 (Requête n°46412/12) : *affaire Calvi et CG c. Italie* *LEFP*. Nov. 2023/10 : DFP201w1, p. 6.
- « **Information du curateur de l'audition de prolongation de la détention provisoire** », obs. sur Cass., crim., 6 juin 2023 (Pourvoi n°23-81.726) : *LEFP*. Sept. 2024/8 : DFP201s0, p. 6.
- « **Contrôle de non-dénaturation du certificat médical circonstancié** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 11 mai 2023 (Pourvoi n°21-19.173) : *LEFP*. Juillet 2023/7 : DFP201r0, p. 6.
- « **Nullité de l'avenant modifiant les bénéficiaires d'un contrat d'assurance vie** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 5 avril 2023 (Pourvoi n°21-12.875) : *LEFP*. Juin 2023/6 : DFP 201o7, p. 5.
- « **Les sentiments du majeur protégé sur le choix de son curateur ou tuteur** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 23 janvier 2023 (Pourvoi n°21-14.636) : *LEFP*. Avril 2023/4 : DFP 201i2, p. 5.
- « **Le MJPM exerçant à titre individuel, l'administration et le juge administratif** », obs. sur CE, 6^e ch., 14 octobre 2022 (requête n°459810) et CE, 6^e ch., 29 novembre 2022 (requête n°448176) : *LEFP*. Avril 2023/4 : DFP 201j3, p. 6.

- o « **Présence du ministère public, partie principale, à l'audience devant le juge des tutelles des majeurs** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 25 janvier 2023 (*Pourvoi* n°21-25.735) : *LEFP*. Mars 2023/3, DFP 201j4, p. 5.
- o « **Qualité à agir du conjoint survivant en nullité d'une procuration donné par le défunt pour trouble mental** », obs. sur Cass., civ. 3^e, 12 octobre 2022 (*Pourvoi* n°21-15.669) : *LEFP*. janv. 2023/1, DFP 201g7, p. 5.
- o « **Les actes interdits au tuteur le sont aussi à la personne habilitée en représentation** », obs. sur Cass., civ. 1^e, avis, 20 octobre 2022 (*Pourvoi* n°22-70.011) : *LEFP*. déc. 2022/12, DFP 201d7, p. 4. – *Solution Notaire Hebdo*, n°36 du 10 novembre 2022, inf. 1, p. 6.
- o « **Du choix de la résidence à la capacité spéciale d'interjeter de la décision qui la fixe** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 13 juillet 2022 (*Pourvoi* n°20-10.030) : *LEFP*. nov. 2022/10, DFP 201c8, p. 4.
- o « **Cas où la désignation anticipée du protecteur ne s'impose pas au juge des tutelles** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 13 juillet 2022 (*Pourvoi* n°20-20.863) : *LEFP*. nov. 2022/10, DFP 201c9, p. 4.
- o « **Conditions de désignation du mandataire judiciaire à la protection des majeurs** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 22 juin 2022 (*Pourvoi* n°20-10.217) : *LEFP*. Août-sept. 2022/8, DFP 200z2, p. 4.
- o « **Rappel à la loi sur le régime de la curatelle renforcée (ouverture, délai et effets) !** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 18 mai 2022 (*Pourvoi* n°20-22.876) : *LEFP*. Juill. 2022/7, DFP 200x2, p. 4.
- o « **Le veto du majeur protégé à la communication de ses comptes à la famille** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 23 mars 2022 (*Pourvoi* n°20-22.155) : *LEFP*. Juin 2022/6, DFP 200w1, p. 5.
- o « **Conditions de recevabilité de la requête visant à renforcer la mesure de protection juridique** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 2 mars 2022 (*Pourvoi* n°20-19.767) : *LEFP*. Mai 2022/5, DFP 200u1, p. 4.
- o « **Adoption et personne hors d'état de manifester sa volonté** », obs. sur Loi n°2022-219 du 21 février 2022 visant à réformer l'adoption : *LEFP*. Avril 2022/4, DFP 200r8, p. 5.
- o « **Nécessité, subsidiarité et proportionnalité : ne pas oublier les principes directeurs !** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 26 janv. 2022 (*Pourvoi* n°20-17.278) : *LEFP*. Mars 2022/3, DFP 200q6, p. 4.
- o « **Autonomie du majeur en tutelle, fondement de l'irresponsabilité du tuteur** », obs. sur C.A. Caen, 7 déc. 2021, RG 19/02983 ; *Juris-Data* n°2021-021241 ; *JCP.*, éd. G., 14 mars 2022, n°10, 333, p. 519.
- o « **La donation par représentation : un acte en marge de la finalité de la protection !** », obs. sur Cass., civ. 1^e, avis, 15 déc. 2021 (*Pourvoi* n°21-70.022) : *LEFP*. Févr. 2022/2, DFP 200o4, p. 1.
- o « **Le nouveau droit du cautionnement et le majeur protégé** », obs. sur Ord. n°2021-1192, 15 sept. 2021 portant réforme du droit des sûretés, art. 1er : *JO* 16 sept. 2021 ; *LEFP*. Janv. 2022/1, n°200o2, p. 3
- o « **Don du sang et don du corps à la science : le déplacement des interdits** », obs. sur Loi n°2021-1017, 2 août 2021, relative à la bioéthique, art. 12 et 13 : *JO* 3 août 2021 ; *LEFP*. Oct. 2021/9, n°200h9, p. 5.
- o « **Don d'organe et autre prélèvement sur le corps humain : quelles protections ?** », obs. sur Loi n°2021-1017, 2 août 2021, relative à la bioéthique, art. 11 : *JO* 3 août 2021 ; *LEFP*. Oct. 2021/9, n°200i0, p. 5.
- o « **Curatelle et procédure judiciaire d'hospitalisation sans consentement** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 12 mai 2021 (*Pourvoi* n°20-13.307) et Cass., civ. 1^e, 26 mai 2021 (*Pourvoi* n°20-12.512) : *LEFP*. Juillet 2021/7, n°200e9, p. 3.
- o « **Honoraire de résultat : acte de disposition, qualification impérative** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 6 mai 2021 (*Pourvoi* n°19-22.141) : *LEFP*. Juill. 2021/7, n°200f0, p. 3.

- « **Santé des majeurs protégés : le Code de la santé publique harmonisé avec le Code civil** », obs. sur Décr. n°2021-684 du 28 mai 2021 : *Solution Notaire Hebdo*, n°20 du 17 juin 2021, inf. 4.
- « **Prescription de l'action en nullité, trouble mental et curatelle** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 14 avril 2021 (*Pourvoi* n°20-11.959) : *LEFP*. Juin 2021/6, n°200d1, p. 3.
- « **La carte nationale d'identité de la personne en tutelle, un acte enfin personnel !** », obs. sur Décr. n°2021-279, 13 mars 2021, portant diverses dispositions relatives à la carte nationale d'identité..., art. 5 : JORF n°63, 14 mars 2021 ; Arrêté du 13 mars 2021 portant application de l'art. 4-4 du Décret n°55-1397 du 22 oct. 1955 modifié instituant la carte nationale d'identité : *LEFP*. Mai 2021/5, n°200b1, p. 4.
- « **Qualité pour contester la modification de la clause bénéficiaire du contrat d'assurance-vie** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 27 janv. 2021 (*Pourvoi* n°19-22.508) : *LEFP*. Mars 2021/3, n°113k9, p. 3.
- « **Nature et régime juridique du versement libre de primes sur un contrat d'assurance-vie** », obs. sur Cass., civ. 1^e, avis, 18 déc. 2020 (*Pourvoi* n°20-70.003) : *LEFP*. Mars 2021/3, n°113m2, p. 4.
- « **La participation de l'usager au financement de sa mesure de protection juridique** », obs. sur Décret n°2020-1684 du 23 déc. 2020 : JORF n°312 du 26 déc., texte 76 : *LEFP*. Févr. 2021/2, n°113j8, p. 3.
- « **La vaccination des résidents protégés d'EHPAD : entre consentement et autorisation** », obs. sur C.C.N.E., avis, « Enjeux éthiques d'une politique vaccinale contre le SARS-CoV-2, Réponse à la saisine du ministre des solidarités et de la santé, 18 déc. 2020 : *LEFP*. Févr. 2021/2, n°113j9, p. 4.
- « **L'incapacité d'ester en justice de la personne en curatelle** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 4 nov. 2020 (*Pourvois* n°19-17.426 et n°19-17.442) : *LEFP*. janv. 2021/1, n°113h5, p. 4.
- « **Rémunération du MJPM et pouvoir du juge judiciaire** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 30 sept. 2020 (*Pourvoi* n°19-17.620) : *LEFP*. Déc. 2020/11, n°113f2 p. 4.
- « **Retour sur l'ancienne période suspecte** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 8 juillet 2020 (*Pourvoi* n°19-17.097) : *LEFP*. Nov. 2020/10, n°113e4, p. 3.
- « **Conditions pour déroger à la durée de 5 ans de la mesure de protection** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 8 juillet 2020 (*Pourvoi* n°19-16.246) : *LEFP*. Oct. 2020/9, n°113b6, p. 5.
- « **Intérêt du majeur protégé et difficultés dans l'exercice du droit de visite** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 24 juin 2020 (*Pourvoi* n°19-15.781) : *LEFP*. Sept. 2020/8, n°113a3, p. 4.
- « **Les directives anticipées médicales des personnes protégées : une rédaction précisée** », obs. sur Rép. J.-L. Warsmann : A.N. 16 juin 2020, n°25073 : *Solution Notaire Hebdo* du 25 juin 2020, n°22, inf. 3, p. 7.
- « **Assistance du curateur : requise pour agir et défendre en justice, pas pour empêcher la péremption d'instance** », obs. sur Cass., civ. 2^e, 5 mars 2020 (*Pourvoi* n°16-21.153) et Cass., civ. 1^e, 18 mars 2020 (*Pourvoi* n°19-15.160) : *LEFP*. Juin 2020/6, n°112x2, p. 4.
- « **Participation financière du majeur protégé au coût de sa mesure de protection juridique** », obs. sur C.E., 5^e et 6^e ch. réunies, 12 février 2020 (*Requête* n°425138) : *LEFP*. Juin 2020/6, n°112x5, p. 5.
- « **État d'urgence sanitaire (Covid-19) et prorogation de certaines mesures de protection juridique** », obs. sur Ord. n°2020-304 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale, art. 12 : *LEFP*. Mai 2020/5, n°112w3, p. 3. Repris in *MGAS, La revue d'information mutualiste des MJPM*, n°4, mai 2020.
- « **Le contrôle de la régularité des avis médicaux des médecins inscrits** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 15 janv. 2020 (*Pourvoi* : n°19-12.912) et Cass., civ. 1^e, 29 janv. 2020 (*Pourvoi* : n°19-11.386) : *LEFP*. Avril 2020/4, n°112t9, p. 4.

- o « **La requête du ministère public tendant à l'ouverture d'une mesure de protection juridique** », obs. sur Décr. n°1219-1464 du 26 déc. 2019 relatif à l'évaluation de la situation du majeur à protéger transmise au Procureur de la République (*J.O.* du 28 déc.) : *LEFP*. Avril 2020/4, n°112t7, p. 4.
- o « **Nouveau régime des décisions médicales concernant les personnes protégées** », obs. sur Ord. n°2020-232 du 11 mars 2020 relative au régime des décisions prises en matière de santé, de prise en charge ou d'accompagnement social ou médico-social à l'égard des personnes majeures faisant l'objet d'une mesure de protection juridique (*J.O.* du 12 mars 2020, texte 62) : *Solution Notaire Hebdo* du 26 mars 2020, n°11, inf. 3, p. 6 à 7.
- o « **L'assistance du curateur ne purge pas le défaut de consentement lucide** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 15 janv. 2020 (*Pourvoi* : n°18-26.583) : *LEFP*. Mars 2020/3, n°112s4, p. 4.
- o « **La compétence du juge des tutelles des majeurs après la fin de la mesure de protection juridique** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 15 janv. 2020 (*Pourvoi* : n°18-22.503) : *LEFP*. Mars 2020/3, n°112s5, p. 4.
- o « **Le virement du majeur protégé** », obs. sur C.A. Caen, 2^e ch. civ. et com., 24 octobre 2019, RG 17/03354 ; *Juris-Data* n°2019-24317 ; *JCP.*, éd. G., 16 mars 2020, n°11, n°319, p. 535.
- o « **Le dessaisissement disciplinaire du mandataire judiciaire à la protection des majeurs : pour quelles fautes ?** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 4 déc. 2019 (18 *Pourvois* : n°18-25.867 ; n°18-25.870 à n°18-25.873 ; n°18-25.875 à n°18-25.876 ; n°18-25.879 à n°18-25.882 ; n°18-25.884 à n°18-25.890) : *LEFP*. Février 2020/2, n°112r4, p. 3.
- o « **Le juge des tutelles aux prises avec le principe du contradictoire** », Obs. sur Cass., civ. 1^e, 19 septembre 2019 (*Pourvoi* n°18-19.570) : *JCP.*, éd. G., n°42, 14 oct. 2019, act. 1048, p. 1843 ; « **Le sens du principe du contradictoire devant les juridictions tutelaires** », *LEFP*. Nov. 2019/10, n°112k1, p. 4.
- o « **Réforme de la procédure tutélaire après la loi n°2019-222 du 23 mars 2019** », obs. sur Décr. n°2019-756 du 22 juillet 2019 : *LEFP*. Oct. 2019/8, n°112h0, p. 4.
- o « **Place aux directives anticipées patrimoniales !** », in *Solution Notaire Hebdo* du 5 septembre 2019, n°27, p. 1, édit.
- o « **Contrôle a priori du projet de mariage : de l'autorisation à l'opposition** », Obs. sur Cass., civ. 1^e, 26 juin 2019 (*Pourvoi* n°18-15.830) : *JCP.*, éd. G., n°28, 15 juill. 2019, act. 761, p. 1344 ; « **L'autorisation à mariage devant la Cour de cassation, pour la dernière fois !** », obs. sur le même arrêt : *LEFP*. Août-Sept. 2019/8, n°112f0, p. 3.
- o « **Un nouveau rapport sur les droits fondamentaux des majeurs protégés pour quelle réforme ?** », Obs. sur *Rapport d'information sur les droits fondamentaux des majeurs protégés*, présenté par Caroline ABADIE et Aurélien PRADIÉ, députés, Ass. Nat., n°2075, 26 juin 2019 : *LEFP*. Août-Sept. 2019/8, n°112g0, p. 3.
- o « **Rapport Libault : 175 propositions pour une politique nouvelle et forte du grand âge en France** », obs. sur *Rapport « Concertation, Grand âge et autonomie »*, remis par Dominique LIBAULT à la ministre des Solidarités et de la santé, 28 mars 2019 : *LEFP*. Juillet 2019/7, n°112e7, p. 3.
- o « **Révocation du mandat de protection future pour manquements du mandataire** », Obs. sur Cass., civ. 1^e, 17 avril 2019 (*Pourvoi* n°18-14.250) : *LEFP*. Juin 2019/6, n°112c6, p. 3.
- o « **Les dispositions transitoires de la loi du 23 mars 2019 relatives au droit des majeurs protégés** », obs. sur Loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice, a. 109 : *JORF* du 24 mars : *LEFP*. Mai 2019/5, n°112b2, p. 5.
- o « **La personne en tutelle retrouve son droit de vote mais demeure inéligible !** », obs. sur Loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice, a. 11 : *JORF* du 24 mars : *LEFP*. Mai 2019/5, n°112a5, p. 4.

- o « **Le droit des majeurs protégés dans la tourmente de la déjudiciarisation** », obs. sur Loi n°2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice, a. 9 : *JORF* du 24 mars : *Fil d'info*, n°100, 8 au 14 Avril 2019, p. 1 ; *Solution Notaire Hebdo* du 18 avril 2019, n°14, p. 1, édito.
- o « **L'habilitation familiale par assistance ou la nouvelle gradation des mesures** », obs. sur Loi n°2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice, a. 9 et 29 : *JORF* du 24 mars : *LEFP*. Avril 2019/4, n°111z5, p. 3.
- o « **L'effectivité des opérations d'inventaire et de contrôle des comptes-rendus de gestion** », obs. sur Loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice, a. 30 : *JORF* du 24 mars : *LEFP*. Avril 2019/4, n°111z4, p. 2.
- o « **La Cour de cassation veille au respect du principe de préférence familiale** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 19 déc. 2018 (*Pourvoi* n°18-10.582) : *LEFP*. Février 2019/2, n°111w1, p. 3.
- o « **Les conditions de recevabilité de la tierce opposition aux ordonnances du juge des tutelles** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 5 déc. 2018 (*Pourvoi* n°18-10.058) : *LEFP*. Février 2019/3, n°111w0, p. 3.
- o « **Le régime des actes relatifs aux comptes bancaires en curatelle** », obs. sur Cass., civ. 1^e, avis, 6 déc. 2018 (*Pourvoi* n°18-70.012) : *LEFP*. Janv. 2019/1, n°111v1, p. 3.
- o « **Participation financière du majeur protégé à sa propre mesure et régime de l'exonération décidée par le préfet** », obs. sur C.E., sect. contentieux, 25 oct. 2018 (*Requête* n°403317) : *LEFP*. Janv. 2019/01, n°111v0, p. 4.
- o « **Le curateur familial n'est pas visé par l'incapacité de recevoir à titre gratuit de l'article 909 du Code civil** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 17 oct. 2018 (*Pourvoi* n°16-24.331) : *LEFP*. Déc. 2018/11 n°111t0, p. 3.
- o « **Nouvelle application du principe du contradictoire dans la procédure tutélaire** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 3 oct. 2018 (*Pourvoi* n°17-23.599) : *LEFP*. Déc. 2018/11 n°111t1, p. 3.
- o « **Le rapport Caron-Dégli : 104 propositions pour quelle réforme ?** », obs. sur Anne Caron-Dégli, *L'évolution de la protection juridique des personnes : reconnaître, soutenir et protéger les personnes les plus vulnérables, rapport de mission interministérielle, 21 sept. 2018*, www.justice.gouv.fr : *LEFP*. Nov. 2018/10, n°111r8, p. 5.
- o « **L'ouverture d'une tutelle pour plus de cinq ans est subordonnée à un avis médical conforme** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 27 juin 2018 (*Pourvoi* n°17-20.586) : *LEFP*. Oct. 2018/9, n°111p6, p. 3.
- o « **La condamnation de la pratique judiciaire dite de 'l'ordonnance-tampon'** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 12 juin 2018 (*Pourvoi* n°17-20.223) : *LEFP*. Sept. 2018/8, n°111m5, p. 2.
- o « **Qualité pour interjeter appel d'un jugement de mainlevée** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 24 mai 2018 (*Pourvoi* n°17-18.859) : *LEFP*. Juillet 2018/7, n°111k4, p. 4.
- o « **La gestion dynamique du patrimoine de la personne protégée** » : *Solution Notaire Hebdo* du 26 avril 2018, n°15, p. 1, édito.
- o « **Portée de l'autorisation du juge des tutelles donnée pour la gestion de l'assurance-vie dans le contentieux de la récupération de l'aide sociale** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 7 février 2018 (*Pourvoi* n°17-10.818) : *LEFP*. Mars 2018/3, n°111c9, p. 1.
- o « **Opposabilité de la tutelle aux tiers et conséquences sur la capacité procédurale** », obs. sur Cass., civ. 2^e, 1^{er} février 2018 (*Pourvoi* n°16-24.173) : *LEFP*. Mars 2018/3, n°111d0, p. 4.
- o « **Procédure tutélaire : régime de l'audition et principe du contradictoire** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 13 déc. 2017 (*Pourvoi* n°17-10.027) : *LEFP*. Févr. 2018/2, n°111b1, p. 3.
- o « **Affaire Lambert (volet tutelle) : qualité pour saisir le juge des tutelles d'un changement de lieu de vie et de l'organisation des visites** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 13 décembre 2017 (*Pourvoi* n°17-18.437) : *LEFP*. Janv. 2018/1, n°110z0, p. 1.

- o « **La nullité relative sanctionne l'acte conclu sous l'empire d'une opposition d'intérêts** », obs. sur Cass., civ. 3^e, 5 octobre 2017 (*Pourvoi* n°16-21.973) : *LEFP*. Déc. 2017/11, n°110x7, p. 3.
- o « **Régime de l'action en reddition des comptes en curatelle renforcée** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 12 juillet 2017 (*Pourvoi* n°16-22.774) : *LEFP*. Oct. 2017/9, n°110v6, p. 3.
- o « **La durée des mesures de protection juridique : les juges doivent obéir à la loi** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 15 juin 2017 (*Pourvoi* n°15-23.066, P) : *LEFP*. Août-Sept. 2017/8, n°110t4, p. 5.
- o « **La désignation du bénéficiaire de l'assurance sur la vie par voie testamentaire** », obs. sur Cass., civ. 2^e, 8 juin 2017 (*Pourvoi* n°15-12.544, P) : *LEFP*. Juill. 2017/7, n°110s3, p. 3.
- o « **La protection du mineur associé dans une société civile immobilière** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 17 mai 2017 (*Pourvoi* n°15-24.840, P) : *LEFP*. Juill. 2017/7, n°110s6, p. 2.
- o « **Nouvelle définition de l'avis du médecin inscrit justifiant une mesure de longue durée** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 4 mai 2017 (*Pourvoi* n°16-17.752, P) : *LEFP*. Juin 2017/6, n°110q6, p. 3.
- o « **Le certificat médical circonstancié rédigé à partir du dossier médical** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 20 avril 2017 (*Pourvoi* n°16-17.672, P) : *LEFP*. Juin 2017/6, n°110q3, p. 3. – « **Conséquences pratiques de la nouvelle analyse de l'article 431 du Code civil** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 20 avril 2017 (*Pourvoi* n°16-17.672, P) : *AJ famille*, Juin 2017, p. 359.
- o « **Résolution d'un bail à nourriture souscrit au profit d'une personne en curatelle** », obs. sur Cass., civ. 3^e, 23 mars 2017 (*Pourvoi* n°16-13.060, P) : *LEFP*. Mai 2017/5, n°110n4, p. 4.
- o « **Testament de la personne en tutelle et régime de l'autorisation du juge** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 8 mars 2017 (*Pourvoi* n°16-10.340, P) : *LEFP*. Avril 2017/4, n°110m0, p. 5.
- o « **Capacité et pouvoir pour solliciter l'aide sociale d'une personne en curatelle renforcée** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 8 mars 2017 (*Pourvoi* n°16-13.186) : *LEFP*. Avril 2017/4, n°110k8, p. 5.
- o « **La procédure tutélaire gouvernée par les principes du contradictoire et de la nécessité** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 1^{er} février 2017 (*Pourvoi* n°16-12.520) : *LEFP*. Mars 2017/3, n°110j1, p. 5.
- o « **L'autorisation du juge des tutelles ne peut faire l'objet d'une condition suspensive** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 25 janvier 2017 (*Pourvoi* n°15-25.642) : *LEFP*. Mars 2017/3, n°110j2, p. 6.
- o « **Le pouvoir disciplinaire de la juridiction tutélaire** », obs. sur C.A. Caen, 3^e ch. civ., 26 octobre 2016, RG 16/02321 ; *Juris-Data* n°2016-22282 ; *JCP.*, éd. G., 13 mars 2017, n°11, n°288, p. 501.
- o « **La rémunération du mandataire judiciaire à la protection des majeurs est subordonnée à un travail effectif** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 11 janvier 2017 (*Pourvoi* n°15-27.784) : *AJ famille*, Févr. 2017, p. 145 ; *LEFP*. Févr. 2017/2, n°110g8, p. 4.
- o « **Primauté du mandat de protection future sur une mesure judiciaire de protection. À quelles conditions ?** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 4 janvier 2017 (*Pourvoi* n°15-28.669) : *LEFP*. Févr. 2017/2, n°110h0, p. 4.
- o « **Les conditions de recevabilité de la demande de mainlevée d'une mesure** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 9 novembre 2016 (*Pourvoi* n°14-17.735) : *LEFP*. Janv. 2017/1, n°110e7, p. 4.
- o « **Le majeur protégé saisi par la loi J21** », obs. sur la Loi n°2016-1547, de modernisation de la justice du XXI^e siècle : *LEFP*. Déc. 2016/11, n°110d6, p. 3.
- o « **Les remèdes proposés pour améliorer la législation sur les majeurs protégés** », obs. sur le Rapport de la Cour des comptes sur la protection juridique des majeurs, Une réforme ambitieuse, une mise en œuvre ambitieuse : *LEFP*. Décembre 2016/11, n°110d5, p. 3.
- o « **Pour une meilleure sauvegarde des droits fondamentaux des majeurs protégés** », obs. sur le Rapport du Défenseur des droits sur la protection juridique des majeurs : *LEFP*. Novembre 2016/10, n°110b7, p. 5.

- « **Prescription de l'action en nullité d'un contrat d'assurance sur la vie pour insanité d'esprit** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 13 juillet 2016 (*Pourvoi* n°14-27.148) : *LEFP*. Oct. 2016/9, n°152, p. 5.
- « **Le dessaisissement d'un débiteur n'est pas une incapacité d'exercice** », obs. sur Cass. com., 18 mai 2016 (*Pourvoi* n°14-25.997) : *LEFP*. Septembre 2016/8, n°130, p. 4.
- « **L'article 1129 du Code civil ou la consécration de l'absence de consentement** », obs. sur Ord. n°2016-131 du 10 février 2016 réformant le droit des contrats : *LEFP*. Juillet 2016/7, n°108, p. 2.
- « **Les articles 1145 à 1152 du Code civil ou le domaine des incapacités contractuelles des personnes physiques et morales** », obs. sur Ord. n°2016-131 du 10 février 2016 réformant le droit des contrats : *LEFP*. Juillet 2016/7, n°110, p. 3.
- « **Les articles 1145 à 1152 du Code civil ou le régime de l'annulation du contrat pour incapacité** », obs. sur Ord. n°2016-131 du 10 février 2016 réformant le droit des contrats : *LEFP*. Juillet 2016/7, n°111, p. 4.
- « **L'article 450 du Code civil, la désignation d'un mandataire judiciaire à la protection des majeurs et le quota administratif de mesures** », obs. sur C.A. Douai, 31 mars 2016, n° RG 15/06800 : *AJ famille*, Mai 2016, p. 271.
- « **La spécificité du droit de visite et d'hébergement relatif au majeur protégé** », obs. sur C.A. Douai, 31 mars 2016, n° RG 15/06749 : *AJ famille*, Mai 2016, p. 271.
- « **L'encadrement prétorien du droit de visite du majeur protégé** », obs. sur C.A. Douai, 31 mars 2016, n° RG 15/06749 : *LEFP*. Mai 2016/5, n°078, p. 5.
- « **Curatelle et procédure de renouvellement de l'hospitalisation sans consentement** », obs. sur Cass. civ. 1^e, 16 mars 2016 (*Pourvoi* n°15-13.745) : *LEFP*. Mai 2016/5, n°077, p. 5.
- « **La sauvegarde de justice et la preuve du trouble mental** », obs. sur Cass. civ. 1^e, 24 février 2016 (*Pourvoi* n°15-14.328) : *LEFP*. Avril 2016/4, n°058, p. 4.
- « **La sauvegarde de justice et l'audition du majeur à protéger** », obs. sur Cass. civ. 1^e, 10 février 2016 (*Pourvoi* n°15-13.019) : *LEFP*. Avril 2016/4, n°059, p. 5.
- « **Les actes juridiques relatifs à la fin de vie du majeur protégé** », obs. sur Loi n°2016-87 du 2 février 2016 créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie (*JO* du 3 févr.) : *LEFP*. Mars 2016/3, n°039, p. 3.
- « **La représentation en justice de la personne en tutelle** », obs. sur Cass. civ. 1^e, 15 janvier 2016 (*Pourvoi* n°15-10.156) : *LEFP*. Mars 2016/3, n°040, p. 3.
- « **Nouvelles modifications du droit des majeurs protégés (suite et fin)** », obs. sur Loi n°2015-1776 du 28 déc. 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement, art. 33 et 34 (*JO* du 29 déc., p. 24268) : *LEFP*. Mars 2016/3, n°038, p. 2.
- « **DIPM. – Mandat de protection future. – Sauvegarde de justice** », obs. sur Loi n°2015-1776 du 28 déc. 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement (*JO* du 29 déc., p. 24268) : *LEFP*. Févr. 2016/2, n°021, p. 2.
- « **La responsabilité civile du tuteur professionnel à l'égard des tiers** », obs. sur Cass. civ. 1^e, 16 déc. 2015 (*Pourvoi* n°14-27.028) : *LEFP*. Févr. 2016/2, n°022, p. 2.
- « **De la distinction du consentement au mariage et de la capacité de se marier** », obs. sur Cass. civ. 1^e, 2 décembre 2015 (*Pourvoi* n°14-25.777) : *LEFP*. Janv. 2016/1, n°006, p. 3.
- « **Le respect des libertés individuelles de la personne vulnérable passe par le respect du contradictoire** », obs. sur Cass. civ. 1^e, 18 novembre 2015 (*Pourvoi* n°14-28.223) : *LEFP*. Janv. 2016/1, n°007, p. 4.
- « **L'habilitation familiale : la nouvelle mesure de protection juridique** », obs. sur Ord. n°2015-1288 du 15 octobre 2015, art. 10 (*JO* du 16 oct. 2015, p. 19304) : *LEFP*. Nov. 2015/10, n°150, p. 3.

- o « **Les demandes à ne pas formuler devant le juge des tutelles** », obs. sur Cass. civ. 1^e, 7 octobre 2015 (*Pourvoi* n°14-23.955) : *LEFP*. Nov. 2015/10, n°151, p. 3.
- o « **Définition de l'héritier qui peut agir en nullité d'un acte à titre onéreux pour trouble mental de son auteur** », obs. sur Cass. civ. 1^e, 8 juillet 2015 (*Pourvoi* n°14-17.768) : *LEFP*. Oct. 2015/9, n°137, p. 5.
- o « **Les conséquences de la mainlevée sur les pouvoirs et les devoirs du mandataire** », obs. sur Cass. civ. 1^e, 10 juin 2015 (*Pourvoi* n°14-17.832) : *LEFP*. Sept. 2015/8, n°117, p. 3.
- o « **Quand la démesure consommatrice établit l'existence du trouble mental du contractant !** », obs. sur Cass. civ. 1^e, 28 mai 2015 (*Pourvoi* n°14-17.324) : *LEFP*. Juillet-Août 2015/7, n°105, p. 5.
- o « **Avis médical d'une mesure de longue mesure : contenu, rôle et portée** », obs. sur Cass. civ. 1^e, 13 mai 2015 (*Pourvoi* n°14-14.904) : *LEFP*. Juillet-Août 2015/7, n°106, p. 6.
- o « **La promesse de porte-fort, garantie de l'engagement du futur tuteur** », obs. sur Cass. civ. 1^e, 16 avril 2015 (*Pourvoi* n°14-13.694) : *LEFP*. Juin 2015/6, n°090, p. 5.
- o « **Le fondement juridique du refus de la demande de mainlevée** », obs. sur Cass. civ. 1^e, 15 avril 2015 (*Pourvoi* n°14-16.666) : *LEFP*. Juin 2015/6, n°089, p. 4.
- o « **L'impossibilité de mettre en œuvre une mesure de protection juridique** », obs. sur Cass., avis, 13 avril 2015 (n°15-00.004) : *LEFP*. Mai 2015/5, n°076, p. 6.
- o « **Les écrits dans la procédure orale devant le juge des tutelles** », obs. sur Cass. civ. 1^e, 18 mars 2015 (*Pourvoi* n°14-11.330) : *LEFP*. Mai 2015/5, n°077, p. 6.
- o « **L'indemnisation du majeur protégé victime d'un accident de la circulation** », obs. sur Cass. crim., 15 mars 2015 (*Pourvoi* n°13-87.189) : *LEFP*. Avril 2015/4, n°053, p. 3.
- o « **L'avis médical de non-retour à domicile : le retour du médecin traitant** », obs. sur Loi n°2015-177 du 16 février 2015 relative à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures, art. 1^{er} II 1^o (*JORF* du 17 févr. 2015) : *LEFP*. Avril 2015/4, n°054, p. 4.
- o « **Nouveau régime légal de la durée des mesures de curatelle et de tutelle** », obs. sur Loi n°2015-177 du 16 février 2015 relative à la modernisation et à la simplification du droit (...), art. 1^{er} II 5^o et 6 : *LEFP*. Mars 2015/3, n°038, p. 4.
- o « **Premier arrêt de la Cour de cassation rendu au visa de l'article 427 du Code civil** », obs. sur Cass. civ. 1^e, 28 janvier 2015 (*Pourvoi* n°13-26.363) : *LEFP*. Mars 2015/3, n°037, p. 3.
- o « **L'insaisissable période suspecte de l'article 464 du Code civil !** », obs. sur C.A. Caen, 1^e ch. civ., 24 juin 2014, RG 13/01088 ; *Juris-Data* n°2014-15329 ; *JCP.*, éd. G., 9 mars 2015, n°10-11, n°304, p. 494.
- o « **L'incapacité d'ester en justice : une irrégularité procédurale de fond** », obs. sur Cass. civ. 3^e, 18 novembre 2014 (*Pourvoi* n°13-12.448) : *LEFP*. Févr. 2015/2, n°021, p. 3.
- o « **L'autonomie du majeur protégé contre la préférence familiale** », obs. sur Cass. civ. 1^e, 19 novembre 2014 (*Pourvoi* n°13-20.048) : *LEFP*. Janv. 2015/1, n°005, p. 3.
- o « **L'art et la manière procédurale de prévenir les oppositions d'intérêts** », obs. sur Cass. civ. 1^e, 19 novembre 2014 (*Pourvoi* n°13-23.365) : *LEFP*. Janv. 2015/1, n°006, p. 4.
- o « **Le directeur d'établissement ne peut être le délégataire du préposé désigné mandataire judiciaire à la protection des majeurs** », obs. sur Conseil d'État, 22 octobre 2014 (*Requête* n°363263) : *LEFP*. Déc. 2014/11, n°175, p. 7.
- o « **La dualité persistante des anciennes causes de nullité contractuelle en cas de tutelle** », obs. sur Cass. civ. 1^e, 16 sept. 2014 (*Pourvoi* n°13-22.075) : *LEFP*. Nov. 2014/10, n°156, p. 6.
- o « **L'attribution de la tutelle au conjoint en situation de tensions familiales** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 9 juill. 2014 (*Pourvoi* n°13-20.077) : *LEFP*. Sept. 2014/9, n°136, p. 4.

- o « **Le principe de préférence familiale, fondement de la division de la mesure** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 28 mai 2014 (*Pourvoi* n°13-24.324) : *LEFP*. Juillet 2014/7, n°100, p. 3.
- o « **Les jugements du juge des tutelles et la tierce opposition** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 14 mai 2014 (*Pourvoi* n°12-35.035) : *LEFP*. Juillet 2014/7, n°102, p. 4.
- o « **Le contrôle de l'interprétation d'un rapport d'expertise médicale** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 30 avril 2014 (*Pourvoi* n°12-28.887) : *LEFP*, juin 2014/6, n°081, p. 1.
- o « **Procédure devant le juge des tutelles : la Cour de cassation maintient le cap malgré la résistance des juges du fond** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 2 avril 2014 (*Pourvoi* n°13-12.016) : *LEFP*. Mai 2014/5, n°068, p. 3.
- o « **La qualité à agir pour saisir le juge des tutelles aux fins d'autorisation** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 19 mars 2014 (*Pourvoi* n°13-12.016) : *LEFP*. Avril 2014/4, n°053, p. 4.
- o « **La qualité à agir en nullité d'un acte pour excès de pouvoir du curateur** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 5 mars 2014 (*Pourvoi* n°12-29.974) : *LEFP*. Avril 2014/4, n°052, p. 4.
- o « **Le juge des tutelles est soumis au principe du contradictoire** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 12 février 2014 (*Pourvoi* n°13-13.581) : *LEFP*. Mars 2014/3, n°037, p. 4.
- o « **La sauvegarde de justice et la rescision pour lésion d'une vente immobilière** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 4 déc. 2013 (*Pourvoi* n°13-10.533) : *LEFP*. Janv. 2014/1, n°003, p. 2.
- o « **Compétence judiciaire du juge pour la vente d'un immeuble situé à l'étranger** », obs. sur CJUE, 3 oct. 2013 (n°C-386-12) : *AJ famille*, Déc. 2013, p. 720.
- o « **L'extension des actes strictement personnels à des actions en justice extrapatrimoniales** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 6 nov. 2013 (*Pourvoi* n°12-23.766) : *LEFP*. Déc. 2013/11, n°163, p. 2.
- o « **La modification du contrat d'assurance sur la vie par une personne insane** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 25 sept. 2013 (*Pourvoi* n°12-23.197) : *LEFP*. Déc. 2013/11, n°164, p. 2.
- o « **Le principe de préférence familiale subordonné à la proximité géographique** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 25 septembre 2013 (*Pourvoi* n°12-22.300) : *AJ famille*, Nov. 2013, p. 643.
- o « **Le droit transitoire et la nullité des actes passés par une personne notoirement insane avant son placement en tutelle** », obs. sur Cass. civ. 1^e, 12 juin 2013 (*Pourvoi* n°12-15.688) : *LEFP*. Sept. 2013/8, n°119, p. 5.
- o « **La qualité pour interjeter appel du jugement de refus d'ouverture d'une mesure de protection juridique** », obs. sur Cass. civ. 1^e, 12 juin 2013 (*Pourvoi* n°12-14.443) : *LEFP*. Sept. 2013/8, n°120, p. 5.
- o « **Mandat de protection future, l'instrument pour anticiper sur l'incapacité à venir... et non pas celle déjà présente** », obs. sur Cass. civ. 1^e, 29 mai 2013 (*Pourvoi* n°12-19.851) : *LEFP*. Juillet 2013/7, n°101, p. 4.
- o « **Indisponible, le logement du majeur protégé surendetté n'est pas insaisissable** », obs. sur Cass. civ. 2^e, 21 mars 2013 (*Pourvoi* n°11-25.462) : *LEFP*. Mai 2013/5, n°070, p. 4.
- o « **La responsabilité du MJPM pour mise en danger de la personne du tuteur** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 27 février 2013 (*Pourvoi* n°11-17.025) : *LEFP*. Avril 2013/4, n°055, p. 5.
- o « **Le refus d'achat d'une voiture sans permis, justifié par une raison médicale** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 27 février 2013 (*Pourvoi* n°11-28.307) : *LEFP*. Avril 2013/4, n°056, p. 5.
- o « **Principe de préférence familiale : une autorité discrète mais réelle** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 5 déc. 2012 (*Pourvoi* n°11-26.611) : *LEFP*. Janv. 2013/1, n°009, p. 5.
- o « **Le formalisme de la procédure d'allongement de la mesure** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 10 oct. 2012 (*Pourvoi* n°11-14.441) : *LEFP*. Déc. 2012/11, n°175, p. 5.
- o « **Exclusion du conjoint et désignation d'un MJPM pour exercer la tutelle** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 12 sept. 2012 (*Pourvoi* n°11-17.246) : *LEFP*. Nov. 2012/10, n°159, p. 5.

- o « **Autorisation au divorce du tuteur donné par le juge** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 4 juill. 2012 (*Pourvoi* n°10-28.370) : *LEFP*. Sept. 2012/8, n°124, p. 4.
- o « **La tutelle limitée à la personne en vertu du principe de subsidiarité** », obs. sur C.A. Douai, 2 février 2012, n°11.5594 : *LEFP*. Avril 2012/4, n°072, p. 4.
- o « **La Cour de cassation contrôle l'application du principe de subsidiarité** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 1^{er} février 2012 (*Pourvoi* n°11-11.346) : *LEFP*. Mars 2012/3, n°036, p. 3.
- o « **Les conditions d'affiliation au régime d'assurance vieillesse des commerçants** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 20 janvier 2012 (*Pourvoi* n°10-27.127) : *LEFP*. Mars 2012/3, n°037, p. 3.
- o « **Opposabilité de la curatelle ouverte pendant l'exécution d'un crédit renouvelable poursuivi par tacite reconduction** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 9 nov. 2011 (*Pourvoi* n°10-14.375) : *LEFP*. Févr. 2012/2, n°022, p. 4.
- o « **Rémunération des Mandataires judiciaires à la protection des majeurs : la fin du forfait !** », obs. sur Décret n°2011-936 du 1^{er} août 2011 : *LEFP*. Oct. 2011/9, n°140, p. 4.
- o « **Attestation médicale de refus d'examen et certificat médical circonstancié** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 29 juin 2011 (*Pourvoi* n°10-21.879) : *LEFP*. Sept. 2011/8, n°130, p. 5.
- o « **Le juge des tutelles face au grief de dysfonctionnement du service public de la justice** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 23 mars 2011 (*Pourvoi* n°10-14.740) : *LEFP*. Mai 2011/5, n°072, p. 3.
- o « **Adapter la mesure de protection juridique à l'état du majeur vulnérable** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 9 février 2011 (*Pourvoi* n°10-10193) : *LEFP*. Avril 2011/4, n°056, p. 3.
- o « **Mandat de protection future contre Mesure de protection judiciaire** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 12 janvier 2011 (*Pourvoi* n°09-16.519) : *LEFP*. Mars 2011/3, n°035, p. 1.
- o « **Le préjudice d'une personne sous tutelle consécutif à un retard de diagnostic** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 9 déc. 2010 (*Pourvoi* n°09-71.276) : *LEFP*. Févr. 2011/2, n°025, p. 5.
- o « **La constitutionnalité des mesures légales d'accompagnement social personnalisé** », obs. sur Cons. const., déc. n°2010-56 QPC du 18 octobre 2010 : *LEFP*. Janv. 2011/2, n°006, p. 4.
- o « **L'autorisation judiciaire n'évite pas la nullité d'un contrat pour insanité d'esprit** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 20 oct. 2010 (*Pourvoi* n°09-13.635) : *LEFP*. Déc. 2010/11, p. 5.
- o « **Les personnes vulnérables dans la jurisprudence de la Cour de cassation** », obs. sur le Rapport de la Cour de cassation 2009 : *LEFP*. Juin 2010/6, p. 4.
- o « **Où l'incapacité d'exercice est sanctionnée par la nullité facultative** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 17 mars 2010 (*Pourvoi* n°08-15.658) : *LEFP*. Mai 2010/5, p. 5.
- o « **Le second modèle de mandat de protection future et son guide officiel de lecture** », obs. sur l'arrêté du 23 déc. 2009 relatif à la notice d'information jointe au modèle de mandat de protection future sous seing privé : *LEFP*. Avril 2010/4, p. 5.
- o « **Le curatelaire pouvait, seul, défendre en justice les droits sur son logement** », obs. sur Cass., civ. 1^{re}, 9 déc. 2009 (*Pourvois* n°08-16.635 et n°08-16.836) : *LEFP*. Févr. 2010/2, p. 4.
- o « **Cas où le mandataire judiciaire doit être un professionnel** », obs. sur Cass., civ. 1^{re}, 9 déc. 2009 (*Pourvoi* n°07-13.981) : *LEFP*. Févr. 2010/2, p. 3.
- o « **La double nature juridique du conflit d'intérêts entre le curateur et le curatelaire** », obs. sur Cass., civ. 1^{re}, 8 juillet 2009 (*Pourvoi* n°08-16.153) : *LEFP*. Oct. 2009/6, p. 4.
- o « **Le trouble mental et l'impossibilité dorénavant relative d'agir en nullité** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 1^{er} juillet 2009 (*Pourvoi* n°08-13.518) : *LEFP*. Sept. 2009/5, p. 2.
- o « **Le dispositif réglementaire en application de la loi n°2007-308 réformant le droit des majeurs protégés et concernant l'accès à la profession de mandataire judiciaire à la protection des majeurs** », obs. sur des décrets d'application de la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 : *LEFP*. Avril 2009/1, p. 3.

6.12 – Mariage

- o « **Mariage de raison ne signifie pas absence d'intention matrimoniale** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 13 janv. 2021 (*Pourvois* n°19-16.703 et n°19-16.874) : *Solution Notaire Hebdo*, n°8 du 11 mars 2021, inf. 10, p. 10.
- o « **L'inopposabilité d'un mariage célébré à Las Vegas pour défaut d'intention matrimoniale** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 19 sept. 2019 (*Pourvoi* n°18-19.665 P) : *LEFP*. Nov. 2019/10, n°112j4, p. 5.
- o « **Date à laquelle s'apprécie la bonne foi, condition du mariage putatif** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 20 nov. 2013 (*Pourvoi* n°12-25.297) : *LEFP*. Févr. 2014/2, n°017, p. 2.
- o « **Maintien du critère chronologique de la bigamie** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 25 sept. 2013 (*Pourvoi* n°12-26.041) : *LEFP*. Nov. 2013/10, n°147, p. 2.
- o « **La captation patrimoniale est une limite à la liberté nuptiale et une cause de nullité du mariage** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 19 déc. 2012 (*Pourvoi* n°09-15.606) : *LEFP*. Janv. 2013/2, n°020, p. 3.
- o « **L'article 460 du Code civil relatif au mariage du curatelaire (Suite et fin)** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 5 déc. 2012 (*Pourvoi* n°11-25.158) : *LEFP*. Janv. 2013/2, n°021, p. 3.
- o « **L'article 460, al. 1^{er} du Code civil n'est contraire à aucun droit ou liberté que la Constitution garantit** », obs. sur Cons. const., déc. n°2012-260 QPC du 28 juin 2012 (*JO* 30 juin 2012, p. 10804) : *LEFP*. Sept. 2012/8, n°123, p. 4.
- o « **Transmission d'une QPC au Conseil constitutionnel sur l'exigence d'autorisation à mariage pour les curatelaire** », obs. sur Cass., civ. 1^{re}, 12 avril 2012 (*Pourvoi* n°11-25.158) : *LEFP*. Juillet 2012/7, n°106, p. 3.
- o « **L'exception de nullité du mariage pour bigamie est une question préjudicielle** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 26 octobre 2011 (*Pourvoi* n°10-25.285) : *LEFP*. Déc. 2011/11, n°170, p. 3.
- o « **Annulation posthume du mariage d'une personne placée sous sauvegarde de justice** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 4 mai 2011 (*Pourvoi* n°09-68.983) : *LEFP*. Juin 2011/6, n°091, p. 3.

6.13 – Divorce

- o « **L'équité et les conditions de refus de la demande de prestation compensatoire** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 28 février 2018 (*Pourvoi* n°17-11.979) : *LEFP*. Avril 2018/04, n°111f9, p. 4
- o « **Prononcé du divorce subordonné à la constitution d'une garantie par l'époux débiteur d'une prestation compensatoire en capital** », obs. sur Cons. const., décision n°2016-557 QPC : *LEFP*. Oct. 2016/9, n°149, p. 4.
- o « **La révision des modalités de la prestation compensatoire et les sûretés garantissant son paiement** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 11 sept. 2013 (*Pourvoi* n°12-25.753) : *LEFP*. Oct. 2013/9, n°131, p. 3.
- o « **Date des effets du divorce à propos des biens des époux** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 24 octobre 2012 (*Pourvoi* n°11-30.522) : *AJ famille*. Déc. 2012, p. 615.
- o « **Calcul de la prestation compensatoire : prise en compte de la pension d'invalidité** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 26 sept. 2012 (*Pourvoi* n°10-10.781) : *AJ famille*. Nov. 2012, p. 552.
- o « **Dommages-intérêts et séparation de corps** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 5 janv. 2012 (*Pourvoi* n°10-21.838) : *LEFP*. Févr. 2012/2, n°023, p. 5.
- o « **Jugement passé en force de chose jugée, malgré l'appel sur la seule prestation compensatoire** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 15 déc. 2010 (*Pourvoi* n°09-15.235) : *LEFP*. Févr. 2011/2, n°024, p. 4.
- o « **Le droit à prestation compensatoire indifférent à la vocation successorale** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 6 oct. 2010 (*Pourvoi* n°09-10.989) : *LEFP*. Nov. 2010/10, p. 5.
- o « **La date de naissance de la prestation compensatoire et de ses accessoires** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 8 juill. 2010 (*Pourvoi* n°09-14.230) : *LEFP*. Oct. 2010/9, p. 5.

- o « **Le régime juridique du paiement en nature de la prestation compensatoire** », obs. sur Cass., civ. 1^{re}, 12 nov. 2009 (*Pourvoi* n°08-19.166) : *LEFP*. Janv. 2010/1, p. 3.
- o « **Le droit à prestation compensatoire indifférent à la liquidation du régime matrimonial** », obs. sur Cass., civ. 1^{re}, 1^{er} juillet 2009 (*Pourvoi* n°08-18.486) : *LEFP*. Nov. 2009/7, p. 3.
- o « **La prestation compensatoire impayée et la procédure de recouvrement forcé** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 11 février 2009 (*Pourvoi* n°07-16.993) : *LEFP*. Juin 2009/3, p. 5.

6.14 – Concubinage et pacte civil de solidarité

- o « **Où la communauté de vie compromet l'enrichissement sans cause** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 10 juill. 2014 (*Pourvoi* n°13-21.382) : *LEFP*. Sept. 2014/9, n°137, p. 4.
- o « **Les droits sociaux du concubin survivant en cas de décès consécutif à une maladie professionnelle** », obs. sur Cass., civ. 2^e, 4 avril 2013 (*Pourvoi* n°10-19.233) : *AJ famille*. Mai 2013, p. 300 à 301.

6.15 – Libéralités, régimes matrimoniaux et successions

- o « **Conformité à la Constitution de l'incapacité de recevoir à titre gratuit de l'infirmière** », Obs. sur Cons. const., n°2022-1005 QPC, 29 juill. 2022 (*JO* du 30 juill., texte 134) : *SNH* 27_22, inf. 1, p. 5 à 6. – *LEFP*. Oct. 2022/10, DFP 201b1, p. 5.
- o « **Coup d'arrêt à l'extension des incapacités de disposer à titre gratuit ! Et après ?** », Obs. sur Cons. const., n°2020-888 QPC, 12 mars 2021 (*JO* du 13 mars, texte 066) : *LEFP*. Avril 2021/4, n°113n4, p. 1.
- o « **Les professions médicales et l'incapacité de recevoir à titre gratuit** », Obs. sur Cass., civ. 1^e, 16 septembre 2019 (*Pourvoi* n°19-15.818) : *JCP.*, éd. G., n°41, 5 oct. 2020, act. 1095, p. 1741 ; *LEFP*. Nov. 2020/10, n°113d8, p. 5.
- o « **Etendue des pouvoirs du JAF, juge de la liquidation des intérêts patrimoniaux du couple divorcé** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 30 janv. 2019 (*Pourvoi* n°18-14.150) : *LEFP*. Mars 2019/3, n°111x5, p. 5.
- o « **La suspension entre époux de la prescription civile** », obs. sur Cass., civ. 3^e, 30 novembre 2017 (*Pourvoi* n°15-22.861) : *LEFP*. Janv. 2017/1, n°110z3, p. 5.
- o « **La renonciation au droit de retour légal tombe sous le coup de la prohibition des pactes sur succession future** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 21 octobre 2015 (*Pourvoi* n°14-21.337) : *LEFP*. Déc. 2015/11, n°169, p. 4.
- o « **Nature juridique de la retraite complémentaire d'un époux commun en biens** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 30 avril 2014 (*Pourvoi* n°12-21.484) : *LEFP*. Juin 2014/6, n°085, p. 3.
- o « **La créance de salaire différé est une dette future grevant la communauté universelle** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 18 janvier 2012 (*Pourvoi* n°10-24.892) : *LEFP*, Mars 2012/3, n°042, p. 6.
- o « **Le recel successoral et la protection quasi parfaite du droit de propriété** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 28 septembre 2011 (*Pourvoi* n°10-18.380) : *LEFP*. Nov. 2011/10, n°153, p. 2.

6.16 – Filiation

- o « **Prescription de l'action en recherche de paternité, fratrie et contrôle de conventionalité** », obs. sur C.A. Caen, 20 oct. 2022, RG 21/02902 ; *Juris-Data* n°2022-017434 ; *JCP.*, éd. G., 20 mars 2023, n°11, 362, p. 570.
- o « **Le jeune homme et le mort** », obs. sur C.A. Caen, 9 janvier 2014, RG 09/01687 ; *Juris-Data* n°2014-1833 ; *JCP.*, éd. G., 10 mars 2014, n°10-11, 320, p. 495.
- o « **Est inconventionnelle l'impossibilité d'établir la filiation biologique** », obs. sur Cour EDH, 16 juin 2011, *Pascaud C/ France* (*Requête* n°19535/08) : *LEFP*. Nov. 2011/10, n°152, p. 2.

6.17 – Autorité parentale, administration légale des biens de l'enfant mineur

- o « **La distinction de l'acte d'administration et de l'acte de disposition dans la gestion d'un compte bancaire ouvert au nom du mineur** », obs. sur Cass. com, 12 juin 2025, n°24-13.604 : *LEFP*. Juillet-août 2025/7, DFP203b4, p. 6. – « **Le devoir de vigilance du banquier sur la gestion de l'épargne des mineurs** », *Solution Notaire Hebdo* du 26 juin 2025, n°24, éclairage, p. 2.
- o « **Prescription de l'action en responsabilité civile à l'encontre de l'administrateur légal** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 11 avril 2018 (*Pourvoi* n°17-12.732) : *LEFP*. Juin 2018/6, n°111h9, p. 2.
- o « **L'achat d'un scooter n'est pas un acte de la vie courante** », obs. sur C.A. Caen, 15 octobre 2015, RG 14/00044 ; *Juris-Data* n°2015-23422 ; *JCP.*, éd. G., 14 mars 2016, n°11, 306, p. 526.
- o « **L'administrateur légal écarté par le bienfaiteur du mineur** », obs. sur Cass. civ. 1^e, 10 juin 2015 (*Pourvoi* n°14-18.856) : *LEFP*. Sept. 2015/8, n°116, p. 3.
- o « **Manifestation de l'indisponibilité de l'autorité parentale** », obs. sur Cass. civ. 1^e, 8 octobre 2014 (*Pourvoi* n°13-25.632) : *LEFP*. Nov. 2014/10, n°151, p. 3.
- o « **L'auteur de la libéralité faite au mineur peut écarter l'administrateur légal de la gestion des biens donnés ou légués** », obs. sur Cass. civ. 1^e, 26 juin 2013 (*Pourvoi* n°12-25.946) : *LEFP*. Sept. 2013/8, n°117, p. 4.
- o « **La mère peut renoncer à l'assurance sur la vie contractée au profit de son enfant mineur** », obs. sur Cass. civ. 1^e, 18 mai 2011 (*Pourvoi* n°10-23.114) : *LEFP*. Juillet 2011/7, n°111, p. 5.

6.18 – Aliments

- o « **Point de départ de l'action alimentaire : assignation ou première demande comminatoire** », obs. sur Cass., civ. 1^e, 4 octobre 2017 (*Pourvoi* n°16-15.815) : *LEFP*. Nov. 2017/10, n°110w1, p. 5.
- o « **La distinction de l'aide sociale et de l'obligation alimentaire** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 4 novembre 2015 (*Pourvoi* n°14-25.377) : *LEFP*. Déc. 2015/11, n°165, p. 2.
- o « **La hiérarchie des obligations alimentaires** », obs. sur Cass. civ. 1^{re}, 4 nov. 2010 (*Pourvoi* n°09-16.839) : *LEFP*. Déc. 2010/11, p. 5.
- o « **Où l'obligation au paiement des frais funéraires de ses père et mère n'a plus de caractère alimentaire** », obs sur Cass., civ. 1^e, 28 janvier 2009 (*Pourvoi* n°07-14.272) : *LEFP*. Mai 2009/2, p. 5.

6.19 – Logement

- o « **La jouissance paisible du logement et les troubles anormaux du voisinage** », obs. sur Cass., civ. 2^e, 2 avril 2009 (n°08-15.619) : *LEFP*. Juin 2009/3, p. 2.
- o « **Attention à l'attribution de la seule jouissance exclusive du bail d'habitation par l'ordonnance de non-conciliation...** », obs. sur Cass., civ. 3^e, 1^{er} avril 2009 (*Pourvoi* n°08-15.929) : *LEFP*. Mai 2009/2, p. 4.

6.20 – Droit pénal et procédure pénale

- o « **Information du curateur de l'audience de prolongation de la détention provisoire** », obs. sur Cass., crim., 6 juin 2023 (*Pourvoi* n°23-81.726) : *LEFP*. Août-Sept. 2023/8 : DFP201s0, p 6.
- o « **Les espèces végétales protégées par le droit pénal de l'environnement** », obs. sur CA Caen, 13 janv. 2021, RG 19/02192 ; *Juris-Data* n°2021-1849 ; *JCP.*, éd. G., 15 mars 2021, n°11, 304, p. 519.
- o « **Les conditions du délit de non-représentation d'enfant** », obs. sur Cass. crim., 3 octobre 2012 (*Pourvoi* n°12-80.569) : *AJ famille* Déc. 2012, p. 614.

III. – AUDITION, CONFÉRENCES ET COLLOQUES

1. AUDITIONS À LA CHANCELLERIE, AU PARLEMENT, À LA COUR DES COMPTES, AU COMITÉ CONSULTATIF NATIONAL D'ÉTHIQUE (6)

- o *Accompagner la personne nécessitant une mesure de protection juridique dans l'exercice de ses droits et vers un parcours de vie inclusif.* – Participation au Groupe de Travail de la Haute Autorité de la Santé, réuni pour élaborer des Recommandations (46 p.). Séances plénières : 26 sept. 2023. – 27 nov. 2023. – 15 janv. 2024. – 26 mars 2024. – 21 mai 2024. – Relecture des fiches d'information « Droits des personnes protégées, 6 p. », « Budget de la personne protégée, 4 p. », « Santé de la personne protégée, 3 p. », « Logement de la personne protégée, 3 p. ». – Conception de la fiche « Médecin inscrit sur la liste du procureur de la République, 10 p. ».
- o *États généraux des maltraitances. Penser les protections juridique et sociale à partir des droits des personnes à être entendues et soutenues dans une société solidaire.* – Contribution au Groupe de Travail interministériel présidé par Mme Anne CARON-DÉGLISE, *Avocate générale à la Première Chambre civile de la Cour de cassation*. Contribution de 15 p. Rapport remis à M. Jean-Christophe COMBE, Ministre des Solidarités, et à Mme Geneviève DARRIEUSSECQ, Ministre déléguée chargée des Personnes Handicapées, rendu public le 18 juillet 2023 (56 p.).
- o *Avis 139 du Comité consultatif national d'éthique. Questions éthiques relatives aux situations de fin de vie : autonomie et solidarité.* – Contribution puis Audition du jeudi 6 janvier 2022 sur les caractères du droit de la fin de la vie et l'opportunité de légiférer sur l'aide active à mourir (prescription d'un produit léthal avec ou sans assistance médicale à l'administration). Rapport rendu public le 13 sept. 2022 (63 p.).
- o *Mission d'information sur les droits fondamentaux des majeurs protégés.* – Contribution à la Commission des Lois de l'Assemblée nationale. Document de 20 pages cosigné par deux représentations nationales de mandataires judiciaires à la protection des majeurs : la FNMJi et l'ANDP. Questionnaire écrit du 21 janvier 2019. Rapport d'information présenté par Mme Caroline ABADIE, député de l'Isère, et M. Aurélien PRADIÉ, député du Lot : Assemblée Nationale, 15^e législature, n°2075 (95 p.).
- o *L'évolution de la protection juridique des majeurs. Reconnaître, soutenir et protéger les personnes les plus vulnérables.* – Contribution au Groupe de travail interministériel présidé et rédigé par Mme Anne CARON-DÉGLISE, *Avocate générale à la Première Chambre civile de la Cour de cassation*. Document de 15 pages communiqué au groupe de travail au terme de 6 jours de travaux à la Chancellerie en vue de la journée de restitution du 5 juillet 2018. Le rapport (103 p.) et son annexe (372 p.) ont été remis à Mme Nicole BELLOUBET, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et à Mme Agnès BUZIN, Ministre de la santé et de la solidarité le vendredi 21 sept. 2018.
- o *La protection juridique des majeurs. Une réforme ambitieuse, une mise en œuvre défailante.* – *Rapport de la Cour des comptes* rendu public le 4 octobre 2016, 117 p. Contribution écrite à une enquête de la Cour des comptes. – Audition informelle à la Cour des comptes par MM. Paul de PUYLAROQUE et Jean-Michel CAMPOMIER, Conseillers rapporteurs (Paris, 1^{er} arr., 13 rue Cambon, 30 juin 2016). Suivie de la remise d'une contribution écrite. – Audition solennelle par la formation interchambre relative à la protection des majeurs présidée par M. Roch-Olivier MAISTRE. (Paris, 1^{er} arr., 13 rue Cambon, 5 sept. 2016).
- o « **10 propositions pour compléter le statut de mandataire judiciaire à la protection des majeurs et améliorer la protection juridique des majeurs** ». – Audition au Sénat par Mme Catherine DI FOLCO (*Sénatrice du Rhône – Commission des Lois*), M. Georges LABAZÉE (*Sénateur des Pyrénées Atlantique. – Commission des affaires sociales*) et M. Gérard ROCHE (*Sénateur de Haute-Loire – Commission des affaires sociales*), Rapporteurs sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'adaptation de la société au vieillissement, articles 26 à 28 *quater* (Paris, 5^e arr., Palais du Luxembourg, 17 février 2015).

2. ORGANISATION DE COLLOQUES (25) OU DE CYCLE DE CONFÉRENCES (1)

- o Les 4 avril 2025 (Caen, faculté de droit), 2 et 3 octobre 2025 (Bordeaux, faculté de droit), *Re-réformer la protection juridique des majeurs : pourquoi ? comment ? jusqu'à quel point ?* Colloque organisé avec Jean-Marie PLAZY, professeur Univ. Bordeaux, 3 oct. 2025. **À venir**
- o Les 31 mai 2024 (Nice, faculté de droit) et 1^{er} juin 2024 (Monaco, Palais de justice), *La protection juridique des majeurs en France et en principauté de Monaco, entre idéal, efficacité et réalité*. Colloque organisé avec Anne-Sophie SIEW-GUILLEMIN, maître de conférences Univ. Nice et Magali RIVOLI, agréée mandataire judiciaire à la protection des personnes.
- o Le 11 avril 2024 (Caen), *Majeurs protégés, maltraitance financière et droit bancaire : retour sur les difficultés pratiques*. Colloque organisé avec Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE, pour faire dialoguer les juges des tutelles, les MJPM et les établissements de crédit. Travaux qui donneront lieu à publication chez LexisNexis, collection Actualité, **à paraître 2025**.
- o Le 1^{er} février 2024 (Rouen), *L'autonomie des personnes très vulnérables (handicap ou grand âge) : entre proclamation, protection et difficultés de mise en œuvre*. Colloque organisé avec Amélie DIONISI-PEYRUSSE. – Partenariat CUREJ & ICREJ. – *Actes parus à la RDSS 2024/6*, 7 études, p. 925 à 985.
- o Le 7 avril 2023 (Caen), *Les majeurs protégés face à la justice pénale* [acte 3]. Colloque organisé avec Agnès CERF-HOLLENDER (Université de Caen Normandie ; Institut Caennais de Recherche Juridiques ou ICREJ). Colloque préparé en 2020 reporté à 3 reprises. 29 études publiées in *Le majeur protégé face à la justice pénale*, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, coll. Colloques & Essais, t. 180, Juillet 2023, 366 p. [acte 4]
- o Le 7 octobre 2022 (Clermont-Ferrand), *Le majeur protégé sous main de justice* [Le majeur protégé face à la justice pénale – acte 2], Colloque organisé avec Marie NICOLAS-GRÉCIANO, Sophie PRÉTOT (Université Clermont Auvergne), Aurélie DEMMER et Jean-Didier NAUTON, directeurs du SPIP du Cantal et du Puy-de-Dôme.
- o Le 10 juin 2022 (Brest), *Soins psychiatriques sous contrainte : quels droits ? Quels contrôles ? Quels soins ?* Colloque organisé avec le juge Marc GRIMBERT, magistrat au Tribunal judiciaire de Quimper. 9 études publiées in *RGDM*, n°85, déc. 2022, Dossier, p. 9 à 119.
- o Le 3 juin 2022 (Lille), *L'individualisation de la mesure de protection juridique d'un majeur par le MJPM*. Colloque organisé avec le CREA des Hauts-de-France et la COMAJEPH, à l'Université Catholique de Lille. – Travail de préparation en visioconférence depuis sept. 2021.
- o Le 8 avril 2022 (Caen), *Actualité juridique du mandat de protection juridique (la santé, l'adoption, la responsabilité pénale* [Projet de recherche : Le majeur protégé face à la justice pénale – acte 1]). Colloque organisé avec Agnès CERF et Laurence MAUGER-VIELPEAU, Fanny ROGUE (Université de Caen Normandie ; ICREJ, anc. Institut Demolombe).
- o Le 4 mars 2022 (Brest), *Les 20 ans de la loi n°2002-303 du 4 mars 2002*. Colloque organisé avec Sandrine BIAGINI-GIRARD (UBO ; Lab-LEX, EA 7480). Publication des actes **à venir**.
- o Le 1^{er} février 2022 (Brest), *Regards croisés sur le rapport de la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église*. Colloque du Lab-LEX (UR 7480).
- o Le 6 mars 2020 (Brest), *Le juge des vulnérabilités*. Colloque organisé avec Muriel REBOURG (UBO ; Lab-LEX, EA 7480). Publication des actes chez LexisNexis. 8 études publiées in *Dr. famille*, n°5, mai 2020, Dossier 10 à 17, p. 8 à 36.
- o Le 8 mars 2019 (Brest) et le 26 avril 2019 (Caen), *Bilan des 10 ans d'application de la loi du 5 mars 2007 et perspectives de réforme*. Colloque organisé avec Muriel REBOURG (Université de Brest ; Lab-LEX, EA 7480) et Annick BATTEUR (Université de Caen Normandie ; Institut Demolombe, EA 967). Actes publiés chez LexisNexis, Hors collection, 2020.

- o **Le 13 avril 2018 (Caen), *La gestion dynamique du patrimoine de la personne protégée. Journée dédiée au Professeur Jean Hauser.*** Seul coordonnateur. Publication des actes dans un ouvrage publié par l'Institut Varenne (*en cours*) dont est extrait un dossier paru à la revue *Droit et Patrimoine*, Sept. 2018, p. 23 à 53 (6 études publiées).
- o **Le 7 avril 2017 (Caen), *La vie privée du majeur protégé. Journée dédiée au Juge Thierry Verheyde.*** Seul coordonnateur. Actes du colloque publiés dans les *Mélanges Thierry Verheyde* : éd. Mare & Martin, 2019, 572 p. (44 auteurs et 62 textes)
- o **Le 25 mars 2016 (Caen), *L'habilitation familiale : examen critique d'une nouvelle mesure de protection juridique.*** Seul coordonnateur. – 10 études publiées in *Dr. famille*, n°11, Nov. 2016, Dossier 39 à 48, p. 11 à 46.
- o **Les 19 et 20 mars 2015 (Caen), *Éthique et conditions de la fin de vie : approche pluridisciplinaire et internationale.*** Coordonnateur et Directeur scientifique, avec Annick BATTEUR et d'autres membres de l'Espace de Réflexion Éthique de Basse-Normandie (EREBN) : *672 inscrits sur deux jours*. Actes parus aux éditions Mare & Martin, coll. Science et droit, 2016, 416 pages. (31 auteurs et 32 textes)
- o **Le 21 mars 2014 (Caen), *De la distinction de la personne et des biens du majeur protégé.*** Seul coordonnateur. Actes parus avec ceux du Colloque de Bordeaux du 7 février 2014, chez LexisNexis avec Jean-Marie-PLAZY, sous le titre *Le patrimoine de la personne protégée*, LexisNexis, « Hors collection », Févr. 2015. (23 auteurs et 27 textes)
- o **Le 19 octobre 2012 (Caen), *Mandataire judiciaire à la protection des majeurs : état des lieux d'un statut professionnel et perspectives d'évolution.*** Seul coordonnateur. – Dir. scientifique : collaboration de Mmes Annick BATTEUR & Laurence MAUGER-VIELPEAU. – 6 études publiées in *Dr. famille*, n°12, déc. 2012, Dossier 12 à 17, p. 13 à 34.
- o **Du 9 nov. 2011 au 3 mai 2012 (Caen). Cycle de conférences ouvert à tous les étudiants de master 2 de la Faculté de droit de Caen et de l'Institut d'études judiciaires.** Coll. avec Mme Anne-Sophie CHONÉ-GRIMALDI.

Les positions bioéthiques du législateur après la loi du 7 juillet 2011, par Gilles RAOUL-CORMEIL (Mercredi 9 nov. 2011, 18 h. – 20 h., *amphithéâtre Demolombe*).

Le droit de l'Inde, par Alba NEGRI, *Professeur de droit comparé à l'Université de Pavie (Italie)* (Mercredi 23 novembre 2011, 18 h. – 20 h., *amphithéâtre Oresme*).

L'illicéité de la preuve en droit de la famille, par Frédéric BICHERON, *Professeur de droit privé à l'Université de Nantes* (Lundi 23 janvier 2012, 10 h. – 12 h., *amphithéâtre Héron*).

Le Code civil à l'épreuve des questions prioritaires de constitutionnalité, par Vincent MAZEAUD, *Université de Paris X Nanterre* (Jeudi 16 février 2012, 17 h. – 19 h., *amphithéâtre D3*).

Le nouveau droit de la prescription, par Cyril GRIMALDI (Vendredi 27 avril 2012, 16 h. – 18h., *amphithéâtre Demolombe*).

Le droit de gage général (à propos de l'EIRL), par Philippe CHAUVIRÉ, *Université de Paris I – Sorbonne* (Jeudi 3 mai 2012, 16 h. – 17 h., *amphithéâtre Héron*).
- o **Le 17 juin 2011 (Caen), *Droit des majeurs protégés : difficultés pratiques.*** Seul coordonnateur. Actes publiés in Dalloz, coll. Thèmes & Commentaires, 2012, 294 p. (**21 auteurs et 21 textes**)
- o **Le 8 octobre 2009 (Caen), *Le droit des aliments.*** Dir. scientifique : coll. de Mmes Annick BATTEUR et Laurence MAUGER-VIELPEAU, **7 études publiées** aux *Petites affiches* (n°125 du 24 juin 2010, 56 p.). - Compte-rendu : Isabelle DAURIAC, *RTD civ.* 2010/4, p. 843.
- o **Les 20 et 21 mars 2008 (Caen) : *Le statut du majeur protégé après la loi du 5 mars 2007.*** Dir. scientifique : coll. de Mmes Annick BATTEUR et Laurence MAUGER-VIELPEAU, actes publiés à la *Semaine juridique*, pour le volet contractuel et patrimonial (*JCP.*, éd. N., n°36 du 5 sept. 2008,

études 1267 à 1277, p. 17 à 65) et à la *Revue droit sanitaire et sociale*, pour le volet personnel et social (*R.D.S.S.* 2008-3, p. 807 à 850). (16 auteurs et 17 textes)

- o **Le 15 sept. 2006 (Caen) : Le droit de la filiation après l'ordonnance du 4 juillet 2005.** Colloque organisé avec Annick BATTEUR et Laurence MAUGER-VIELPEAU, actes publiés (*Petites aff.*, n°122 du 19 juin 2007, n°128 du 27 juin 2007 et n°132 du 3 juillet 2007).

3. ORGANISATION DE JOURNÉE D'ÉTUDES (1)

- o « **Le juge et la fin de vie** », École Nationale de la Magistrature, Formation continue des magistrats, *Session* organisée avec Anne CARON-DÉGLISE, *Présidente de chambre, Cour d'appel de Versailles* (Paris, Quai aux fleurs : 15 au 17 nov. 2017 ; 14 et 15 nov. 2016).

4. COMMUNICATIONS / CONFÉRENCES (211)

4.1 – Sources du droit

- o « **Présentation du rapport Sauvé ou la difficulté d'articuler le droit étatique et le droit canonique** », in Regards croisés sur le rapport de la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église. *Colloque* du Lab-LEX (Brest, 1^{er} février 2022). – Conférence pour le Collège d'excellence de la Faculté de droit (Caen, 22 mai 2023).
- o « **Prolégomènes** », in Droit, mythes et légendes, *Colloque* des doctorants du Lab-LEX (EA 7480), organisé par Marion TALBOT et Quentin LE PLUARD (Brest, 7 févr. 2020).
- o « **Peut-on pardonner et demander pardon pour autrui ? Analyse à partir du droit des majeurs protégés et du droit de la famille** », in Droit et pardon, *Colloque* organisé par Elise LHERITIER. – Lab-LEX (Vannes, UBS, 1^{er} – 2 déc. 2022).
- o « **Quels aménagements de l'exercice des droits des personnes protégées en ligne ?** », Le renouvellement du droit civil sous l'influence du numérique, *Colloque* organisé par Thibault DOUVILLE. – 28^e Journée nationale de l'Association Henri Capitant (Caen, 31 mars 2023).

4.2 – Droit des biens et des sûretés réelles

- o « **La protection des animaux d'élevage. Aspects juridiques** », in La protection animale. L'approche catégorielle, *Colloque* organisé par François-Xavier ROUX-DEMARE (Brest, 7 nov. 2019). – Audition par l'Académie de l'agriculture de France (Webinaire, 18 mars 2021), section 3 Production animale (Gérard MAISSE) et section 4 Sciences humaines et sociales (Marie-Françoise CHEVALLIER-LE GUYADER), dans le cadre d'une lettre de mission sur le statut de l'animal de rente, avec François COLLART-DUTILLEUL.
- o « **Le cheval et le droit. Aspects de droit civil** », in Le cheval et le droit, *Colloque* organisé par Armelle GOSSELIN-GORAND et Agnès CERF (Alençon, 26 sept. 2014).
- o « **Le droit des sûretés réelles après l'ordonnance n°2006-346 du 23 mars 2006** », *Conférence donnée avant l'intervention de M. Christophe Weber*, sur les sûretés immobilières en droit allemand, dir. Jocelyne VALLANSAN (Caen, Faculté de Droit, 20 nov. 2006).

4.3 – Droit des obligations et des sûretés personnelles, Droit bancaire et des assurances

- o « **Le contrat de protection future des animaux domestiques** », in Thibault GOUJON-BETHAN et Hania KESSOUL, *Le droit des contrats à l'épreuve de l'animal ?* (Univ. Lyon 3, 14 juin 2024).
- o « **Le majeur protégé et la souscription du contrat d'assurance** », in *Santé mentale et assurance*, *Colloque* organisé par Amandine CAYOL et Mathias COUTURIER, Directeurs du master assurance de l'Université de Caen (Caen, 17 juin 2022).
- o « **Le mandat de protection animale. Réflexions sur l'hypothétique article 515-15 du Code civil** », in Aloïse QUESNE (dir.), *Quel(s) droit(s) pour les animaux ?* (Webinaire, 10 déc. 2021).

- o « **Le nouveau droit du cautionnement (définitions, formation et validité)** », *Conférence d'actualité* organisé par Thibault DOUVILLE et Jean-Christophe PAGNUCCO, avec Delphine BAZIN-BEUST, Fanny ROGUE, Catherine GOLHEN, Mathieu THIBERGE, Thierry LE BARS et Laurence MAUGER-VIELPEAU : L'ordonnance du 15 septembre portant réforme du droit des sûretés (Caen, Faculté de Droit, 23 nov. 2021).
- o « **Le viager : quelles opportunités ?** », in Journée d'actualité du droit notarial organisée par Mustapha MEKKI, Directeur de l'INFN (INFN, Paris, 8 avril 2021).
- o « **Actualité de droit bancaire** », *Journée d'études* organisée par l'École des Avocats du Grand-Ouest (EDAGO) (Bruz - Rennes, 12 déc. 2019 ; 26 nov. 2021 ; 17 févr. 2023) avec Me Arnaud GAONAC'H, avocat au Barreau de Quimper.
- o « **Actualité de droit des assurances** », *Journée d'études* organisée par l'École des Avocats du Grand-Ouest (EDAGO) (Bruz - Rennes, 14 mars 2019 ; 3 déc. 2020) avec Me Arnaud GAONAC'H.
- o « **Le nouveau droit des contrats et les personnes protégées** (Loi n°2018-287 du 20 avr. 2018 ratifiant l'ordonnance n°2016-131 du 10 févr. 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations) », *Commission famille du Barreau de Paris*, (Paris, Maison du Barreau, 3 mai 2018) avec Me Delphine BASILLE-DUPREZ.
- o « **La réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations issue de l'ordonnance du 10 février 2016. Un an après son entrée en vigueur** », *Journée d'études* organisée par l'École des Avocats du Grand-Ouest (EDAGO) (Rennes, 20 octobre 2017) avec Thibault DOUVILLE.
- o « **Présentation de la réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations issue de l'ordonnance du 10 février 2016** », *Journée d'études* organisée par l'École des Avocats du Grand-Ouest (EDAGO) (Rennes, 16 juin 2016 et 2 février 2017. – Brest, 24 juin 2016) avec Thibault DOUVILLE. – Conférence reprise pour le Barreau de l'Eure (Maison du droit d'Évreux, 2 déc. 2016).
- o « **Le consentement** », in La réforme du droit des obligations, *Colloque* organisé par Christophe ALLEAUME (Caen, 29 avril 2016).
- o « **Le paiement et les incapacités** », in Le paiement, *5^e Université d'été, Colloque* organisé par Marc MIGNOT et Jérôme LASSERRE-CAPDEVILLE (Strasbourg, 26 et 27 sept. 2013).
- o « **Le consommateur est-il un incapable ?** », in 40 ans de droit de la consommation – Bilan et perspectives, *Colloque organisé par le Centre de droit de la consommation et du marché*, dir. Daniel MAINGUY et Malo DEPINCÉ (Montpellier, 28 sept. 2012).
- o « **L'obligation d'information du créancier professionnel après la réforme du crédit à la consommation** », in L'endettement, *Colloque organisé par Pierre CAGNOLI* (Alençon, antenne de la Faculté de droit de l'Université de Caen Basse-Normandie, 6 avril 2012).
- o « **L'obligation de contracter de bonne foi** » in La bonne foi dans les relations contractuelles, *Journée de formation continue pour les magistrats organisée par Nicole COMBOT* (Paris, Ecole Nationale de la Magistrature, 15 novembre 2011).
- o « **La position de la France sur l'harmonisation du droit privé dans l'Union européenne à l'époque de la réforme du droit français des obligations. Rapprochement ou atermoiement ?** » (Univ. Jagellonnienne de Cracovie, dir. Pr. Fryderyk ZOLL, Dir. du Centre d'études des droits étrangers, 17 juin 2008).
- o « **Convergence de la terminologie contractuelle pour quelle harmonisation du droit ? (Etude à partir de la bonne foi et d'autres concepts spécifiques au droit français des contrats, ou commun au Code civil et aux codifications de droit privé européen)** » (Univ. Jagellonnienne de Cracovie, dir. Pr. Fryderyk ZOLL, Dir. du Centre d'études des droits étrangers, 18 juin 2008).

- o « **Contribution à l'étude des notions contraires (Analyse menée à partir des notions de bonne et de mauvaise foi)** ». *Intervention dans le cadre de l'Ecole doctorale Droit Normandie*, dir. Gilles LEBRETON (Le Havre, Faculté des affaires internationales, 22 mars 2004).
- o « **La distinction imparfaite entre le dol et la fraude (Variations sur l'illicite)** ». *Intervention dans le cadre de l'Ecole doctorale Droit Normandie*, dir. M. Pierre BRUNET (Caen, Faculté de droit, 7 mai 2003).
- o « **La notion de consommateur en droit français à la lumière du droit communautaire** ». *Les échanges entre l'Université de Caen et l'Université de Würzburg*, dir. Jocelyne VALLANSAN (Würzburg, Faculté de Droit, 8-12 avril 2002).

4.4 – Droit des incapacités et des personnes vulnérables

- o « **La contractualisation de la prise en charge de la vulnérabilité : mandat de protection future et fiducie-gestion** » : *Conférence* donnée avec Me Charlotte ROBBE, avocat au Barreau de Paris, in *Campus Paris – Formation des avocats du Barreau de Paris* (Cité internationale universitaire de Paris, 17 bd Jourdan, 75014 Paris, 8-9-10 juillet 2025).
- o « **La solitude du majeur protégé face aux impératifs de la fraternité en droit français** », in Colloque organisé par le Curateur public du Québec et le Barreau de Montréal, 25^e journée de la protection juridique des adultes vulnérables (Montréal, Palais des Congrès, 7 février 2025).
- o « **L'équilibre entre le médical et le judiciaire dans la protection juridique des personnes vulnérables** », Conférence organisée par Mme la Professeure Anne-Marie SAVARD, titulaire de la Chaire Antoine-Turmel, Université de Laval (Québec, 5 février 2025).
- o « **Les incapacités de protection : classifications et principes directeurs** », Conférence organisée par Mme la Professeure Anne-Marie SAVARD, titulaire de la Chaire Antoine-Turmel, Université de Laval (Québec, 4 février 2025).
- o « **La protection juridique des majeurs : principes et mise en œuvre** » : *Conférence* donnée avec Mme la juge Cécile LE GAC, magistrate, Coordinatrice des formations Civil / JCP à l'ENM, et Me Letizia MONNET-PLACIDI, avocat au Barreau de Paris, in *États généraux du droit de la famille et du patrimoine* (Conseil National des Barreaux, Maison de la Chimie, 30 janv. 2025).
- o « **La tiercéisation ou l'incapacité d'exercice de protection** », in *Colloque : Le tiers dans le Code civil*, avec Aude DENIZOT, Quentin LE PLUARD, Audrey LOSSOUARN, Charlotte GOLDIE-GENICON, dir. Martial NICOLAS et Marion TALBOT (UBO, Brest, amphi 123, 29 nov. 2024).
- o « **Sortir de l'alternative assistance / représentation** », avec Nathalie PETERKA, Marc AZAVANT, Juliette DUGNE et Guillaume MILLERIOUX, in *Colloque : Protection des majeurs en vulnérabilité : regards croisés France-Québec sur un droit en mutation*, dir. Maryline BRUGGEMAN et Anne-Marie SAVARD (Université de Toulouse, amphi E, 25 oct. 2024).
- o « **L'avenir de la protection en matière patrimoniale : vers la suppression de la représentation ?** », avec Sabine MAZEAUD-LEVEUR, Jean-Marie PLAZY, David NOGUÉRO et Michel GRIMALDI, in *Colloque : Les métamorphoses de la protection juridique des majeurs*, dir. Anne CARON-DÉGLISE et Nathalie PETERKA (Cour de cassation, Grand'Chambre, 18 oct. 2024).
- o « **L'autodétermination, son fondement et ses enjeux par les droits fondamentaux et la responsabilité extracontractuelle** », in *Colloque UNAPEI Normandie : L'autodétermination, ma liberté d'agir*, animé par Jacques SERPETTE (Crédit agricole, amphi Azur, 14 oct. 2024).
- o « **La place des personnes vulnérables dans les lois de bioéthique** », Premier Colloque inter-régional d'éthique en santé Bretagne-Normandie EREB & EREN, table ronde avec Anne CARON-DÉGLISE, Régis AUBRY et Grégoire MOUTEL (Saint-Malo, Palais des Congrès, 11 oct. 2024).
- o « **Atouts et points de vigilance de la transition numérique de la protection juridique des majeurs** », avec François PRIET, Gaëtan GIVEL et Julien KOUNOVSKI, in *Colloque : Protection*

juridique des majeurs & transition numérique, organisé par Tutelle au quotidien, Ludovic CHEVAL, Catherine MORGE et Karine LEFEUVRE (Paris, INFN, 8 octobre 2024).

- o « **Ouverture, exposé des missions du MJPM (patrimoine, logement, santé), rapport de synthèse** », in *Colloque* : Protection juridique des majeurs : MJPM et professionnels du secteur social et médico-social : éthiques ensemble ?, organisé par UDAF 11, 31 et 48, URAF d'Occitanie (Narbonne, Palais du travail, 1er octobre 2024). – Interventions similaires dans deux autres colloques organisés par l'UDAF76 (Rouen, La Halle aux Toiles, 19 nov. 2024), l'UDAF 12 et l'ATAL : Bientraitance et protection juridique des majeurs (Rodez, Cinéma, 6 mars 2025).
- o « **Présentation du plaidoyer pour la reconnaissance d'un statut fiscal du protecteur familial** », in *Colloque* : La solidarité intergénérationnelle ou la protection juridique des majeurs face au défi des générations, dir. Mmes Jacqueline JEAN, Nathalie PETERKA et Laurence GATTI, Association Française de Formation des Curateurs et des Tuteurs dite AFFECT (Arcachon, centre des Congrès, 28 septembre 2024).
- o « **Les écrits judiciaires du mandataire judiciaire à la protection des majeurs (requêtes courantes, compte-rendu de gestion, rapport de diligence, émoluments exceptionnels, décharges pour opposition d'intérêts)** », Journées de formation continue (Bordeaux, 27 sept. 2024. – Caen, 21 mars 2025) avec la participation de Me Lucile MOURGUES, Sabine SCHELL et Thomas LAURENT, mandataires judiciaires à la protection des majeurs exerçant à titre individuel.
- o « **Regards croisés sur les grands principes de la protection des majeurs** », *Colloque* : La protection juridique des majeurs en France et en principauté de Monaco, entre idéal, efficacité et réalité, dir. Anne-Sophie SIEW-GUILLEMIN (1^{er} jour : Nice, Faculté de droit, 31 mai 2024). & « **Propos conclusifs** » (2^e jour : Monaco, Palais de justice, 1^{er} juin 2024).
- o « **La protection des biens : opposition d'intérêts, classification des actes patrimoniaux et conséquences de la déjudiciarisation de la tutelle sur la curatelle, mandat conventionnel, libéralités** », Journée de formation continue des juges des tutelles des majeurs, organisée par l'École Nationale de la Magistrature, sous la direction scientifique de Mme Cécile LE GAC, JCP, TJ Poitiers, et M. Christophe BOUVOT, JCP, TP Sucy-en-Brie (Paris, ENM, 22 mai 2024. – Paris, 27 nov. 2024. – Paris, 15 mai 2025).
- o « **La capacité électorale de tous les majeurs protégés. Contextualisation d'une évolution** », avec Camille AYNÈS, Ingrid MARIA, Éric PÉCHILLON et Stéphanie RENARD, in *Colloque* : La déficience intellectuelle et les élections, dir. Vincent BOYER et Jeanne CHARLOTIN-KERVAZO (UBS, Faculté de droit & Lab-LEX : Vannes, 23 mai 2024).
- o « **Pluralité des mesures ou mesure unique ?** » : Séminaire "Penser le droit des majeurs vulnérables", dir. Sophie PRETOT, Florence BELLIVIER, Emmanuel JEULAND, Xavier LAGARDE et Christophe VERNIERES (IRJS Institut de recherche juridique de la Sorbonne, 5 avril 2024).
- o « **La durée de la mesure : mise en œuvre initiale et révision** » : Colloque : Le(s) temps dans la protection juridique des majeurs, dir. Ingrid MARIA (Grenoble, Université Grenoble Alpes, Maison Jean Kuntzmann, 21-22 mars 2024).
- o « **État civil et capacité : quelle mention pour la vulnérabilité ?** » : Colloque de restitution : État civil et identité, évolutions contemporaines, dir. Amélie GOGOS-GINTRAND et Stéphanie MORACCHINI-ZEIDENBERG (Bordeaux, Pey Berland, 14-15 mars 2024).
- o « **L'intérêt des mesures de protection juridique face à la protection spontanée** » : Colloque : L'autonomie des personnes très vulnérables (handicap et grand âge) : proclamation, protection et difficultés de mise en œuvre, dir. Amélie DIONISI-PEYRUSSE et Gilles RAOUL-CORMEIL (Rouen, Faculté de droit, amphithéâtre 300, 1^{er} février 2024).
- o « **La protection juridique des majeurs : principes et mise en œuvre** » : *Conférence* donnée avec M. le juge David CLEUZIQU, juge des contentieux de la protection au Tribunal judiciaire de Lille, et Me Diego POLLET, avocat au Barreau de Paris, in *États généraux du droit de la famille et du patrimoine* (Conseil National des Barreaux, Maison de la Chimie, 25 janv. 2024).

- o « **Pourquoi penser l'anticipation par le mandat de protection future ?** », avec Mme Anne CARON-DÉGLISE : in Colloque : Le mandat de protection future dans tous ses états, dir. Sylvie MOISDON-CHATAIGNER et Jean-Didier AZINCOURT (Faculté de droit : Rennes, 17 nov. 2023).
- o « **Les limites de l'autonomie de la personne protégée** » : *Webinaire* organisé par Mme Aurélie PÉCAULT, Mutuelle générale des affaires sociales (MGAS, 17 octobre 2023).
- o « **Rapport de mission interministérielle de Mme Anne CARON-DÉGLISE : 'Penser les protections juridique et sociale à partir des droits des personnes les plus vulnérables à être entendues et soutenues dans une société solidaire'. Contribution aux Etats généraux de la maltraitance** », Conférence pour l'ICREJ avec Philippe GOUBET, dir. service banque inclusive du Crédit agricole de Normandie (Faculté de droit, amphi D3, 13 oct. 2023).
- o « **Accompagnement, Préférence, Lésion : trois notions pour bâtir la protection juridique des majeurs** », Conférence : première rencontre interprofessionnelle des UDAF de Normandie consacrée à l'accompagnement (Caen, Faculté de droit, amphi Grémillion, 10 oct. 2023).
- o « **Le sens, la diversité et l'étendue de la protection juridique des majeurs** », Assemblée générale de l'association Huntington France, dir. Christian LE FAHLER, délégué de la région Bretagne et Pays de la Loire AHF (Angers, Ethic Etape, 7 oct. 2023).
- o « **Le droit de l'évaluation tendant à la constatation des altérations personnelles** », 9^e Colloque Protection juridique des majeurs, dir. Karine LEFEUVRE et Sylvie MOISDON-CHATAIGNER (Ministère affaires sociales et santé, 14 av. Duquesne, Paris 7^e, 27 juin 2023).
- o « **Le notaire face aux incapacités** », Journée de formation continue des notaires, organisée par la Chambre régionale des Notaires près la Cour d'appel de Rouen, avec Dr Elisabeth THOMAS, médecin psychiatre, expert judiciaire, et le juge Loïc FROSSARD (Rouen, Institut des métiers du Notariat, 10 mai 2023. – Caen, 11 mai 2023).
- o « **La protection des biens : présentation du dispositif légal et réglementaire** », Journée de formation continue des juges des tutelles des majeurs, organisée par l'École Nationale de la Magistrature, sous la direction scientifique de M. David CLEUZIQU et Mme Amélie KAMENNOFF (Paris, ENM, 1^{er} juin 2022. – Paris, ENM, 23 mai 2023).
- o « **Le certificat médical circonstancié et les avis des médecins inscrits sur la liste du procureur de la République** », in *Conférence* donnée aux médecins inscrits sur la liste du procureur de la République du Tribunal judiciaire de Caen, avec le juge Gaël ABLINE (Caen, Tribunal judiciaire, 31 mars 2023).
- o « **L'avocat dans la procédure devant le juge des tutelles des majeurs** » : *Conférence* donnée avec M. le juge David CLEUZIQU, juge des contentieux de la protection au Tribunal judiciaire de Lille, et Me Diego POLLET, avocat au Barreau de Paris, in *Etats généraux du droit de la famille et du patrimoine* (Conseil national des Barreaux, Maison de la Chimie, 26 janv. 2023).
- o « **L'habilitation familiale : principes, limites et perspectives. – L'acte à titre gratuit** », Journée de formation continue des juges des tutelles des majeurs sur le principe de subsidiarité et l'intérêt du majeur protégé (Paris, ENM, 30 nov. 2021, sous dir. Mme Soizic HELLEUX, JCP au TJ des Sables d'Olonne. – Paris, ENM, 29 nov. 2022, 28 nov. 2023, sous dir. M. David CLEUZIQU, JCP, TJ Lille, et Mme Amélie KAMENNOFF, JCP, TJ de Lorient).
- o « **La délimitation des pouvoirs du MJPM** », in *Colloque* : Quelle place pour les personnes protégées ? Entre droit(s) et réalité(s), dir. M. Maxime DELOUVÉE, UDAF des Deux-Sèvres, et Mme Sophie MANQUANT, Association Tutélaire et d'Insertion, ATI 79 (Niort, 10 nov. 2022).
- o « **Les personnes majeures protégées entrant dans les minorités sexuées, sexuelles et genrées** », avec Kazuma YAMASHIRO (Univ. Wasada), in Mme Yoshie ITO, MM. Benjamin MORON-PUECH (Univ. Lyon 2) et Tetsuhi SAITO (dir.), Droits humains et MISSEG : regards franco-japonais (*Colloque* Université de Tokyo, Faculté de droit, amphi 31 : 5 et 6 nov. 2022).

- o « **Ouverture de l'habilitation familiale : présentation** », in Jean-Jacques LEMOULAND et Jean-Marie PLAZY (dir.), *L'habilitation familiale : bilan et perspectives*. – CERFAPS et IRDAP (Colloque Bordeaux, 28 oct. 2022).
- o « **Rapport de synthèse** (Le majeur protégé sous main de justice) » : *Colloque* du Centre Michel de l'Hospital, organisé avec la Chaire Jean Monnet et le Service pénitentiaire d'insertion et de probation du Puy de Dôme et du Cantal, sous la codirection scientifique de Mmes Marie NICOLAS-GRECIANO, Sophie PRETOT, Aurélie DEMMER et M. Jean-Didier NAUTON (Clermont-Ferrand, 7 octobre 2022). – Membre du Conseil scientifique.
- o « **Le principe de probité, face unitaire de la profession MJPM et limite au devoir d'adaptabilité** », in *Colloque* : L'avenir de la profession des MJPM, dir. Mmes Jacqueline JEAN et Laurence GATTI, Association Française de Formation des Curateurs et des Tuteurs dite AFFECT (Arcachon, centre des Congrès, 1 oct. 2022).
- o « **Actualité de la protection juridique des majeurs 2020-2022** », Conférence pour l'ICREJ avec Claire HÉRIN, dir. service juridique UDAF 14 (Faculté de droit, Belvédère, 16 sept. 2022).
- o « **Le pouvoir d'appréciation du MJPM au sein du cadre légal et judiciaire du mandat de protection juridique. Analyses jurisprudentielles** », in *S'approprier les repères pour une réflexion éthique des MJPM*, Journées d'étude organisées par la FNMJi (Lyon, 4 février 2022. – Paris, 30 mars 2022. – Rennes, 6 mai 2022. – Lille, 24 juin 2022. – Bordeaux, 30 sept. 2022) avec la participation de Nathalie PETERKA ou Anne CARON-DÉGLISE, Fabrice GZIL ou Aurélien DUTIER, Me Lucile MOURGUES, Sandrine SCHWOB et Séverine ROY.
- o « **Le majeur protégé : un sujet de droit comme un autre ?** », Journée de formation continue des juges des tutelles des majeurs (Paris, ENM, Lundi 25 mai 2020 & Mardi 25 mai 2021, sous dir. de Mme Soizic HELLEUX, juges des tutelles des majeurs. – Paris, ENM, Lundi 31 mai 2022, sous dir. de M. David CLEUZIOU et Mme Amélie KAMENNOFF, juges des tutelles des majeurs).
- o « **Rapport de synthèse** (Regards d'un privatiste croisés avec ceux d'un publiciste : Valère NDIOR, Pr droit public à l'UBO) » : *Demi-journée d'études* du Lab-LEX sur la vulnérabilité et le numérique, préparée par Pierre BORDAIS, Dr LRU UBO. (Brest, 15 mars 2022).
- o « **Protection des biens et de la personne. Sous les mêmes techniques juridiques, des philosophies et une mise en œuvre différente** », in *Colloque* : L'impact de la loi n°2019-222 du 23 mars 2019 de réforme pour la Justice sur la professionnalisation et la pratique des MJPM, *2nde Journée d'étude organisée par* Michel BOUDJEMAÏ et Jeanne BOUGUE-BIIGA (Reims, IRTS, 3 déc. 2021).
- o « **La pluralité des organes de protection juridique (cotutelle, cocuratelle, mandat de protection future et cohabilitation familiale)** », avec Guillaume SOUTRA et Saskia LYSSANDRE, in *Colloque* : Les facettes de l'éthique du MJPM, dir. Jacqueline JEAN et Nathalie PETEKRA, Association Française de Formation des Curateurs et des Tuteurs dite AFFECT (Arcachon, centre des Congrès, 2 oct. 2021).
- o « **Directives anticipées patrimoniales** », in *Cycle de conférences* : Les jeudis du patrimoine des majeurs protégés, organisé par Ingrid Maria (Université Grenoble Alpes) et Véronique Comte (CA Sud Rhône Alpes). Conférence faite avec Philippe GOUBET (CA Normandie) le jeudi 8 juillet 2021, et Me Benjamin TRAVELY le 7 sept. 2021 à l'Université nationale digitale, 2^e éd. organisée par Jean-Didier AZINCOURT.
- o « **L'autonomie de la personne très vulnérable : regard d'un civiliste** (après Cass., 2^e civ., 6 mai 2021, n°20-14.551) », in *Autonomie de vie, choix, et inclusion dans la société* (CIDPH, art. 19), *Colloque* organisé par Confcap, not. Benoît EYRAUD (Université de Lyon 2) et Fabrice GZIL (Espace Éthique de la région Île de France) : Lyon, 2 juill. 2021. – www.confcap-capdroits.org
- o « **Articulation de la volonté de la personne en EHPAD avec les instruments de protection** », in *Colloque* : Le vieillissement à l'épreuve des choix, *Webinaire* organisé par Bérengère LEGROS

(Lille, Faculté de Droit, 13 avril 2021). – Conférence faite à la demande du Dr Sandie FAUCK-BRUNET, médecin inscrit sur la liste du procureur de la République du Tribunal judiciaire de Caen pour l'association des médecins coordonnateurs d'EHPAD du Calvados (EHPAD Rivabel-âge, Ouistréham, 20 octobre 2022).

- o « **Les conditions de validité de l'acte notarié en cas d'impossibilité d'écouter ou de signer** », in Journée nationale de la personne et des familles organisée par Me Jean-Michel MATHIEU, notaire, Président de l'INPF (INFN, Paris, 31 mars 2021).
- o « **Consentement, avis et autorisation à la vaccination anticovid-19 en EHPAD. Présentation de l'ordonnance n°2020-232 du 11 mars 2020, entrée en vigueur le 1^{er} oct. 2020, avant le dépôt du projet de loi le 9 déc. 2020** », in *Webinaire* organisé par la Fédération Nationale des Associations Tutélaires (FNAT), en présence des directeurs Ange FINISTROSA (ATG Nîmes), Arnaud BENESVILLE (CMBD, le Havre) et du Dr Jean-Bernard DEMONTROND (Paris, 7 janv. 2021). – Puis Montpellier (AMJI, 18 déc. 2020. – Udaf 34, 25 janv. 2021), Caen (IRTS, 18 mars 2021) et Bordeaux (LEH, 1^{er} avr. 2021).
- o « **Les incapacités juridiques sont-elles solubles dans la protection du consentement ?** », in *Capacité(s) et vulnérabilité(s) du sujet de droit, Cycle de conférences* organisé par Benoît EYRAUD (Univ. Lyon 2), Fabrice GZIL (Espace Éthique de la région Île de France, et Clothilde NOUËT (Univ. Mohammed VI, Rabat), *webinaire* : Paris, 11 déc. 2020.
- o « **Le consentement aux soins du majeur protégé après l'ordonnance n°2020-232 du 11 mars 2020** », in *Colloque* : Le consentement du majeur protégé, dir. Jacqueline JEAN et Nathalie PETEKRA, Association Française de Formation des Curateurs et des Tuteurs dite AFFECT (Arcachon, centre des Congrès, 26 sept. 2020).
- o « **Le mandat de l'avocat et la faute du mandataire judiciaire à la protection des majeurs** », *Commission famille du Barreau de Paris*, (Maison du Barreau, 6 mai 2020. – Conférence à distance : crise sanitaire du Covid-19) avec Me Marie-Hélène ISERN-RÉAL.
- o « **Exercice de droit comparé : la réforme québécoise et française en leur ADN** », in Colloque organisé par le Curateur public du Québec et le Barreau de Montréal (Montréal, Palais des Congrès, 31 janvier 2020).
- o « **La déjudiciarisation de la protection juridique des majeurs** », in Les dernières évolutions de la protection juridique des majeurs, Colloque organisé par l'association des MJiPM du Centre (Jany MARTIN), en partenariat avec le Master 2 de droit et ingénierie du Patrimoine (Sandie LACROIX de SOUSA) et le Centre de recherche juridique POTHIER (Orléans, 6 déc. 2019).
- o « **Le nouveau régime de la gestion des biens du majeur protégé** », in *Colloque* : Déjudiciarisation de la protection des personnes vulnérables – progrès ou recul ?, dir. Jacqueline JEAN et Nathalie PETEKRA, Association Française de Formation des Curateurs et des Tuteurs dite AFFECT (Arcachon, centre des Congrès, 28 sept. 2019). – Conférence reprise pour : L'impact de la loi n°2019-222 du 23 mars 2019 de réforme pour la Justice sur la professionnalisation et la pratique des MJPM, *1ère Journée d'étude organisée par* Michel BOUDJEMAÏ et Jeanne BOUGUE-BIIGA (Reims, IRTS, 18 sept. 2020).
- o « **Les missions du mandataire judiciaire à la protection des majeurs depuis leur institution par la loi du 5 mars 2007** », in Colloque organisé par Jean-Pierre MAHIER, Directeur de l'A.D.A.E.A. (Évreux, 6 juin 2019).
- o « **Le droit des majeurs protégés, rénové par la loi n°2019-222 du 23 mars 2019. Quelle réforme ?** », Journées d'études organisées par Marc PIMPETERRE, UDAF 34 et Raymond LÉGER, FMJi de l'Hérault (Montpellier, 18-19 avril 2019). – Par David MATILE, FMJi Rhône-Alpes (Valence, 14 mai 2019). – Par Jacqueline JEAN, Affect (Bordeaux, 3 juin 2019), par Danielle MOREL, FMJi Gard (Nîmes, 27 juin 2019). – Par Myriam GODET, C.E.F.R.A.S. (Orvault, 28 juin 2019). – Par Esther SOCHET, FMJi Tarn-et-Garonne (Montauban, 27 sept. 2019). – Par Emeric CROISSANT, UDAF 53 (Laval, 8 oct. 2019). – Par Séverine ROY, FNMJi (Bordeaux, 9 oct. 2019). – Par Valérie ROISIN, MJPMiN (Louviers, 11 oct. 2019). – Par Matthieu

VALENSI, UDAF 63 (Clermont-Ferrand, 17 oct. 2019). – Par Valérie ROISIN, MJPMiN (Bagnoles de l'Orne, 9 déc. 2022). – Par Julie PICARD, Hélène THOUVENOT et Michel GROUBER, AMJi Alsace (Strasbourg, 8 déc. 2023).

- o « **La distinction imparfaite de l'insanité et de l'incapacité contractuelle, ou le chevauchement de deux notions fondamentales. Constat et remèdes** », in Le statut de la Séniorité : Colloque organisé par Mme Aline VIGNON-BARRAULT, Projet ÂgéDroit du Centre Jean Bodin (Angers, 3 mai 2019).
- o « **Rapport de synthèse** », in Protection des personnes vulnérables : quel travail en réseau ? (Alençon, 19 mars 2019). Journée d'études organisée par le juge Éric MARTIN et les acteurs de la protection juridique des majeurs de l'Orne.
- o « **Bilan des apports de la loi du 5 mars 2007 (nouveaux concepts, nouvelles mesures, nouveaux équilibres)** », in Bilan des 10 ans d'application de la loi du 5 mars 2007 et perspectives de re-réforme du droit des majeurs protégés (Brest, 8 mars 2019 ; Grenoble, 5 avril 2019 ; Caen, 26 avril 2019). Colloque organisé avec Muriel REBOURG à Brest, Ingrid MARIA à Grenoble et avec Annick BATTEUR, à Caen.
- o « **L'évolution de la protection juridique des majeurs après le rapport A. Caron-Dégli** », in Assemblée générale de l'Association nationale des mandataires judiciaires à la protection des majeurs exerçant à titre de préposé d'un établissement (socio-)médical (ANMJPM) (Saint Maur des Fossés, 9 novembre 2018) ; Institut d'étude supérieur du travail social (IEST) (Nice, 25 janvier 2019).
- o « **Le rôle du MJPM dans la gestion du logement du majeur protégé** », in Le logement de la personne âgée, colloque organisé par Aline VIGNON-BARRAULT, Projet ÂgéDroit du Centre Jean Bodin (Angers, 17 décembre 2018).
- o « **La notion de personne vulnérable en droit civil** », in Colloque : Penser/ exposer la vulnérabilité ; Atelier : Vulnérabilités nommées et innommées, sous la direction scientifique de Nadine PROIA-LELOUEY, Mathias COUTURIER et *alii* (Caen, MRSH, 30 nov. 2018).
- o « **Contours et limites de la protection de la personne en matière de santé et de soins** », in Les 2èmes rencontres des MJPM de l'Hérault, colloque organisé par l'ANMJPM, l'UDAF 34, l'AMJi, Géranto Sud, l'ATG, l'APSH 34 et l'IFOCAS (Montpellier, 16 octobre 2018).
- o « **La conservation de la capacité juridique et le respect des droits des tiers : les nouveaux enjeux de la protection des majeurs** », in L'anticipation de la dépendance, colloque organisé par Jean-Marie PLAZY (Bordeaux, 25 mai 2018).
- o « **La personne âgée et le risque d'insanité** », in La personne âgée, sujet de protection du droit, colloque organisé par Aline VIGNON-BARRAULT, Projet ÂgéDroit du Centre Jean Bodin (Angers, 20 avril 2018). – Communication actualisée pour Le notaire et le client âgé, Journée internationale des personnes âgées (INFN, Paris, 1^{er} oct. 2019).
- o « **La gestion dynamique du compte bancaire du majeur protégé** », in La gestion dynamique du compte bancaire du majeur protégé, colloque organisé par G. RAOUL-CORMEIL (Caen, 13 avril 2018).
- o « **Le cadre juridique de la relation complexe entre la personne protégée et le MJPM** », in *Colloque* : Protéger un majeur vulnérable (France, Belgique, Suisse et Québec), dir. Mickaël WANEGUE, Institut d'Enseignement Supérieur du Travail Social (Nice, Hôtel Splendid, 9 et 10 nov. 2017).
- o « **Bilan et perspectives de la formation des MJPM : du C.N.C. au diplôme ?** », in Les 10 ans de la loi. – Assises Nationales de la protection juridique des majeurs, coord. ANJI, ANDP, ANMJPM, CNAPE, FNAT, FNMJI, UNAF et UNAPEI (Paris, Espace Reuilly, 7 et 8 nov. 2017). Communication faite avec Carole DUPUY (IRTS Normandie Caen).

- o « **Regards croisés sur les rapports de la Cour des comptes et du Défenseur des droits en matière de protection juridique des majeurs** », in *Colloque : Actualité du droit des majeurs protégés*, dir. Jacqueline JEAN et Nathalie PETEKRA, Association Française de Formation des Curateurs et des Tuteurs dite AFFECT (Arcachon, centre des Congrès, 30 sept. 2017).
- o « **La protection de la personne du majeur protégé. Bilan et perspectives** », in Bilan des 10 ans de la loi n°2007-308 du 5 mars 2007, *Troisième convention nationale des intervenants de la Tutelle* organisée par Abripargne et JD Consultant (Nice, 15 et 16 juin 2017).
- o « **Les aspects de la législation relative à la protection juridique des majeurs compatible avec la CIDPH** », in Protection des personnes vulnérables et droits fondamentaux : repenser le statut des majeurs vulnérables à la lumière de la Convention de New York. Regards croisés, *Séminaire de travail*, organisé par M. Hugues FULCHIRON et le Centre Droit de la famille, en présence de Mme Catalina DEVANDAS-AGUILAR (Université Jean Moulin, Lyon 3, 9 juin 2017).
- o « **Actualité du contentieux des mesures de protection juridique des majeurs** », *Journée de formation continue*, organisée par l'Association Tutelle 27 (Évreux, 30 mai 2016) puis d'associations de MJPMi (Nîmes, 7 déc. 2016. – Toulouse, 8 déc. 2016. – Paris, 30 janv. 2017. – Caen, 1^{er} juin 2017. – Bordeaux, 2 juin 2017).
- o « **L'habilitation familiale** », Demi-journée de formation continue de l'E.N.M. délocalisée à la Cour d'appel de Rouen, organisée par Xavier SAMUEL, à destination des juges des tutelles, de notaires, d'avocats et d'Huissiers de Justice (Rouen, 27 avril 2017).
- o « **Le contrat de transaction portant sur l'indemnisation du préjudice corporel et le droit des incapacités** », Journée de formation continue organisée par Comundi pour le Recours Automobile Français (Lyon, 26 avril 2017).
- o « **Le droit de vote du majeur protégé** », in La vie privée du majeur protégé, colloque organisé par G. RAOUL-CORMEIL (Institut Demolombe : Caen, amphi Pierre Daure, 7 avril 2017).
- o « **Origines, statut et perspectives de la profession Mandataire judiciaire à la protection des majeurs** », in Les 1^{res} rencontres des MJPM de l'Hérault, colloque organisé par l'ANMJPM, l'UDAF 34, l'AMJi, Géranto Sud, l'ATG, l'APSH 34 et l'IFOCAS (Montpellier, 30 mars 2017).
- o « **Le mandat de protection future** », Journée de formation continue des notaires organisée par la Chambre régionale des Notaires près la Cour d'appel de Rouen (Caen, 2 mars 2017. – Rouen, Institut des métiers du Notariat, 3 mars 2017).
- o « **Présentation de la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015** », in Les missions du MJPM à l'égard des majeurs protégés résidant en EHPAD. – 2^e journée régionale des Mandataires Judiciaires à la Protection des Majeurs, organisée par Myriam GODET (CEFRAS) et Raymond Le GUIDEC, Faculté de Droit de Nantes (La Roche-sur-Yon, 20 octobre 2016).
- o « **Appréciation de la classification des actes en droit bancaire** », in Apports et lacunes du décret n°2008-1484 du 22 déc. 2008 relatif aux actes de gestion des personnes placées en curatelle et en tutelle, *Journée annuelle du Droit du Patrimoine* organisée par Sophie SCHILLER et la F.N.D.P. (Université de Paris Dauphine, 30 juin 2016).
- o « **Les conflits d'intérêts dans l'exercice de la mesure de protection juridique** », 6^e Colloque Protection juridique des majeurs, dir. Karine LEFEUVRE et Sylvie MOISDON-CHATAIGNER (Ministère affaires sociales et santé, 14 av. Duquesne, Paris 7^e, 9 juin 2016).
- o « **Accompagnement et protection des intérêts patrimoniaux en droit français** », in L'accompagnement des personnes majeures vulnérables en droit comparé, *Séminaire de travail*, organisé par M. Hugues FULCHIRON et le Centre Droit de la famille (Université Jean Moulin Lyon 3, 18 mai 2016).- Conférence reprise pour le *Colloque : Intelligence artificielle et accompagnement : quel futur pour le monde de la protection ?*, dir. Jacqueline JEAN, Association Française de Formation des Curateurs et des Tuteurs dite AFFECT (Arcachon, centre des Congrès, 15 septembre 2018).

- o « **Du bon et du mauvais usage du recours au subrogé (curateur ou tuteur)** », in *Colloque : L'anticipation de la vulnérabilité*, dir. Jacqueline JEAN, Association Française de Formation des Curateurs et des Tuteurs dite AFFECT (Arcachon, centre des Congrès, 26 septembre 2015).
- o « **Mandataire judiciaire à la protection des majeurs : le cadre juridique d'une jeune profession** », in *L'interprofessionnalité, Deuxième convention nationale des intervenants de la Tutelle* organisée par Abripargne et JD Consultant (Nice, 18 et 19 juin 2015).
- o « **Les comptes bancaires du majeur protégé** », in *La gestion du patrimoine des personnes vulnérables, Journée annuelle du Droit du Patrimoine* organisée par Mme Estelle NAUDIN et la F.N.D.P. (Université de Strasbourg, 10 mars 2015).
- o « **Éthique, déontologie, chartes et codes. Regard d'un juriste** », in *Journée d'études de l'ANDP : Il est venu le temps des praticiens* (Lyon, 9^e arr., Espace Couty, 29 nov. 2014).
- o « **La déontologie des MJPM, un outil de protection des majeurs et de renforcement de l'identité professionnelle des mandataires judiciaires** », in *Bilan et perspective des séminaires éthique de l'UNAF* (Paris, 13^e arr., Maison des associations de solidarité, 4 avril 2014). Publié : l'UNAF, *Ethique, vous avez dit éthique ?*, 2015, p. 129 à 136.
- o « **Mandat de protection future et principe de subsidiarité** », in *Colloque* organisé par Muriel REBOURG et Marguerite JOURDAIN : Les difficultés pratiques du mandat de protection future (Université de Brest, 20 juin 2014).
- o « **Les recours des héritiers contre les mandataires judiciaires à la protection des majeurs** », in *Colloque* organisé par Nathalie PETERKA et La curatelaire : La fin de vie du majeur protégé (Nanterre, 12 Bd de Pesaro, 10 avril 2014).
- o « **L'opposition d'intérêts : une notion à définir** », in *Colloque : La gestion des biens de la personne protégée*, dir. Jean-Marie PLAZY (Bordeaux, Faculté de Droit, 7 février 2014).
- o « **La responsabilité civile et professionnelle d'un Mandataire judiciaire à la protection des majeurs** », in *La journée des directeurs des UDAF* (Paris, 9^e arr., UNAF, 28 Place Saint-Georges, 4 février 2014).
- o « **La protection du malade mental par le droit civil** », in *Colloque : Droit et psychiatrie*, dir. Marie-Joëlle REDOR-FICHOT et Mathias COUTURIER (Caen, Faculté de Droit, 15 nov. 2013).
- o « **Pratiques tutélaires et usages bancaires – Difficultés pratiques liées à la combinaison du droit des majeurs protégés et du droit bancaire** », in *Colloque : L'inter-professionnalité*, dir. Jacqueline JEAN, Association Française de Formation des Curateurs et des Tuteurs dite AFFECT (Arcachon, centre des Congrès, 5 octobre 2013).
- o « **Ouverture et clôture de la première convention sur la protection des biens du majeur protégé** », in *La protection des biens de la personne vulnérable, Première convention nationale des intervenants de la Tutelle* organisée par Abripargne et JD Consultant (Nice, 20 et 21 juin 2013).
- o « **Quel équilibre entre protection, respect des libertés et autonomie ?** », Rapport de synthèse des *Premières assises départementales des tutelles de l'Orne* organisées par l'UDAF 61 et l'ATMPO (Alençon, antenne de la Faculté de Droit de Caen, 23 mai 2013).
- o « **Plaidoyer pour la rédaction d'un code de déontologie des mandataires judiciaires à la protection des majeurs** », *Conférence pour la Chambre nationale des MJPM*, dir. Valérie BEAUFOR, Présidente de la Chambre (Paris, 4 Place St Germain des Près, 2 avril 2013).
- o « **Actualité du contentieux des mesures de protection juridique des majeurs** », *Journée de formation approfondie en droit des personnes*, dir. Mme Brigitte LAUER (Rennes - Bruz, Campus de Ker Lann, Ecole Des Avocats du Grand Ouest (EDAGO), 25 mai 2012). - *Conférence pour l'association des MJPM Indépendants de Normandie*, dir. Guillaume SOUTRA, Président des MJPMIN (Trouville, Beach Hôtel, 19 avril 2013).

- o « **Mandataire judiciaire à la protection des majeurs. Vers une profession réglementée ?** », 4^e Colloque Protection juridique des majeurs, dir. Mmes Karine LEFEUVRE-DARNAJOU & Sylvie MOISDON-CHATAIGNER (Ministère du travail, de l'emploi et de la santé, 14 av. Duquesne, Paris 7^e, 15 juin 2012). - *Conférence pour l'association des MJPM Indépendants de Normandie*, dir. Guillaume SOUTRA, Président des MJPMIN (Cherbourg, Marine Hôtel, 26 avril 2012).
- o « **Les actes médicaux portant gravement atteinte au corps humain (Code civil ou code de la santé publique ?)** », in *Colloque : Les difficultés pratiques du droit des majeurs protégés*, dir. Gilles RAOUL-CORMEIL (Caen, Faculté de Droit, 17 juin 2011).
- o « **Actualité du contentieux des mesures de protection juridique des majeurs** », in *Journée de formation approfondie en droit des personnes*, dir. Mme Brigitte LAUER et Me Corinne DEMIDOFF et aux côtés de Mme Sylvie MOISDON-CHATAIGNER (Rennes - Bruz, Campus de Ker Lann, Ecole Des Avocats du Grand Ouest (EDAGO), 18 mars 2011).
- o « **Les principes directeurs de la protection civile des majeurs vulnérables** », in Le statut du majeur protégé après la loi n°2007-308 du 5 mars 2007, *Journée de formation continue*, coordonné avec Annick BATTEUR (Caen, Faculté de Droit, 28 mars 2008).
- o « **Le conjoint de la personne vulnérable** », in Le statut du majeur protégé après la loi n°2007-308 du 5 mars 2007, *Colloque du Centre de recherches en droit privé de l'Université de Caen*, (Caen, Faculté de Droit, 20-21 mars 2008).
- o « **L'incapable dans la loi n°2006-728 du 23 juin 2006** », in Le nouveau droit des libéralités et des successions, *Colloque du Centre de recherches en droit privé*, coordonné avec Annick BATTEUR et Laurence VIELPEAU (Caen, Faculté de Droit, 15 mars 2007).

4.5 – Droit de la santé et de la biomédecine

- o « **Les questions juridiques de la contention des personnes de grand âge en EHPAD** », in Journée de sensibilisation de l'ARS sur les enjeux éthiques de la contention, avec Pr Grégoire MOUTEL, Mme Mylène GOURIOT, et le juge Gaël ABLINE (Caen, PFRS, 28 avril 2025).
- o « **Les lois de bioéthique. Évolution du domaine depuis les lois fondatrices du 29 juillet 1994** », in Premier Colloque inter-régional d'éthique en santé Bretagne-Normandie EREB & EREN, table ronde avec Pr Grégoire MOUTEL et Cyril HAZIF-THOMAS, avec la participation du Pr Jean-François DELFRAISSY (Saint-Malo, Palais des Congrès, 11 octobre 2024).
- o « **Le consentement** », in *Information et consentement : du quotidien à la fin de vie*, *Colloque Laboratoire juridique CHROME (EA 7352) et CHU Nîmes*, sous dir. Sylvie SALLES et Jean-Yves LEFRANT (Univ. Nîmes, Site Vauban, amphitheâtre A4, 18 juin 2024).
- o « **La fin de vie : regards sur des législations en Europe** », in *Aide à mourir et psychiatrie : et si c'était pour demain ?*, Journée Normande de Suicidologie, organisée par Dr Françoise CHASTANG, PFRS (Caen, 13 juin 2024). – Mise à jour de la communication faite à la journée de l'Organisme de développement professionnel continu (ODPC) des professionnels de santé du Calvados, organisée avec l'EREN (Caen, Stade Malherbe, 16 nov. 2023).
- o « **La peau saisie par le droit. Rapport de synthèse** », in Dermatologie et droit, Colloque organisé par François-Xavier ROUX-DEMARE (Brest, 19-20 mars 2024).
- o « **La mesure de protection juridique avec représentation relative à la personne. Signification ? Origine ? Domaine ?** », Communication à un séminaire sur la santé des personnes protégées et l'articulation des Codes civil et de la santé publique, coord. Pr Adeline GOUTTENOIRE et Amélie GOGOS-GINTRAND, Salle des thèses (Bordeaux, 20 oct. 2023).
- o « **Le consentement à l'acte médical des personnes vulnérables : quelle autonomie ? Aspects éthiques et juridiques** », in *Les rencontres d'Hippocrate...*, coord. Pr Laurent BLOCH et Sébastien CLÉMENT, LEH (Bordeaux, 25 sept. 2023). Conférence avec Pr Jean-Marie PLAZY.

- o « **Rapport de synthèse** », in *Comment répondre à une demande qui dépasse le cadre classique du soin ?* 9^e journée annuelle des groupes d'éthique territoriaux normands, coord. Pr Grégoire MOUTEL, EREN (Honfleur, 22 sept. 2022).
- o « **Ces lois qui envahissent la psychiatrie. Le point de vue du juriste** », in *Symposium : Du mal-être au mieux-être*, Comité national d'organisation des 3^e journées de la Fédération Trauma Suicide Liaison Urgence dont Dr Françoise CHASTANG, CHU Caen, Dr Pierre GÉRARD et Thierry VASSE, EPSM Caen (Caen, 6 juillet 2022).
- o « **La mesure d'isolement et de contention après la Loi n°2022-46 du 22 janvier 2022 et le décret n°2022-419 du 23 mars 2022** », in Les 10 ans de la loi de 2011 sur l'hospitalisation psychiatrique contrainte, *Colloque* du Lab-LEX (EA 7480), organisé avec Marc GRIMBERT, Juge des libertés et de la détention au Tribunal judiciaire de Quimper (Quimper, 10 juin 2022).
- o « **Commémorer la loi n°2002-303 du 4 mars 2002 : contexte, apports, lacunes et avenir** », in Les 20 ans de la loi de 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé, *Colloque* du Lab-LEX (EA 7480), organisé par Sandrine BIAGINI-GIRARD (Brest, 4 mars 2022).
- o « **Droit de la fin de vie : bilan et perspectives** (Proposition de loi donnant le droit à une fin de vie libre et choisie : AN, 17 oct. 2017, 288. – Proposition de loi visant à affirmer le libre choix de la fin de vie et à assurer un accès universel aux soins palliatifs en France : AN, 19 janv. 2021, n°3755) », in Cycle de conférences organisées par le Pr Grégoire MOUTEL, Espace de réflexions éthique de Normandie, avec Dr Régis AUBRY et Dr Jean-Bernard DEMONTROND (Caen, PFRS, 18 oct. et 15 nov. 2021. – Deauville, 25 nov. 2021).
- o « **Entre crise sanitaire et réforme, les nouveaux enjeux du consentement des personnes vulnérables à l'acte de soin** », in *Les rencontres d'Hippocrate...*, coord. Pr Laurent BLOCH et Sébastien CLÉMENT, LEH (Bordeaux, 25 sept. 2023). Conférence avec Laurence GATTI.
- o « **Présentation du nouvel article L. 3222-2-1 du Code de la santé publique sur l'encadrement juridique et temporel des mesures d'isolement et de contention** », in Contention et isolement, Webinaire organisé par le Dr Cyril HAZIF-THOMAS pour la Société médico-psychologique (Paris, Hôpital Sainte-Anne, 22 mars 2021).
- o « **Le mediator, une affaire emblématique en droit de la santé. Rapport de synthèse** », in Le mediator. 2010-2020 : 10 ans après, Colloque organisé par Anne DANIS-FATÔME et François-Xavier ROUX-DEMARE (Brest, 2 oct. 2020).
- o « **Le droit de la fin de vie : influences croisées du droit civil et du droit médical** », in La fin de vie des personnes âgées : Colloque organisé par Aline VIGNON-BARRAULT, Projet ÂgéDroit du Centre Jean Bodin (Angers, 22 nov. 2019).
- o « **Les titulaires des pouvoirs sur la personne des majeurs vulnérables** », in Soigner les plus faibles, de quel(s) droit(s) ?, *Colloque organisé par* Gérard MÉMETEAU et Laurence GATTI (Poitiers, Faculté de Droit, 29 mars 2019).
- o « **La fin de vie : état du droit** », in Réformer la bioéthique : enjeux et perspectives [pour la société, la médecine et le droit], *Colloque organisé par* le Pr Nathalie RIVES et Amélie DIONISI-PEYRUSSE (Rouen, Faculté de Droit, 18 octobre 2018).
- o « **Présentation de la loi n°2016-87 du 2 février 2016 créant de nouveaux droits des malades et des personnes en fin de vie** », in Le juge et la fin de vie. Session ENM, sous la direction de Mme Anne CARON-DEGLISE, avec le Dr Pierre DELASSUS (Paris, E.N.M., 14 nov. 2017 ; 14 nov. 2016). Conférence reprise pour le Comité d'éthique de l'Hôpital de Granville, avec le Dr. Valérie RÉGNIER (17 nov. 2016).
- o « **Le contrôle des autorités parentales et tutélaires sur le corps de la personne vulnérable** », in Le corps humain saisi par le droit, *Colloque organisé par* Amandine CAYOL et Aurore CATHERINE (Caen, Faculté de Droit, 14 octobre 2016).

- « **La distinction entre le consentement et la capacité du patient et ses conséquences en droit médical** », *Conférence pour les étudiants du master Philosophie et éthique médicale de l'Université de Paris Est Marne*, à la demande de Messieurs Eric FIAT et Bertrand QUENTIN (Paris, 13^e arr., Hôpital Pitié Salpêtrière, 11 mai 2016).
- « **Les limites du consentement dans le choix du lieu de vie** », in *Journée de l'Espace de Réflexion Éthique de Bourgogne Franche-Comté* (Besançon, Micropolis, 14 déc. 2014), dir. Dr Régis AUBRY, *Président de l'Observatoire national de la fin de vie*.
- « **Faut-il introduire une exception d'euthanasie dans le Code de la santé publique ?** », in *Controverse publique*, avec Xavier LABBÉE et Robin CREMER (Espace éthique du Nord Pas de Calais : Douai, Salles d'Anchin, 6 déc. 2013).
- « **L'apport de la loi Leonetti du 22 avril 2005 relative aux droits des malades et à la fin de vie** », in *La fin de vie, approche juridique, médicale et sociale* (Caen, Udaf 14, 21 mai 2013). Reprod. in *La gestion d'une limitation ou de l'arrêt des thérapeutiques des personnes en fin de vie, Journée d'études de la Société de réanimation de langue française (SRLF)*, sous dir. Pr. Didier DREYFUSS, (Paris, Maison de la réanimation, 10^e arr., 27 sept. 2013).
- « **La filiation de l'enfant conçu à partir d'un ovocyte génétiquement modifié (Clonage, etc.)** », in *Biologie, identité et droit, Colloque organisé par Céline JOUIN et Laurent CLAUZADE* (Caen, Département de philosophie de la Faculté des sciences humaines, Centre de recherche « Identité et subjectivité (EA 2129) », 7 février 2013).
- « **Le don de gamètes : régime juridique d'un contrat sur la personne** », in *Le don de gamètes, entre espoir et impasse, Colloque organisé par Aude MIRKOVIC* (Évry, Faculté de droit, 13 décembre 2012).
- « **Le secret médical face au risque de transmission des maladies héréditaires** », in *Secret médical, justice et bioéthique, Colloque organisé par Christian PIGACHE* (Rouen, Faculté de droit, 18 novembre 2011).
- « **Les positions bioéthiques du législateur après la loi n°2011-814 du 7 juillet 2011** », *Conférence inaugurale d'un cycle de conférences mensuelles à l'attention des étudiants de Master de la faculté de droit de Caen organisé par Anne-Sophie CHONÉ-GRIMALDI et le Directeur de l'Institut d'Études Judiciaires* (Caen, Faculté de droit, 9 nov. 2011).
- « **L'embryon, le droit et la bioéthique (Assistance médicale à la procréation, transplantation post mortem, diagnostic préimplantatoire, recherche)** », in 19^e séminaire des CECOS, *Conférence*, dir. Mme Ethel SZERMAN, Directrice du Centre d'études et de conservation des œufs et du sperme (Deauville, 6 avril 2011). – *In De la vie à la mort, Bioéthique et euthanasie*, dir. du Bâtonnier Ariane WEBEN, 13^e Rendez-vous de Cabourg, Barreau de Caen (Cabourg, 1^{er} juillet 2011).
- « **L'ambivalence de l'encadrement juridique du progrès scientifique** », in *Droit chercher et de dire, Colloque organisé par François TERRÉ et Catherine PUIGELIER* (Centre de recherches en Théorie générale du droit de l'Académie des Sciences morales et politiques, Institut de France, 23 Quai de Conti, Paris 6^e, 1^{er} avril 2011).
- « **Biomédecine, filiation et droit, quelles influences croisées ?** », in *Regards croisés sur la pratique de l'assistance médicale à la procréation, Conférence*, dir. Pr. Bernard GUILLOIS, *Chef du Service de Néonatalogie* (Caen, Faculté de Médecine, 24 mars 2011).
- « **Le cadre juridique de la demande de limitation des soins au risque de mort** », in *Les droits de l'usager, Conférence*, dir. Mme Juliette UTEZA, *Directrice des soins du C.H.U. de Caen* (Caen, Faculté de Médecine, 30 sept. 2010) ; puis pour le Réseau des soins du Bessin, dir. Dr Thierry GANDON, Bayeux, 19 mai 2011 ; puis pour le colloque des DIU Soins palliatifs, dir. Dr Pierre DELASSUS, Caen, Faculté de médecine, 25 mai 2011.
- « **L'acte prostitutionnel dans la pénombre du droit civil** », in *Le soixantième anniversaire de la Convention internationale du 2 décembre 1949 pour la répression de la traite des êtres humains et*

de l'exploitation de la prostitution d'autrui, *Journée d'études interdisciplinaires* (Caen, Centre d'études théologiques, 21 nov. 2009).

- o « **La santé dans le Code civil** », in Santé et droit, *Colloque organisé par* Mathias COUTURIER & Aurore CATHERINE, (Caen, Faculté de Droit, 15 octobre 2009).
- o « **Le prélèvement d'organes et les tests génétiques, deux questions bioéthiques du cours de la vie** ». *Colloque organisé par* Guy RIVIÈRE et Me François DENIAUD, avec Jerry SAINTE-ROSE, *Conseiller d'État* et Philippe LETELIER, *Professeur de Médecine au CHU de Caen*, pour les questions de bioéthique relatives au début et à la fin de la vie (Alençon, La halle aux Toiles, 25 septembre 2009).
- o « **Législation sur la fin de vie et loi relative à la bioéthique, quelles interactions ?** ». Conférence donnée dans le cadre des États généraux de la bioéthique, journée de l'Espace éthique inter-régional Bourgogne Franche-Comté (Besançon, Micropolis, 15 juin 2009), dir. Dr Régis AUBRY, *Coordinateur national du plan national de développement des soins palliatifs*, et de Jean-René BINET, *Membre de l'Institut Universitaire de France*.
- o « **Actualité du droit de la biomédecine** ». Conférence donnée dans le cadre de l'espace éthique de l'Hôpital de Caen (CHU, 3 mars 2009) ; puis pour l'Association de Chrétiens pour l'information (Cherbourg, Hôtel de ville, 12 novembre 2009).
- o « **Enjeux et perspectives de la deuxième révision de la législation relative à la bioéthique** ». Conférence donnée à l'Union Régionale des Associations Familiales de Basse-Normandie (Caen, Abbaye aux Dames, 21 mars 2009), puis à l'UDAF de la Manche (Saint-Lô, Château d'Agneaux, 5 juin 2009).
- o « **La filiation de l'enfant clone ?** », in Le juge face aux enjeux de la bioéthique. Quelles frontières pour l'embryon humain en Europe ? , *Journée de formation continue organisée par* Fabienne CLÉMENT-NEYRAND, *Vice-Présidente du Tribunal de grande instance de Paris* (Paris, École Nationale de la Magistrature, 3 ter quai aux Fleurs, 31 mars 2009).
- o « **Le corps humain en partage, objet d'un don ou d'un service pour autrui**. *Cycle de trois conférences* (Caen, Centre d'études théologiques, 21 et 28 janvier et 4 février 2009), suivies d'un débat avec un philosophe et un professeur de théologie morale.
- o « **Biomédecine et maîtrise du corps humain** », in La libre disponibilité du corps humain, *Colloque organisé par le Centre de recherche sur les droits fondamentaux*, dir. Jean-Manuel LARRALDE, (Caen, Faculté de Droit, 17 octobre 2008).
- o « **L'expertise génétique. Aspects de droit civil et médical** », (Centre de culture scientifique de Basse-Normandie : Caen, Musée des Beaux-Arts, 25 mars 2008).
- o « **Médecine prédictive entre droit de savoir et refus de savoir... L'encadrement juridique de l'identification génétique à des fins médicales** », in La médecine prédictive, *Colloque du Comité d'éthique du Centre Hospitalier Universitaire de Caen*, dir. Pr. Claude BAZIN (Caen, Faculté de Médecine, 26 janvier 2008).
- o « **La volonté de mourir sur décision médicale ?** », Communication au Centre de culture scientifique de Basse-Normandie à Caen (Musée des Beaux-Arts, 27 mars 2007).
- o « **L'arrêt des traitements au risque de mort depuis la loi n°2005-370 du 22 avril 2005 relative aux droits des malades et à la fin de vie** ». *Intervention dans le cadre du Comité d'éthique du Centre Hospitalier Universitaire de Caen*, avec Annick BATTEUR et Agnès CERF (Caen, Faculté de Médecine, 1^{er} juin 2005).

4.6 – Droit des personnes et de la famille

- o « **Le principe de préférence familiale et les fonctions juridiques de la famille face aux impératifs de fraternité du droit français** », in Françoise LE BORGNE UGUEN, Benoît

EYRAUD, Hélène CHIRON et Susy BOSSARD (coord.) et le Collectif Contrast, *La place des familles et des proches dans l'exercice des droits humains des personnes vulnérabilisées par la vieillesse, la maladie et le handicap* (Colloque : Brest, Ufr Lettres, 13 mai 2025).

- o « **Bioéthique, PMA et état civil : le rôle du notaire en matière de filiation** », Journée de formation continue des notaires, organisée par la Chambre régionale des Notaires près la Cour d'appel de Rouen (Caen, 12 mai 2022. – Rouen, Institut des métiers du Notariat, 13 mai 2022. – Chambéry, Université du Notariat, 1^{er} juillet 2022 avec Me Pierre DAUPTAIN. – Caen, 3 mai 2023. – Rouen, 4 mai 2023. – Caen, 11 juin 2024).
- o « **Pinocchio ou la quête de la vie humaine** », in *Welcome to a Small (law) world : Du droit dans Disney, Cycle de conférences PI & Pop culture*, Centre d'études internationales de la propriété intellectuelle (CEIPI), coordonné par Yann BASIRE (Strasbourg, 24 nov. 2020).
- o « **Les mentions marginales des actes de l'état civil** », in *État civil et autres questions de droit administratif. Regards croisés de privatistes et de publicistes sur l'état des personnes*, *Colloque organisé par* Laurence MAUGER-VIELPEAU et Élodie SAILLANT-MARAGHNI (Caen, Faculté de droit, 21 nov. 2019).
- o « **La Cour EDH et la prévisibilité des décisions en droit de la famille** », in *La Cour EDH et le droit de la famille*, *Colloque organisé par* Jean-René BINET et Antoine GOUËZEL (Rennes, Faculté de droit, 16 mai 2019).
- o « **Le temps, la chronologie et les délais dans le droit de la filiation** », in *Les fondements de la filiation*, *Colloque organisé par* Laurence MAUGER-VIELPEAU, Amélie DIONISI-PEYRUSSE (Le Havre, Faculté des affaires internationales, 10-11 mars 2016).
- o « **L'identité sexuée et le droit** », in *L'institué : le donné, la volonté et la responsabilité. Approche pluridisciplinaire*, *Colloque organisé par* Clothilde BRUNETTI-PONS (Reims, Faculté de droit, 13 avril 2015), avec les interventions de Catherine LABRUSSE-RIOU et Jean HAUSER.
- o « **Les obligations alimentaires** », in *Les articulations entre les aides sociales et les mécanismes civils dans la protection patrimoniale des personnes âgées ou handicapées*, *Colloque organisé par* Sylvie MOISDON-CHATAIGNER (Rennes, Faculté de Droit, 16 mai 2014).
- o « **Présentation de la loi n°2013-404 du 17 mai 2013 réformant le droit du mariage, de l'adoption et du nom de famille** », *Journée d'études* organisée par l'EDAGO, à l'École des Avocats du Grand Ouest de Bruz – Rennes, le 14 février 2014.
- o « **Quel droit de la famille pour le XXI^e siècle ?** ». Conférence donnée à l'Union Départementale des Associations Familiales de Basse-Normandie à la demande de Rémy GUILLEUX, Président de l'UDAF 14 (Caen, 7 juin 2013).
- o « **Les pensions alimentaires en droit civil et fiscal** », *Journée de formation continue* avec Frédéric DOUET, à l'École des Avocats du Grand Ouest de Rennes le 29 mars 2013, et à la maison de l'Avocat de Caen, le 17 mai 2013. *Journée de formation continue* réitérée par LexisNexis Formation (Paris - 15^e arr., 141 rue de Javel, le 16 juillet 2013).
- o « **Le projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe. Explication de texte** », in *Grand débat sur le 'mariage pour tous' et l'adoption par des couples de même sexe*, avec notamment Thierry MACHEFERT, *agrégé de philosophie*, Jean-Marc BALAYTE, *professeur de pédopsychiatrie*, Yves GOASDOUÉ, *député apparenté P.S.*, Joël BRUNEAU, *Conseiller régional U.M.P.* (Caen, Centre d'études théologiques, 26 nov. 2012).
- o « **Qu'est-ce que la dignité de la personne humaine ? Approche juridique** », in *Journée d'études interdisciplinaires*, en complément du témoignage de Mme Florence AUBENAS, auteur : *Le quai de Ouistreham*, Ed. de l'Olivier, 2010 (Caen, Centre d'études théologiques, 4 févr. 2012).
- o « **Logement familial et divorce** », *Journée d'études* organisée par LexisNexis Formation (Paris - 15^e arr., 141 rue de Javel, le 30 novembre 2011). *Journée de formation continue* réitérée avec Me

Charlotte BUTRUILLE-CARDEW à la demande de Mme Brigitte LAUER, Directrice de l'EDAGO, à la maison de l'avocat de Caen, le 3 février 2012, et à l'EDAGO, Rennes, le 7 décembre 2012.

- o « **Dissimulation et mariage blanc** », in La dissimulation et le droit, *Colloque organisé par Agnès CERF-HOLLENDER* (Caen, Faculté de Droit, 20 oct. 2011).
- o « **La règle de droit civil tient-elle compte de la liberté de conscience ?** », in La liberté de conscience : le droit de dire non ?, *Journée d'études interdisciplinaires* (Caen, Centre d'études théologiques, 15 janv. 2011).
- o « **La filiation à l'épreuve de la biologie** », in Vers un 'droit à l'enfant' ?, *Journée d'études interdisciplinaires* (Caen, Centre d'études théologiques, 16 janv. 2010).
- o « **Aliments et notions voisines** », in Le droit des aliments en questions, *Journée de colloque*, coordonnée avec Annick BATTEUR et Laurence MAUGER-VIELPEAU (Caen, Faculté de Droit, 7 octobre 2009).
- o « **L'émancipation juridique de la femme, dans la famille et par-delà les familles** », in « Femme et mère, la vie en double », *Colloque organisé par Joëlle MARIÉ, Chargée de mission aux Droits des Femmes et de l'Égalité à la Préfecture de l'Orne* (Alençon, La Halle aux Toiles, 17 juin 2009).
- o « **La question du genre dans le Code civil** », in *Masculin-Féminin : la confusion des genres ?*, *Colloque : Caen organisé par Thomas GUÉDIER et le Philosophe Thierry MACHEFERT* (Caen, Centre d'études théologique, 5 avril 2008).
- o « **Les dispositions transitoires de l'ordonnance du 4 juillet 2005 sur la filiation** », *Conférence organisée par le Centre de recherche de droit privé et le Barreau de Caen*, dir. du Doyen Annick BATTEUR (Caen, Faculté de Droit, 15 septembre 2006).
- o « **Le nom de l'enfant mineur** », in L'enfant, *Colloque organisé par le Centre de recherche sur les droits fondamentaux*, dir. Jean-Manuel LARRALDE (Caen, Faculté de Droit, 15 juin 2006).
- o « **La nouvelle réglementation des prestations compensatoires après divorce** », *Intervention dans le cadre de l'Ecole doctorale Droit Normandie*, sous dir. et avec Annick BATTEUR (Univ. Caen, 1^{er} février 2001).

4.7 – Droit patrimonial de la famille

- o « **Divorce, patrimoine et fiscalité** », *Journée de formation continue* avec Me Hugues PLUMERAULT, à l'École des Avocats du Grand Ouest de Rennes (EDAGO), le 21 déc. 2018.
- o « **Le patrimoine familial face au droit bancaire** », *Journée d'études* organisée par l'École des Avocats du Grand-Ouest (EDAGO) (Rennes, 21 juin 2018) avec Me Arnaud GAONAC'H.
- o « **Le droit commun et spécial de l'indivision familiale (successorale, pacsimoniale, post-communautaire, etc.)** », *Journée de formation continue* avec Thibault DOUVILLE pour l'École des Avocats du Grand Ouest, à la Maison de l'Avocat de Caen, le 4 sept. 2015.
- o « **Les droits sociaux des époux** », *Journée de formation continue* avec Thibault DOUVILLE pour l'École des Avocats du Grand Ouest, à la Maison de l'Avocat de Caen, le 20 mai 2015.
- o « **Les droits du conjoint survivant face aux conflits de famille** », in Droits du conjoint, comment le favoriser ? - *Colloque de l'Association des Étudiants préparant le master II Droit Notarial de Rouen (AEDNR)* avec Clothilde GRARE-DIDIER, Sophie PELLET et Martin LEBEAU, à la Faculté de droit de Rouen, le 8 avril 2014.
- o « **Divorce, patrimoine et fiscalité** », *Journée de formation continue* avec Frédéric DOUET à l'EDAGO, à l'École des Avocats du Grand Ouest de Rennes, le 28 mars 2014 et le 12 juin 2015 ; à la Maison de l'Avocat de Caen, le 21 novembre 2014.

- o « **Le droit du couple désuni : divorce, liquidation et prestation compensatoire** », *Journée d'études* organisée par LexisNexis (Schœlcher en Martinique, le 28 sept. 2010 – Saint-Denis de la Réunion, le 7 déc. 2010. – Belfort, les 10 déc. 2010 et 14 déc. 2012).
- o « **Le droit du couple uni : régimes matrimoniaux, pacs et concubinage** », *Journée d'études* organisée par LexisNexis (Schœlcher en Martinique, 27 sept. 2010 – Saint-Denis de La Réunion, Bellepierre, 6 déc. 2010), avec Frédéric DOUET.
- o « **Les nouvelles attributions du J.A.F. : juge de paix et liquidateur** », Université d'Été, Droit des personnes et du patrimoine, *Journée d'études* organisée par l'École des Avocats du Grand-Ouest, dir. Brigitte LAUER et Me Corinne DEMIDOFF (La Baule, 26 août 2010) avec S. DAVID et F. DOUET.
- o « **Gestion de l'indivision successorale après la loi de simplification du droit** », in Loi de finances 2010, *Journée d'étude notariale*, dir. Frédéric DOUET (Deauville, 15 janv. 2010).

IV. – ENSEIGNEMENTS UNIVERSITAIRES

Service de l'année universitaire 2025-2026

(5^e, 6^e, 7^e et 8^e années de professorat)

à l'Université de Caen Normandie (Sites de Caen et d'Alençon - Damigny)

1.1 Cours aux juristes

- o **Droit approfondi des incapacités (Principes directeurs et distinctions, Mesures de protection juridiques, Droit du patrimoine)**, COURS Master II, Droit civil des personnes vulnérables (30 h.) depuis 2016/2017 ; [...] ; 2025/2026. [10 ans]
- o **Droit des personnes protégées (Mineurs et majeurs protégés)**, COURS Master I, Droit civil des personnes vulnérables & Master I, Droit des assurances (36 h.), cours assorti de TD : 2022/2023 ; 2022/2025. [3 ans]
- o **Droit des obligations, L'acte juridique**, COURS Licence II (35 h.), cours assorti de TD : 2024/2025 ; 2025/2026. [2 ans]
- o **Droit des obligations, Le fait juridique**, COURS Licence II (35 h.), cours assorti de TD : 2022/2023 ; 2023/2024 ; 2024/2025 ; 2025/2026 [4 ans]
- o **Droit des personnes**, COURS Licence I (20 h.), cours sans TD, 2022/2023 et 2023/2024. [2 ans]
- o **Introduction au droit du patrimoine**, COURS Licence I (15 h.), cours sans TD, 2022/2023 et 2023/2024. [2 ans]
- o **Droit de l'état civil**, COURS Licence professionnelle Métiers des administrations et collectivités territoriales III (15 h.), depuis 2022/2023. [4 ans]

1.2 Cours aux non-juristes

- o **Droit des majeurs protégés : protection de la personne et des biens) (70 h.). & Droit des mandataires judiciaires à la protection des majeurs : accès et exercice de la profession (36 h.)**, COURS Diplôme Universitaire *Protection juridique des personnes vulnérables* (Faculté de droit de Caen), couplé au Certificat national de compétences *Mandataire judiciaire à la protection des majeurs* (IRTS Normandie Caen). Promotion 21 : Mesures de protection juridique. – Principes directeurs. – Classifications des actes patrimoniaux. – Mandataire judiciaire à la protection des majeurs : statuts, requête, responsabilité civile professionnelle), depuis 2009/2010. [17 ans]

- o **Éthique et droit**, COURS Master II Éthique médicale (12 h.), PFRS Caen. (dir. Guillaume GRANDAZZI) : depuis 2022/2023. [4 ans]
- o **Droit des personnes et grand âge**, COURS Master II, Management des Établissements et des Structures Gériatriques (14 h.), IAE Caen. (dir. Gillonne DESQUENES, MCF sociologie) : 2022/2023 ; 2023/2024 ; 2024/2025. [3 ans]

Services des années universitaires 2018-2022
à l'Université de Bretagne Occidentale (4 ans de professorat)
Sites de Brest et Quimper

1.1 Cours aux juristes

- o **Droit approfondi des majeurs protégés (Principes directeurs et distinctions, Mesures de protection juridiques, Droit du patrimoine)**, COURS Master II, Droit des personnes vulnérables (30 h.) (dir. François-Xavier ROUX-DESMARE) : 2018/2022. (4 ans). – **COURS Master II, Droit des structures médico-sociales et services aux personnes** (6 h.) (dir. Isabelle DEMESLAY) : 2018/2022. (4 ans).
- o **Droit de l'aide et de l'action sociales**, COURS de Master I Droit des personnes vulnérables et Master I Droit des services médico-sociaux : 2018/2019 (30 h.) ; 2019/2021 (28 h.) ; (4 ans)
- o **Sujet, vulnérabilité, lien social**, COURS (9 h.) de Master I Droit des personnes vulnérables et Master I Droit des services médico-sociaux (Cours de 36 h., partagé entre un juriste, un philosophe, un sociologue et un psychologue) : 2018/2022. (4 ans)
- o **Droit des assurances**, COURS de Master I (not. Droit des personnes vulnérables ; Droit des activités maritimes) : 2018/2019 (30 h.) ; 2019/2022 (27,5 h.). (4 ans)
- o **Droit de la consommation**, COURS de Master I (not. Droit privé fondamental) : 2021/2022 (27,5 h.). (1 an)
- o **Droit des biens**, COURS de Licence III mention Droit : 2019/2022 (27,5 h.). (3 ans)
- o **Droit des obligations : I. Sources - Droit commun des contrats**, COURS de Licence II mention Droit : 2020/2021(27,5 h.). (1 an)
- o **Droit des obligations : II. Sources - Responsabilité civile et quasi-contrats**, COURS de Licence II mention Droit : 2018/2019 (30 h.) ; 2019/2020 (27,5 h.). (2 ans)
- o **Droit des personnes et de la famille**, COURS de Licence I mention AES : 2018/2019 (30 h.). (1 an)

1.2 Cours aux non-juristes

- o **Droit des personnes âgées**, COURS Master II, Psychologie du vieillissement normal et pathologique (7 h.) (dir. Caroline AUFRAY-BEAUFILS) : 2018/2022.
- o **Éthique et droit**, COURS Licence II, Orthophoniste (9 h.) (dir. Nolwenn UGUEN) : 2020/2022.

**Autres enseignements dispensés à la Faculté de droit
de l'Université de Caen Normandie (1996-2018)**

2.1 Statuts :

- o **Maître de conférences** (15 ans) à partir du 1^{er} sept. **2003**, affecté au département Techniques de commercialisation (TC) de l'Institut Universitaire Technologique de Caen, puis à la Faculté de droit de Caen, du 1^{er} janvier 2006 au 31 août **2018**.
- o **Attaché temporaire d'enseignement et de recherche (ATER)** pendant 2 ans, à temps plein, affecté à la Faculté de droit de l'Université de Caen Basse-Normandie (2000-2001 ; 2002-2003).
- o **Vacataire** pendant 4 ans à la Faculté de droit de l'Université de Caen Basse-Normandie (**1996**-1997 ; 1997-1998 ; 1998-1999 ; 1999-2000).

2.2 Cours magistral et Travaux-dirigés

- o **Droit approfondi des majeurs protégés, COURS** Master II, Droit civil, Protection des personnes vulnérables (20 h.) (*depuis 2010-2011*, dir. A.-BATTEUR et L. MAUGER-VIELPEAU, *avec un renouvellement annuel des institutions étudiées*). – (60 h.), Diplôme Universitaire *Protection juridique des personnes vulnérables* (Faculté de droit de Caen), couplé au Certificat national de compétences *Mandataire judiciaire à la protection des majeurs (depuis 2009-2010)*.
- o **Les régimes spéciaux d'indemnisation, COURS** (12 h.) de Master II Contentieux droit privé (dir. F.-G. TRÉBULLE et L. MAUGER-VIELPEAU : 2004-2005 ; 2005-2006 ; 2006-2007 ; 2007-2008 ; dir. P. CALLÉ et L. MAUGER-VIELPEAU : 2008-2009 ; 2009-2010 ; dir. C. BLÉRY : 2014-2015 ; 2015-2016 ; 2016-2017 ; 2017-2018), soit 10 ans.
- o **Problèmes contemporains du droit de la biomédecine, COURS** (10 h.), de Master II *Recherche en droit privé*, dir. Annick BATTEUR, Pr. (4 ans : 2008-2012).
- o **Droit du vivant, COURS** (18 h.), Premier semestre de Master I *Valorisation des innovations biologiques (Droit et biologie)*, dir. Christophe ALLEAUME (Droit) et Edwige PETIT (Biologie). (5 ans : 2011-2017)
- o **Droit des régimes matrimoniaux, COURS** (36 h.), Premier semestre de Licence III *mention Droit* (12 ans : 2006-2018).
- o **Droit des biens et de la copropriété, COURS** (36 h.), Second semestre de Licence III *mention Droit* (4 ans : 2014-2018), site de Caen. **COURS** (20 h.) de Licence professionnelle *Activités notariales* (4 ans : 2004-2008), site d'Alençon.
- o **Introduction générale au droit, COURS** (36 h.) *même public*, site d'Alençon (4 ans : 2009-2013), site de Caen (3 ans : 2013-2016), soit 7 ans. **Travaux dirigés** (15 h.) de Licence I *mention Droit* (dir. H. PÉROZ, 2008-2009).
- o **Droit des personnes et des biens, Travaux dirigés** (15 h.) de Licence I *mention Droit* (dir. H. PÉROZ, 2007-2008 ; 2008-2009), **COURS** (36 h.) *même public*, site d'Alençon (2009-2010 ; 2010-2011 ; 2011-2012), soit 3 ans.
- o **Droit des personnes et de la famille, COURS** (36 h.) de Licence I *mention Droit*, site d'Alençon (2012-2013), site de Caen (3 ans : 2013-2016), soit 4 ans.
- o **Droit des obligations, L'acte et le fait juridique, Travaux dirigés** (30 h.) de DEUG 2^e année *mention Droit* (dir. A. BATTEUR, 1999-2000 ; 2000-2001 ; dir. H. PÉROZ, 2002-2003 ; 2003-2004 ; dir. F.-G. TRÉBULLE, 2004-2006 ; dir. A. BATTEUR, 2008-2009).
- o **Droit des affaires, Travaux dirigés** (15 h.) de DEUG 2^e année *mention Droit* (dir. François-Guy TRÉBULLE, 2002-2003).
- o **Droit de la consommation, Travaux dirigés** (10 h.) de Licence en A.E.S. (dir. Laurence FIN-LANGER, 2003-2004).

- o **Droit de la famille, Travaux dirigés** (15 h.) de Licence en Droit (dir. A. CERF, 1996-1997 ; 1997-1998 ; dir. M.-P. MAURIN, 1998-1999 ; 2000-2001).
- o **Droit des régimes matrimoniaux, Travaux dirigés** (15 h.) de Licence en Droit (dir. Th. LE BARS, 1998-1999 ; dir. C. BLÉRY, 2000-2001 ; 2002-2003), **COURS** (32 h.) de Licence professionnelle *Activités notariales* (2004-2005 ; 2006-2007 ; 2007-2008).
- o **Droit des successions et des libéralités, Travaux dirigés** (15 h.) de Licence en Droit (dir. L. MAUGER-VIELPEAU, 2006-2007 ; dir. A. BATTEUR, 2007-2008 ; 2008-2009 ; dir. L. MAUGER-VIELPEAU, 2009-2010 ; 2010-2011 ; 2011-2012 ; 2012-2013). **COURS** (36 h.) de Licence III en droit, 2013-2014.
- o **Droit des sûretés, Travaux dirigés** (15 h.) de Maîtrise en droit privé *Toutes mentions* (dir. J.-Ch. BOULAY : 2002-2003 ; 2003-2004 ; 2004-2005 ; 2005-2006 ; 2006-2007) ; **COURS** de Master I en droit privé *Toutes mentions* (2007-2008 ; 2008-2009), soit 2 ans.
- o **Les contrats spéciaux, Travaux dirigés** (15 h.) de Maîtrise en droit privé *Toutes mentions* (dir. O. SALVAT : 2002-2003 ; 2003-2004 ; 2004-2005 ; 2005-2006 ; 2006-2007).

2.3 Séminaires

- o **Droit des contrats, Les sûretés personnelles du dirigeant social**, Séminaire (3 h.) d'actualité en Master II *Droit de l'entreprise et des affaires* et *D.J.C.E.*, dir. Laurence FIN-LANGER puis Jean-Christophe PAGNUCCO (4 ans : 2014/2018).
- o **Droits des contrats, La clause résolutoire**, Séminaire (3 h.) de droit en Master II *Droit notarial*, dir. Thierry LE BARS et Odile SALVAT puis L. MAUGER-VIELPEAU (13 ans : 2005/2018).
- o **Exercices de liquidation successorale**, Séminaire (6 h.) de droit en Master II *Droit notarial*, dir. Thierry LE BARS, Odile SALVAT puis L. MAUGER-VIELPEAU (4 ans : 2014/2018).
- o **Droit des obligations** à l'Institut d'études judiciaires (12 h.). – Préparation à l'épreuve de droit des obligations de l'examen d'entrée au Centre Régional de Formation Professionnelle d'Avocats, Correcteur spécialisé et Membre du jury (entre 2003 et 2012 puis entre 2015 et 2018).
- o **Droit civil** à l'Institut d'études judiciaires (6 h.). - Préparation à l'épreuve de droit civil du concours d'entrée de l'École nationale de la magistrature (entre 2003 et 2018).
- o **Droit des sûretés**, Séminaire d'actualité (3 h.) en Master II *Droit des affaires* et *D.J.C.E.* (dir. Jean-Marc MOULIN, puis Anne-Sophie CHONÉ-GRIMALDI), 4 ans : 2010/2018).

Autres enseignements dispensés en dehors de la Faculté de droit de l'Université de rattachement (Caen ou Brest) (2003-2022)

- o **Droit patrimonial des majeurs protégés, Cours** Master II, Droit des personnes vulnérables (36 h.) (dir. François-Xavier ROUX-DESMARE) : 2012/2025 (3 ans), Université de **Brest**, Faculté de droit. – **Cours** (36 h.) Diplôme Universitaire *Gestion du patrimoine des personnes protégées*, dir. Mme Anne-Sophie SIEW-GUILLEMIN, Mcf (3 ans : 2021-2022 ; 2022-2023 ; 2024-2025), Université de **Nice**, Faculté de droit. – **Cours** (7 h.), Diplôme Master 2 *Droit et conseil de gestion du patrimoine*, dir. M. Jean PRIEUR puis Mme Anne KARM, Pr (9 ans : 2016-2025), Université de **Paris Dauphine**. – **Cours** (7 h.), Diplôme Master 2 *Droit et ingénierie du patrimoine*, dir. Mme Sandie LA CROIX DE SOUSA et Benjamin MATHIEU, Mcf (2 ans : 2020-2022), Université d'**Orléans**, Faculté de droit.

- o **Droit civil et médical, La protection de la personne du majeur incapable, Cours** (25 h.) du Diplôme Universitaire *Mandataire judiciaire à la protection des majeurs*, dir. Mme Nathalie PETERKA, Pr. (1 an : 2009-2010, en remplacement du Professeur Anne DEBET ; 3 ans : depuis 2022-2023 ; 2023-2024 ; 2024-2025). [Université de **Paris** Est Créteil – Faculté de droit].
- o **Droit civil, Entraînement à l'épreuve écrite de 5 h.** (24 h.). Préparation au concours d'entrée de l'E.N.M. Classe Préparatoire intégrée de **Paris** (École nationale de la magistrature), dir. M. Frédéric DEBOVE (12 ans : 2011/2022).
- o **Droit des successions, Cours** (36 h.) de Master I *mention* Droit privé (en 2010-2011, puis en 2011-2012 en remplacement du Professeur Clothilde GRARE-DIDIER) [Université de **Rouen** – Faculté de droit et de sciences économiques].
- o **Droit de la famille, Cours** (36 h.) de Licence I *mention* Droit (8 ans : 2003/2011. – 2 ans 2022-2023 et 2023-2024) [Université du **Havre** – Faculté des affaires internationales].
- o **Droit des contrats civils et commerciaux** (50 h.), **Cours** aux étudiants de 2^e année (2003-2004 ; 2004-2005 ; 2005-2006) [I.U.T. de Caen – Départements Techniques de commercialisation (TC) et Gestion des entreprises et des Administrations (GEA)].

V. – RESPONSABILITÉS SCIENTIFIQUES

1. – Direction de recherche

1.1 – Habilitation à diriger les recherches

En cours (3)

... Cyril **HAZIF-THOMAS**, *Droit des personnes vulnérables*, en préparation à l'UCN.

... Michel **BOUDJEMAÏ**, *L'enseignement du droit aux travailleurs sociaux*, en préparation à l'UCN.

... Mathias **COUTURIER**, *Psychiatrie, médecine et droit*, en préparation à l'UCN.

2024

... Amandine **CAYOL** (MCF, UniCaen), *La dualité de la personne : humaine et juridique*, 462 p., Soutenance à l'Univ. Caen, le 20 déc. 2024 devant David NOGUÉRO (Président du jury), Thierry REVET (Rapporteur), Thibault DOUVILLE (Rapporteur), Christophe QUEZEL-AMBRUNAZ (Rapporteur), Stéphanie PORCHY-SIMON et Laurence MAUGER-VIELPEAU et le garant.

2011

... Marie-Pierre **BAUDIN-MAURIN** (MCF, UniCaen), *Droit civil et droit de l'environnement. Ecrits dispersés, pensées convergentes*. Soutenance à l'Univ. Caen, le 16 déc. 2011 devant Gérard MÉMETEAU (Président du jury), François-Guy TRÉBULLE, Hélène PÉROZ, Catherine PUIGELIER et le garant.

1.2 – Thèses de doctorat

Dirigées et soutenues (3). - En cours (10)

... Céline **SEVIN-KAYGIN**, *La dualité des obligations de conseil*. Thèse **UCN**, dep. Nov. 2024. – CSI : – David NOGUERO (01, Univ. Le Mans) et Fabien BOTTINI (02, Univ. Le Mans).

... Lucas **SANDRET**, *L'engagement familial*. Thèse **UCN**, dep. Sept. 2023. – Contrat doctoral (2024-2027). – CSI : – Laurence MAUGER-VIELPEAU (01, Univ. Caen) et Jean-Manuel LARRALDE (02, Univ. Caen).

... Makiko **YOSHIOKA**, *Transhumanisme, médecine et droit, en droit français et japonais*, codir. A. CAYOL, Thèse **UCN**, Sept. 2023. – Convention CIFRE (2024-2027). CSI : – Guillaume ROUSSET (01, Univ. Lyon 3) et Magali BOUTEILLE BRIGANT (01, Univ. Le Mans).

... Philomène **BRUN** (Contrat doctoral), *Le statut juridique du mineur confié à l'Aide sociale à l'enfance*, codir. F. ROGUE, Thèse **UCN**, dep. Sept. 2022. – Contrat doctoral (2022-2025).

... Coralie **CLORENNEC-JAOUEN** (Enseignante contractuelle, Univ. Le Havre), *Situations de handicap : indemnisations et prise en charge par l'aide sociale*, codir. A. CAYOL, Thèse **UCN**, dep. 2022. – CSI : – David NOGUERO (01, Univ. Le Mans) et Fabien BOTTINI (02, Univ. Le Mans).

... Audrey **LOSSOUARN** (Contrat doctoral), *L'individualisation de la protection juridique*, codir. D. GUERIN, Thèse **UBO**, dep. Sept. 2022. – 2022-2025 : Bourse ARED / (½) & Contrat doctoral (½). – CSI : Jérôme LEPROVAUX (UCN) et Isabelle VIGOUROUX (UBO).

... Alexandre **MORIN** (ATER), *La survulnérabilité de la personne humaine*, codir. L. MAUGER-VIELPEAU, Thèse **UCN**, dep. Sept. 2021. – CSI : Sylvie MOISDON-CHATAIGNER (Univ. Rennes) et Jean-Manuel LARRALDE (02, Univ. Caen). – Contrat doctoral (2021-2024).

... Bildane **TASDEMIR** (clerc d'avocat), *Gestation pour autrui et vulnérabilité*. Thèse **UBO**, dep. 2020. – CSI : Marion COTTET (UBO) et Muriel REBOURG (UBO).

... Faouzi **DIANE** (MJPM Préposé), *Mandataire judiciaire à la protection des majeurs : une profession unique*. Thèse **UBO** dep. 2019. – CSI : Muriel REBOURG (UBO) et Amandine CAYOL (UCN).

... Houssame **BOUZID** (MJPM préposé dans un ESMS, 93), *La santé du majeur protégé*. Thèse **UBO**, dep. 2019. – CSI : Laurence GATTI (Univ. Poitiers) et Paul VÉRON (Univ. Nantes).

2023

... Quentin **LE PLUARD**, *Le transhumanisme et le Droit*. Thèse en codirection avec Marion COTTET, soutenue le mercredi 21 juin 2023 (694 p.), devant M. Grégoire LOISEAU (Président du jury), M. Xavier LABBÉE et Mme Aline CHEYNET de BEAUPRÉ (Rapporteurs), Mme Astrid MARAIS, MM. Jean-René BINET, Jean-Jacques URVOAS et les directeurs de recherche. – Qualifié par le CNU, sect. 01 (2024). – Maître de conférences 01, Univ. Caen, IUT site de Caen, départ. GEA.

2018

... Aloïse **QUESNE**, *Le contrat portant sur le corps humain*. Thèse débutée en 2011 (*Lauréate 2014 de l'Association française des femmes diplômées d'Université*. – *Prix de Droit 2014 de La Fondation Droit Animal, Éthique et Société*), en codirection avec Jean-René BINET, soutenue le vendredi 7 déc. 2018 (703 p.), devant Mmes Annick BATTEUR, Muriel FABRE-MAGNAN (Présidente du jury), Astrid MARAIS, M. Grégoire LOISEAU et les directeurs de recherche. – CR par Mme Catherine PUIGELIER, *RTD civ.* 2019/3, p. 698 à 700. – Qualifié par le CNU, sect. 01 (2019). – Recrutée Maître de conférences à l'Univ. Évry, Ufr Droit, 2019. – éd. Mare & Martin, 2021, 841 p.

2017

... Claire **HÉRIN**, *La charge tutélaire*. Thèse préparée en codirection avec Annick BATTEUR. Soutenance à l'Univ. Caen Normandie, le samedi 8 avril 2017 devant Jean-Jacques LEMOULAND (Président du jury), Laurence MAUGER-VIELPEAU, Sylvie MOISDON-CHATAIGNER, Jean-Marie PLAZY et les directeurs de recherche (404 p.). – Recrutée en 2018 Directrice adjointe, en charge des affaires juridiques de l'UDAF du Calvados.

1.3 – Direction de mémoires pour valider les acquis de l'expérience (VAE) [1]

2025

... Georges **ISABELLE**, *La prise en charge de la vulnérabilité de la personne physique* : Mémoire rédigé pour obtenir en VAE le master 2 Droit civil, protection des personnes vulnérables, Université de Caen, soutenu le 30 juin 2025. Jury composé de Fanny ROGUE, présidente, de Véronique TELLIER-CAYROL, de Mathias COUTURIER, d'Élodie FRAGO et de Christophe NIEL.

1.4 – Direction de mémoires de recherche (Master II (*anc.* D.E.A.) « Droit privé fondamental », « Contentieux privé », « Droit civil, protection des personnes vulnérables », « Droit des personnes et de la famille », à l'Université de Caen, de Brest ou de Rennes) [37]

2025 – En cours

... Klervi **REVELEN**, *L'image de la personne protégée*, Mémoire de master 2 DC-PPV, en préparation à Caen.

... Eugénie **HUE**, *Le mandat de protection future par assistance après les travaux préparatoires de la Loi n°2024-317 du 8 avril 2024 portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir et de l'accompagnement*, Mémoire de master 2 Droit des personnes et de la famille, soutenu à Rennes, le 7 juill. 2025, devant Sylvie MOISDON-CHATAIGNER et le directeur de recherche.

... Adèle **THIBAUD**, *Le fichier national des mesures de protection juridique, essai prospectif*, Mémoire de master 2 Droit des personnes et de la famille, soutenu à Rennes, le 7 juill. 2025, devant Sylvie MOISDON-CHATAIGNER et le directeur de recherche.

2023

... Lucas **SANDRET**, *Majeur protégé et sujet de droit*, Mémoire de master 2 DC-PPV soutenu à Caen, le 11 juillet 2023, devant Fanny ROGUE et le directeur de recherche.

... Philomène **BRUN**, *Les droits strictement personnels du mineur : de la qualification à la catégorie juridique*, Mémoire de master 2 DC-PPV soutenu à Caen, le 11 juillet 2023, devant Fanny ROGUE et le directeur de recherche.

2022

... Audrey **LOSSOUARN**, *Mandat de protection future et gestion du patrimoine (contrat de mariage, fiducie, société civile immobilières). Quelles articulations pour anticiper sur la protection ?*, Mémoire de master 2 DPV soutenu à Brest, le 8 juin 2022, devant Dorothée GUÉRIN et le directeur de recherche.

... Pauline **KERVELLA**, *La situation du surendettement des particuliers. Évolution des critères depuis la Loi Neiertz*, Mémoire de master 2 DPF soutenu à Brest, le 18 mai 2022, devant Anne-Sophie LUCAS-PUGET et le directeur de recherche.

2021

... Lucie **CAPELLO**, *Le mandat de protection future par assistance*, Univ. Caen, Mémoire de master 2 DC-PPV soutenu à Caen, le 6 sept. 2021, devant Fanny ROGUE et le directeur de recherche.

... Alexandre **MORIN**, *La survulnérabilité de la personne physique*, Univ. Brest, Mémoire de master 2 DPV soutenu à Brest, le 16 juin 2021, devant Muriel REBOURG et le directeur de recherche.

... Justine **TRACQUI**, *La dynamique des droits fondamentaux des personnes majeures protégées après la loi n°2019-222 du 23 mars 2019*, Mémoire de master 1 DPV (UBO) soutenu en visioconférence, le 18 mai 2021, devant le directeur de recherche.

... Sam **HERNANDEZ**, *Le Code de justice des mineurs (Ord. 11 sept. 2019, ratifié par Loi 26 févr. 2021)*, Mémoire de master 1 DPF (UBO) soutenu en visioconférence, le 12 mai 2021, devant le directeur de recherche.

... Éve **LAGNIER**, *Le respect de la vie privée et le contrat d'assurance*, Mémoire de master 1 DPV (UBO) soutenu en visioconférence, le 15 avril 2021, devant le directeur de recherche.

2020

... Nawongui Aïcha Tania **YÉO**, *Le système ivoirien de protection des majeurs à la lumière du modèle français*, Mémoire de master 2 DC-PPV soutenu à Caen, le 11 sept. 2020, devant Fanny ROGUE et le directeur de recherche.

2016

... Caroline **DELAMARE**, *Analyse des avis (170) de la Cour de cassation rendus entre 1991 et 2016. Contribution à l'étude de la jurisprudence*, Mémoire de master 2 JPP soutenu à Caen, le 14 juin 2016, devant Corinne BLÉRY et le directeur de recherche.

2015

... Caroline **LEMAIRE**, *Le droit des accidents de la circulation à l'aune du dialogue entre le juge et le législateur (Loi n°85-677 du 5 juillet 1985 dite Loi Badinter)*, Mémoire de master 2 JPP soutenu à Caen, le 26 juin 2015, devant Thibault DOUVILLE et le directeur de recherche.

... Myriam **FROVILLE**, *La mise en œuvre de la profession de mandataire judiciaire à la protection des majeurs en Basse-Normandie. Recherches sociologiques et réflexions juridiques*, Diplôme d'État d'ingénierie sociale, Mémoire soutenu le 1^{er} juill. 2015 devant un jury de la DRJSCS de Rouen.

2014

... Marie **YVER**, *Le statut juridique de l'aide à domicile*, Mémoire soutenu le 14 nov. 2014 devant Célia BERCHI et le directeur de recherche.

2013

... Didier **FISSON**, *La liberté individuelle des personnes vulnérables en EHPAD*, Mémoire soutenu le 10 oct. 2013 devant Anne GOLSE et le directeur de recherche.

2012

... Raphaëlle **AGULHON**, *Les revenus des époux*, Mémoire soutenu le 2 octobre 2012 devant Pierre CAGNOLI et le directeur de recherche.

... Pauline **FICHEROULLE**, *Le principe d'indisponibilité du corps humain après la loi du 7 juillet 2011*, Mémoire soutenu le 21 sept. 2012 devant Mathias COUTURIER et le directeur de recherche.

... Mathilde **BEAURUEL**, *La révision du partage successoral du fait de l'établissement posthume de la filiation*, Mémoire soutenu le 3 juill. 2012 devant A. BATTEUR et le directeur de recherche.

... Jill **JONCOUR**, *L'adopté simple et le droit des successions*, Mémoire soutenu le 3 juillet 2012 devant Jérôme LEPROVAUX et le directeur de recherche.

2011

... Louise **JEANNE**, épouse FAUVEL, *Réflexions sur le don de gamètes de l'être humain*, Mémoire soutenu le 8 sept. 2011 devant Jérôme LEPROVAUX et le directeur de recherche.

... Aloïse **QUESNE**, *Le statut juridique des cendres issues de la crémation du corps humain*, Mémoire soutenu le 8 sept. 2011 devant Annick BATTEUR et le directeur de recherche.

... Amandine **VERCHERE-MICHON**, *L'enfant du majeur protégé*, Mémoire soutenu le 8 sept. 2011 devant Annick BATTEUR et le directeur de recherche.

2010

... Martin **THORAVAL**, *Res mobilis res vilis. Empreinte d'un adage sur le droit civil français*, Mémoire soutenu le 6 sept. 2010 devant L. MAUGER-VIELPEAU et le directeur de recherche.

2009

... Benjamin **BLIN**, *L'office du médecin en droit civil à partir de l'état civil*, Mémoire soutenu le 7 sept. 2009 devant Annick BATTEUR et le directeur de recherche.

... Bertrand **BRÉAVOINE**, *Le démembrement de la clause bénéficiaire d'un contrat d'assurance-vie. Étude en droit des obligations et en droit patrimonial de la famille*, Mémoire soutenu le 17 sept. 2009 devant Véronique MIKALEF-TOUDIC et le directeur de recherche.

2008

... Flore **GÉDÉON**, *Les conclusions publiées par un avocat général à la Cour de cassation (Etude menées à partir des conclusions publiées de M. Jerry Sainte-Rose)*, Mémoire soutenu le 7 juillet 2008 devant Annick BATTEUR, Jerry SAINTE-ROSE, Laurence MAUGER-VIELPEAU, Mathias COUTURIER et le directeur de recherche.

... Héloïse **DENIS**, *L'abandon d'enfant*, Mémoire soutenu le 2 sept. 2008 devant Laurence MAUGER-VIELPEAU et le directeur de recherche.

... Annabelle **MOREL**, *La filiation interdite*, Mémoire soutenu le 3 sept. 2008, devant Jérôme LEPROVAUX et le directeur de recherche.

... Hélène **PAYANCÉ**, *La filiation à l'épreuve de l'anonymat du géniteur*, Mémoire soutenu le 2 sept. 2008 devant Annick BATTEUR, L. MAUGER-VIELPEAU et le directeur de recherche.

... Lætitia **RAULT**, *Le formalisme des actes juridiques unilatéraux*, Mémoire soutenu le 4 sept. 2008 devant Karim SALHI et le directeur de recherche.

2007

... Élodie **GIARD**, *Une analyse contractuelle du cautionnement bancaire*, Mémoire soutenu le 9 juillet 2007 devant Pierre CAGNOLI et le directeur de recherche.

... Aline **PRONIER**, *La protection du logement familial*, Mémoire soutenu le 10 juillet 2007, devant Annick BATTEUR, Laurence MAUGER-VIELPEAU et le directeur de recherche.

2006

... Hélène **JAILLET**, *Réflexions sur l'acceptation des risques en droit de la responsabilité*, Mémoire soutenu le 11 juillet 2006 devant Annick BATTEUR et le directeur de recherche.

... Sophie **TIDIER**, *Le dol de l'article 1116 du Code civil à l'épreuve du type de contrat*, Mémoire soutenu le 5 sept. 2006 devant Mathias AUDIT et le directeur de recherche.

1.5 – Direction de mémoires sanctionnés par le Diplôme Supérieur du Notariat (DSN) [12]

2023

... Sarah **ARROUCHE**, *Le notaire face à l'abus de faiblesse* : Mémoire – Rapport de stage, Université de Caen, soutenu le 1^{er} sept. 2023. Jury également composé de Me Maxime GRAILLOT et de Mme Agnès CERF-HOLLENDER.

2019

... Hanna **DAHMANE**, *L'encadrement juridique de la société de marchand de biens et l'étendue de sa responsabilité face à ses principaux créanciers* : Mémoire – Rapport de stage, Université de Rouen, soutenu le 13 sept. 2019. Jury également composé de Me Caroline LEROY-DUDONNÉ et de Mme le Doyen Johanna GUILLAUMÉ.

2016

... Anne-Sophie **AMIEL**, *L'exercice des droits du conjoint survivant, majeur protégé, dans le règlement de la succession et la vente immobilière : rôle du notaire et du juge des tutelles* : Mémoire – Rapport de stage, Université de Caen, soutenu le 19 déc. 2016.

2015

... Charlotte **METAYER**, *Le notaire et les entraides familiales (obligations alimentaires et créances de salaires différés)* : Mémoire – Rapport de stage, Université de Caen, soutenu le 17 juill. 2015.

2014

... Claire **GIBERT**, *Succession d'une entreprise agricole et créance de salaire différée* : Mémoire – Rapport de stage, Univ. Caen, soutenu le 17 déc. 2014.

... Martin **THORAVAL**, *La mort de l'héritier mandant* : Mémoire – Rapport de stage, Univ. Caen, soutenu le 29 sept. 2014.

2013

... Julie **DESAINT-PETIT**, *La clause d'exclusion des biens professionnels dans le contrat de participation aux acquêts* : Mémoire – Rapport de stage, Univ. Caen, soutenu le 18 déc. 2012.

2012

... Alice **BLANCHET**, *Règlement successoral à tiroirs* : Mémoire – Rapport de stage, Université de Caen, soutenu le 10 déc. 2012.

... Magali **DUVEAU**, *Vente d'immeuble moyennant rente viagère et libéralités rapportables* : Mémoire – Rapport de stage, Université de Caen, soutenu le 5 déc. 2012.

... Thomas **CHEVROLIER-ROUXEL**, *L'inertie de l'héritier présomptif* : Mémoire – Mémoire, Université de Caen, soutenu le 3 déc. 2012.

... Stéphanie **LEVESQUE**, *Problèmes juridiques liés à l'acquisition par un époux commun en biens avant et pendant l'instance en divorce, puis à la protection du nouveau conjoint dans le cadre d'une famille recomposée* : Mémoire – Rapport de stage, Université de Caen, soutenu le 12 octobre 2012.

... Pierre-Yves **MARIN**, *La liberté du défunt de disposer à cause de mort des biens dépendant de sa succession en présence d'héritiers réservataires à l'épreuve de la sécurité juridique* : Mémoire – Mémoire, Université de Caen, soutenu le 29 juin 2012.

2011

... Delphine **LAMBERT**, *Le notaire expert au cours de la procédure de divorce (Code civil, article 255 9° et 10°)* : Mémoire – Rapport de stage, Université de Caen, soutenu le 24 octobre 2011.

2009

... Dorian **VILMAIN**, *La vente d'immeuble à rénover* : Mémoire – Rapport de stage, Faculté des affaires internationales de l'Université du Havre, soutenu le 4 mai 2009.

2. – Appréciation de la recherche

2.1 – Membre d'un jury de soutenance en vue de l'habilitation à diriger les recherches [4]

2024

... Bérénice de **BERTIER-LESTRADE**, *La responsabilité civile et le handicap*. Soutenance à l'Univ. de Toulouse, le 27 février 2024 devant M. Gilles RAOUL-CORMEIL (Président du jury), Mme Anne DANIS-FATÔME, M. Thibault DOUVILLE, Mme Anne GUÉGAN (Rapporteurs), Mme Solange MIRABAIL et M. Jérôme JULIEN (Directeur de recherche).

2023

... Anne-Laure **FABAS-SERLOOTEN**, *Le maintien à domicile de la personne âgée*. Soutenance à l'Univ. de Toulouse, le 16 janvier 2023 devant M. Hervé LÉCUYER (Président du jury), M. Jérôme JULIEN, Mme Muriel REBOURG, Gilles RAOUL-CORMEIL (Rapporteurs), Mme Aline VIGNON-BARRAULT et M. Marc NICOD (Directeur de recherche).

2022

... Sandrine **BIAGINI-GIRARD**, *Les nouveaux rôles du juge administratif*. Soutenance à l'Univ. de Brest, le 23 novembre 2022 devant M. Christophe SINNASSAMY (Président du jury), MM. Xavier DUPRÉ de BOULOIS, Eric PECHILLON, Gilles RAOUL-CORMEIL (Rapporteurs) et Mme Béatrice THOMAS-TUAL (Directrice de recherche).

2013

... Isabelle **BEYNEIX**, *Recueil de travaux en droit de l'entreprise*. Soutenance à l'Univ. de Caen, le 30 mai 2013 devant M. Gaël CHANTEPIE (Président du jury), MM. Didier GUÉVEL, Arnaud CERMOLACCE, Gilles RAOUL-CORMEIL et Mme Véronique MIKALEF-TOUDIC (Directeur de recherche).

2.2 – Membre d'un jury de soutenance de thèse [26]

2025

... Meshal **ALTHAFIRI**, *La protection juridique des majeurs : étude comparative entre les droits français, égyptien et koweïtien*, Thèse de doctorat en droit privé et sciences criminelles, sous dir. Jean-Marie PLAZY, soutenue à l'Univ. Bordeaux, le 17 février 2025 (390 p.), devant Marie LAMARCHE (Présidente du jury), Gulsen YLDIRIM et Gilles RAOUL-CORMEIL (Rapporteurs), Meshal HAYAT (examineur) et le directeur de thèse.

2024

... Gwendoline **TAFFIN**, *La capacité de la personne représentée*, Thèse de doctorat en droit privé et sciences criminelles, sous dir. Adeline GOUTTENOIRE, soutenue à l'Univ. Bordeaux, le 9 octobre 2024 (472 p.), devant Fabien MARCHADIER (Président du jury), Ingrid MARIA et Gilles RAOUL-CORMEIL (Rapporteurs), Jean-Marie PLAZY (examineur) et la directrice de thèse.

... Serge **PRIOL**, *L'effectivité des droits français et belge en établissement social et médico-social à l'aune d'une approche inclusive du handicap*, Thèse de doctorat en droit privé et sciences criminelles, sous dir. Sylvie MOISDON-CHATAIGNER, soutenue à l'Univ. Rennes, le 9 juillet 2024 (723 p.), devant Gilles HUTEAU (Président du jury), Aline VIGNON-BARRAULT et Gilles RAOUL-CORMEIL (Rapporteurs), Cyril DESJEUX (examineur) et la directrice de thèse.

... Maxime **PÉRON**, *Le mineur consommateur, étude comparée du droit français et du droit brésilien*, Thèse de doctorat en droit privé et sciences criminelles, sous dir. Dorothée GUÉRIN et

Bibiana GRAEFF, soutenue à l'Univ. de Bretagne Occidentale (UBO, Brest), le 16 février 2024 (633 p.), devant Gilles RAOUL-CORMEIL (Président du jury), Malo DEPINCE et Claudia LIMA MARQUES (Rapporteurs), Guilherme ASSIS DE ALMEIDA et Yann FAVIER (examineurs) et les directrices de thèse.

2023

... Isaure **de ROMAND-GERBAULT**, *Les principes en droit de la famille*, Thèse de doctorat en droit privé et sciences criminelles, sous dir. Jean-René BINET, soutenue à l'Univ. Rennes 1, le 22 déc. 2023 (376 p.), devant Gilles RAOUL-CORMEIL (Président du jury – Rapporteur), Aude MIRKOVIC (Rapporteur), Marie GAYET (examinatrice) et le directeur de thèse.

... Françoise **CHASTANG**, *La mort choisie pour raison psychique et/ou existentielle : de l'autodétermination à la rencontre éthique*, Thèse de doctorat en santé publique préparée sous dir. Emmanuel HIRSCH, PUPH, et Jean-Marc BALEYTE, PUPH, soutenue à l'Univ. Paris Saclay, le 19 déc. 2023 (291 p.), devant Jacques VÉDRINNE (invité), Fabrice JOLLANT, PUPH (Président du jury), Fabienne LIGIER, PUPH, Pr Gilles RAOUL-CORMEIL (Rapporteurs), Catherine MASSOUBRE, PUPH, et Dr Cyril HAZIF-THOMAS (examineurs) et les directeurs de thèse.

... Lemuel-Asaph Gbodjo **GNAORE**, *L'autonomie des personnes atteintes d'Alzheimer en droit français : étude à l'aune des droits de l'homme*, Thèse de doctorat en droit public, préparée sous dir. Marie-Elisabeth BAUDOUIN, soutenue à l'Univ. Clermont-Ferrand, Faculté de droit, le 18 déc. 2023 (483 p.), devant Anne-Blandine CAIRE (Présidente du jury), Nicolas KANG-RIOU et Gilles RAOUL-CORMEIL (Rapporteurs), et la directrice de thèse.

... Steffi **LHOMME**, *Entre protection et autonomie juridique : quel équilibre juridique ?* Thèse de doctorat en droit privé préparée sous dir. Fanny VASSEUR-LAMBRY, soutenue à l'Univ. d'Artois, Faculté de droit de Douai, le 21 sept. 2023 (547 p.), devant Anne CARON-DÉGLISE (Présidente du jury), Sylvie MOISDON-CHATAIGNER, Gilles RAOUL-CORMEIL (Rapporteurs) et Ingrid MARIA (examinatrice) et la directrice de thèse.

... Jeanne **CHARLOTIN-KERVAZO**, *Le droit de vote du majeur déficient intellectuel*. Thèse de doctorat en droit privé préparée sous dir. Michel SEJEAN, soutenue à l'Univ. Vannes, le 3 févr. 2023 (355 p.), devant Gilles RAOUL-CORMEIL (Président du jury et rapporteur), Romain RAMBAUD (Rapporteur), Ingrid MARIA et Paul VÉRON (examineurs), et le directeur de thèse.

... Charles **WALLEIT**, *La protection juridique des majeurs en droits français et allemand*. Thèse de doctorat en droit privé préparée sous dir. Stéphanie ROHLFING-DIJOUX, soutenue à l'Univ. Nanterre, le 19 janv. 2023 (514 p.), devant Gilles RAOUL-CORMEIL (Président du jury et rapporteur), Guylène NICOLAS (Rapporteur), Augustin BOUJEKA et Volker LIPP (examineurs), et la directrice de thèse.

2022

... Clint **BOULAND**, *L'assistance à la création d'un acte juridique*. Thèse de doctorat en droit privé préparée sous dir. Jean-Marie PLAZY, soutenue à l'Univ. Bordeaux, le 18 février 2022 (674 p.), devant Francine MACORIG-VENIER (Présidente du jury), Dominique FENOUILLET (Rapporteur), Guillaume DROUOT, Anne CARON-DÉGLISE et Gilles RAOUL-CORMEIL (Rapporteur), et le directeur de thèse. – Qualifié par le CNU, sect. 01 (2024).

2021

... Alexandre **CHARPY**, *Le nouveau-né*. Thèse de doctorat en droit privé préparée sous dir. Sophie PARICARD, soutenue à l'Univ. Toulouse, le 6 déc. 2021 (370 p.), devant Bernard BEIGNIER (Président du jury), Marc PICHARD (Rapporteur), Gilles RAOUL-CORMEIL (Rapporteur), Anne-Marie LEROYER, Astrid MARAIS et la directrice de thèse. – Qualifié par le CNU, sect. 01 (2024).

... Damien **AFTASSI**, *Réflexions sur le droit à l'identité de genre*. Thèse de doctorat en droit privé préparée sous dir. Bénédicte BÉVIÈRE-BOYER, soutenue à l'Univ. Paris 8, le 22 nov. 2021 (934 p.), devant Anne-Marie LEROYER et Marc PICHARD (Rapporteurs), Astrid MARAIS, Christian BYK, Gilles RAOUL-CORMEIL (Président du jury) et la directrice de thèse.

... Charlemagne-Gilles **HOUNSA**, *Les nanotechnologies à l'épreuve des normes*. Thèse de doctorat en droit privé préparée sous la direction de Bérengère LEGROS et Rose-Marie BORGES-RIBEIRO, soutenue à l'Univ. Clermont-Ferrand, le 12 nov. 2021 (511 p.), devant Jean-Christophe GALLOUX

(Président du jury), Sophie PARICARD et Gilles RAOUL-CORMEIL (Rapporteurs) et les directrices de thèse.

... Angélique **GOYARD**, *Le majeur protégé parent*. Thèse de doctorat en droit privé préparée sous dir. Jean-Marie PLAZY, soutenue à l'Univ. Bordeaux (visioconférence), le 29 juin 2021 (572 p.), devant Jean-Jacques LEMOULAND (Président du jury), Laurence MAUGER-VIELPEAU et Gilles RAOUL-CORMEIL (Rapporteurs), Marie LAMARCHE (Examinatrice) et le directeur de thèse.

... Anne-Marie **CARO**, *L'encadrement de la séparation du couple par le processus collaboratif*. Thèse de doctorat préparée sous la direction de Sylvie MOISDON-CHATAIGNER, soutenue à l'Univ. de Rennes I (visioconférence), le 13 janv. 2021 (499 p.), devant M. Richard DESGORCES (Président du jury), Vincent ÉGÉA (Rapporteur), Fanny VASSEUR-LAMBRY (Rapporteuse), Nicole GALLUS et Gilles RAOUL-CORMEIL (examineurs) et la directrice de thèse.

2020

... Juliette **DUGNE**, *La vulnérabilité de la personne majeure. Essai de droit privé*. Thèse de doctorat en droit privé préparée sous la direction de François VIALLA, soutenue à l'Univ. Montpellier, le 18 déc. 2020 (560 p.), devant Rémy CABRILLAC (Président du jury), François CHÉNEDÉ (Rapporteur), G. RAOUL-CORMEIL (Rapporteur), Muriel REBOURG (Examinatrice) et le directeur de thèse. – Qualifiée par le CNU, sect. 01 (2022). – Recrutée Mef à l'Univ. Haute-Alsace (2022). – Thèse publiée par Dalloz, NBT, t. 216, avr. 2022.

... Alix **COAT**, *L'aptitude à consentir du majeur vulnérable*. Thèse de doctorat en droit privé préparée sous la direction de Brigitte LOTTI et Muriel REBOURG, soutenue à l'Univ. Bretagne Sud (Vannes, visioconférence), le 14 déc. 2020 (488 p.), devant Yann FAVIER, et Augustin BOUJEKA (Rapporteurs), Ingrid MARIA (Présidente du jury) et G. RAOUL-CORMEIL (examineur), et les directrices de thèse.

2019

... Julien **BUREL**, *Le parent-mineur*. Thèse de doctorat en droit privé préparée sous la direction de Muriel REBOURG et Yann FAVIER, soutenue à l'Univ. Brest, le 16 déc. 2019 (679 p.), devant Adeline GOUTENOIRE (Premier Rapporteur), Jean-Jacques LEMOULAND (Second Rapporteur), G. RAOUL-CORMEIL (Président du jury) et les directeurs de la recherche.

... Alexandra **BENOÎT**, *Préservation de la fertilité et cancer du sein : enjeux éthiques de l'information des femmes. Conception et évaluation d'un outil d'aide à la prise de décision pour les patientes*. Thèse de doctorat en santé publique préparée sous la direction de Grégoire MOUTEL et Michaël GRYNBERG, P.U.-P.H., soutenue à l'Univ. Caen, le 29 nov. 2019 (359 p.), devant Michel de VOS, P.U.-P.H. (Premier Rapporteur), Séverine MATHIEU (Second Rapporteur), Nelly ACHOUR-FRYDMAN, P.U.-P.H., Suzette DELALOGUE, PhD, et G. RAOUL-CORMEIL (Président du jury).

2018

... Mathilde **BEAURUEL**, *La théorie générale des pouvoirs en droit des majeurs protégés*. Thèse de doctorat en droit privé préparée sous dir. Annick BATTEUR et soutenue à l'Univ. Caen Normandie, le 12 octobre 2018 (696 p.), devant David NOGUÉRO (Président du jury), et Nathalie PETERKA (Premier Rapporteur), Jean-Marie PLAZY (Second Rapporteur), Laurence MAUGER-VIELPEAU. – Qualifiée par le CNU, section 01. – Qualifié par le CNU, sect. 01 (2024).

... Thomas **VAN HALTEREN**, *La protection des majeurs vulnérables et mineurs : redéfinition du concept de capacité juridique au regard du discernement*. Thèse de doctorat en droit privé sous dir. Nicole GALLUS, et soutenue à l'Univ. Libre Bruxelles, les 28 févr. 2018 (Soutenance privée) et 16 mars 2018 (soutenance publique) (423 p.), devant Alain-Charles VAN GYSEL, Jacques FIERENS, Anne-Cécile SQUIFFLET et G. RAOUL-CORMEIL, et la directrice de recherche.

2017

... Vanessa Koum **DISSAKE**, *Le mémoricide*. Thèse de doctorat en droit privé préparée sous la direction de Catherine PUIGELIER et soutenue à l'Univ. Paris 8, le 27 mars 2017 (435 p.) devant Jacques FOYER (Président du jury), Gérard MÉMETEAU (Premier Rapporteur), Pierre-Olivier CHAUMET et le directeur de la recherche. – Second Rapporteur.

2015

... Sonia **ZOUAG**, *L'accompagnement dans la protection juridique des majeurs : une notion en devenir*. Thèse de doctorat en droit privé préparée sous la direction de Hugues FULCHIRON et soutenue à l'Univ. Lyon 3, le 30 septembre 2015 (337 p.) devant Annick BATTEUR (Présidente du jury), Ingrid MARIA (Rapporteur) et le directeur de la recherche. – Second Rapporteur.

... Harouna **DIALLO**, *Le principe de bonne foi (Contribution à la recherche d'un instrument de justice contractuelle)*. Thèse de doctorat en droit privé préparée sous la direction de Catherine PUIGELIER et soutenue à l'Univ. Paris 8, le 29 janvier 2015 (474 p.) devant Jacques FOYER (Président du jury), Gérard MÉMETEAU (Rapporteur) et le directeur de la recherche. – Rapporteur.

2011

... Cheikh **GADIAGA**, *La concurrence des systèmes juridiques en droit sénégalais de la famille : les coutumes, le droit musulman et le droit positif*. Thèse de doctorat en droit privé préparée sous la direction de Yvonne FLOUR et soutenue à l'Univ. Panthéon-Sorbonne Paris I, le 17 déc. 2011 (340 p.) devant Gilda NICOLAU (Présidente du jury), Isaac NDIAYE (Membre du Conseil constitutionnel du Sénégal. Premier rapporteur) et Me Serigne BADIANE (Notaire) et le directeur de la recherche. – Rapporteur.

2009

... Jerry **SAINTE-ROSE**, *Recueil de conclusions et d'études*. Thèse de doctorat en droit privé (157 travaux publiés), soutenue à l'Univ. du Havre, le 17 déc. 2009, deux volumes (950 pages), sous la direction de Catherine PUIGELIER. Jury présidé par Jacques FOYER, également composé de Jean-Pierre GRIDEL, Pierre-Yves VERKINDT et Gilles LEBRETON.

2.3 - Rapporteur et membre du Conseil national des Universités, section 01

En qualité de membre élu, suppléant de rang A. [4]

2025

... Rébecca **DEMOULE**, *Le consentement en droit des personnes, Une approche critique*, Thèse de doctorat, dir. Mme Anne-Marie LEROYER, soutenue à l'Univ. Paris 1 Sorbonne, le 11 mars 2024, 629 p.

... Tossi **FASSASSI**, *Le contenu du contrat en droit de la famille : analyse fonctionnelle*, Thèse de doctorat, dir. Mme Anne LEBORGNE et M. Vincent ÉGEA, et soutenue à l'Univ. Aix-en-Provence, le 18 déc. 2023, 578 p.

... Léa **LEPOIX**, *Psychiatrie, technologies et droit : entre soins et sécurité ?*, Thèse de doctorat, dir. M. Bruno PY et Bernard KABUTH, soutenue à l'Univ. Nancy, le 23 oct. 2024, 473 p.

... Chloé **MITAINE**, *Les marques corporelles, contribution au statut du corps humain*, Thèse de doctorat, dir. : M. Xavier LABBÉE et M. Frédéric ARCHER, soutenue à l'Univ. Lille, le 14 déc. 2023, 443 p.

En qualité de membre élu, suppléant de rang A. [8]

2024

... Estelle **ALDEGHERI**, *Le principe de l'indisponibilité de l'état des personnes*, Thèse de doctorat, dir. M. Rémy CABRILLAC, soutenue à l'Univ. Montpellier, le 9 oct. 2023, 573 p.

... Vanessa **BORDAS**, *Les rapports juridiques entre concubins. Essai sur les forces et les faiblesses de la contractualisation*, Thèse de doctorat, dir. M. Fabien MARCHADIER et Mme Rose-Noëlle SCHÜTZ, soutenue à l'Univ. Poitiers, le 1^{er} déc. 2025, 650 p.

... Virginie **CREMET-BOURDON**, *Les mutations du droit de la filiation face à l'évolution de la génétique*, Thèse de doctorat, dir. M. Raymond LE GUIDEC et Frédérique GRANET-LAMBRECHTS, soutenue à l'Univ. Nantes, le 6 juillet 2010, 356 p.

... Mathilde **GRANDJEAN**, *La protection des libertés de l'esprit par les juges ordinaires*, Thèse de doctorat, dir. : Mme Nathalie DROIN et M. Patrick CHARLOT, soutenue à l'Univ. Bourgogne (Dijon), le 4 oct. 2023, 670 p.

... Anne-Sophie **MILARD-LAFFITTE**, *Le droit des couples à l'aune des rapports Églises / État. Une étude comparative des systèmes juridiques anglais, français et italien*, Thèse de doctorat, dir. Mme

Anne-Marie LEROYER et M. Stefano TROIANO, soutenue à l'Univ. Paris I, Panthéon-Sorbonne, le 25 juin 2021, 727 p.

... Erwann **PICART-CARTRON**, *Le contrôle de la personne sur ses données personnelles, analyse d'une dualité*, Thèse de doctorat, dir. Mme Alexandra BENSAMOUN, soutenue à l'Univ. de Rennes, le 14 nov. 2023, 452 p.

... Barbara Josèphe **TACITE**, *Le tiers en famille : du parent social au beau-parent statutaire*, Thèse de doctorat, dir. Mme Claire NEIRINCK et M. Georges VIRASSAMY, soutenue à l'Univ. des Antilles, Guadeloupe, le 18 mars 2019, 600 p.

... Thomas **VIALLA**, *La singularité de la relation entre le soignant et le sportif professionnel*, Thèse de doctorat, dir. M. Paul-Henri ANTONMATTEI, soutenue à l'Univ. de Montpellier, le 21 déc. 2023, 326 p.

En qualité de membre nommé, titulaire de rang B. [37]

2011

... Caroline **BARNAUD**, *L'efficacité des clauses relatives aux litiges : l'influence de l'arbitrage sur la médiation*, Thèse de doctorat, dir. : M. Thomas CLAY, soutenue à l'Univ. Versailles Saint-Quentin en Yvelines, le 27 nov. 2009, 501 p.

... Jean-Christophe **BONNEAU**, *La classification des contrats. Essai d'une analyse systémique de classification des contrats*, Thèse de doctorat, dir. : M. Pierre MURAT, soutenue à l'Univ. de Grenoble, le 27 sept. 2010, 580 p.

... Agnès **BOUZON-ROULLE**, *Essai sur l'abandon en droit privé*, Thèse de doctorat, dir. : Mme Sylvie CIMAMONTI, soutenue à l'Univ. d'Aix-Marseille III, le 8 décembre 2009, 549 p.

... Benoist **DELECOURT**, *Les contrats civils appliqués aux actions*, Thèse de doctorat, dir. : Mme Marie-Christine MONTSALLIER-SAINT MLEUX, soutenue à l'Univ. Lille II, le 4 oct. 2010, 595 p.

... Mahalia **GALIE-BLANZÉ**, *La matière contractuelle. Pour une relecture renouvelée du droit des obligations*, Thèse de doctorat, dir. : Mme Pauline RÉMY-CORLAY, soutenue à l'Univ. Paris sud (Paris XI), le 7 sept. 2010, 355 p.

... Sylvestre **GOSSOU**, *La distribution de l'assurance par les banques*, Thèse de doctorat, dir. : Mme Claude OPHÈLE, soutenue à l'Univ. Poitiers, le 28 avril 2005, publiée aux P.U.A.M., 429 p.

... Laurène **MAZEAU**, *La responsabilité civile des professionnels exploitant une activité à risque*, Thèse de doctorat, dir. : MM. Jérôme JULIEN et Hugues KENFACK, soutenue à l'Univ. Toulouse, le 8 nov. 2010, 723 p.

... Géraud **MÉGRET**, *Les recours du garant. Contribution à l'étude du cautionnement et de la garantie autonome*, Thèse de doctorat, dir. : M. Philippe STOFFEL-MUNCK, soutenue à l'Univ. de Panthéon-Sorbonne Paris I, le 23 octobre 2009, 446 p.

... Elodie **LEVACHER**, *Le gain manqué*, Thèse de doctorat, dir. : M. Philippe DELEBECQUE, soutenue à l'Univ. de Panthéon-Sorbonne Paris I, le 14 déc. 2010, 536 p.

... Emmanuel **NETTER**, *Les garanties indemnitaires*, Thèse de doctorat, dir. : M. Nicolas RONTCHEVSKY, soutenue à l'Univ. de Strasbourg, le 17 mai 2010, 524 p.

... Olivier **PENIN**, *La distinction de la formation et l'exécution du contrat. Contribution à l'étude du contrat acte de prévision*, Thèse de doctorat, dir. : M. Yves LEQUETTE, soutenue à l'Univ. de Panthéon-Assas Paris II, le 13 déc. 2010, 548 p.

... Alexis **POSEZ**, *L'inexistence du contrat*, Thèse de doctorat, dir. : M. Dominique BUREAU, soutenue à l'Univ. de Panthéon-Assas Paris II, le 18 mai 2010, 727 p.

... Michel **SEJEAN**, *La bilatéralisation du cautionnement ? Le caractère unilatéral du cautionnement à l'épreuve des nouvelles contraintes du créancier*, Thèse de doctorat, dir. : M. Dimitri HOUTCIEFF, soutenue à l'Univ. Évry, le 7 déc. 2009 : LGDJ, coll. Bibl. dr. privé, t. 528, 542 p.

... Nicolas **SPITZ**, *La réparation des préjudices boursiers*, Thèse de doctorat, dir. : M. Alain PIETRANCOSTA, soutenue à l'Univ. Panthéon-Sorbonne Paris I, le 17 mai 2010, RB édition, coll. Droit fiscalité, 496 p.

... Sophie **STALLA-BOURDILLON**, *Responsabilité civile et stratégie de régulation. Essai sur la responsabilité civile des prestataires intermédiaires de service en ligne*, Thèse de doctorat, dir. : M. Fabrizio CAFAGGI, soutenue à l'Institut universitaire européen, le 29 nov. 2010, 570 p.

... Sandrine **TISSEYRE**, *Le rôle de la bonne foi en droit des contrats - Essai d'analyse à la lumière du droit anglais et du droit européen*, Thèse de doctorat, dir. : Mme Muriel FABRE-MAGNAN, soutenue à l'Univ. Panthéon-Sorbonne Paris I, le 10 mai 2010, 411 p.

... Hannes **WESTENDORF**, *Le transfert de sûretés*, Thèse de doctorat, dir. : M. Pierre CROCQ, soutenue à l'Univ. de Panthéon-Assas Paris II, le 8 juin 2010, 909 p.

2010

... Matthieu **BUCHBERGER**, *Le contrat d'apport, essai sur la relation entre la société et son associé*, Thèse de doctorat, dir. : M. Michel GERMAIN, soutenue à l'Univ. Panthéon-Assas Paris II, le 25 nov. 2009, 550 p.

... Jean-Marc **De MOY**, *L'exception en droit privé*, Thèse de doctorat, dir. : M. Richard DESGORCES, soutenue à l'Univ. Rennes, le 29 mai 2009, 425 p.

... Camille **DREVEAU**, *L'affectation de l'immeuble, étude de droit des biens et de droit des contrats*, Thèse de doctorat, dir. : M. François COLLART-DUTILLEUL, soutenue à l'Univ. Nantes, le 27 nov. 2008, 449 p.

... Virginie **FRAISSINIER**, épouse AMIOT, *La liberté d'entreprendre. Etude de droit privé*, Thèse de doctorat, dir. : M. Christian JUBAULT, soutenue à l'Univ. de la Réunion, le 19 juin 2006, 694 p.

... François **GUÉRANGER**, *Les transformations de la prestation de soins*, Thèse de doctorat, dir. : Mme Isabelle VACARIE, soutenue à l'Univ. Paris X Nanterre, le 15 février 2008 : Atelier National de reproduction des thèses, Lille, 460 p.

... Amelle **GUESMI**, *Le médicament à l'O.M.C. : entre droit des brevets et enjeux de santé. – L'accès aux antirétroviraux dans les pays en développement*, Thèse de doctorat, dir. : Mme Laurence BOY, soutenue à l'Univ. de Nice, le 21 nov. 2008, 457 p.

... Judith **ICKOWICZ**, *Le droit face à la dématérialisation de l'œuvre d'art. Une analyse juridique de l'art contemporain*, Thèse de doctorat, dir. : M. Thierry REVET, soutenue à l'Univ. Panthéon-Sorbonne Paris I, le 3 déc. 2006, 506 p.

... Polina **KURALEVA**, *Le démembrement du droit de propriété et le droit fiscal*, Thèse de doctorat, dir. : M. Guy GEST, soutenue à l'Univ. de Panthéon-Assas Paris II, le 20 déc. 2007, 799 p.

... Élodie **MAISON**, *L'abandon de propriété*, Thèse de doctorat, dir. : M. Grégoire LOISEAU, soutenue à l'Univ. de Panthéon-Sorbonne Paris I, le 7 déc. 2009, 2 vol., 759 p.

... Sylvie **PIERACCINI**, *La « propriété temporaire », essai d'analyse des droits de jouissance à temps partagé*, Thèse de doctorat, dir. : M. Pierre SANZ de ALBA, soutenue à l'Univ. de Toulon, le 22 nov. 2008, 368 p.

... Hélène **PRONOST**, *Volonté et acte médical*, Thèse de doctorat, dir. : M. Bernard BEIGNIER, soutenue à l'Univ. de Toulouse, le 3 déc. 2009, 409 p.

... Caroline **ZORN**, *Données de santé et secret partagé. Pour un droit de la personne à la protection de ses données de santé partagées*, Thèse de doctorat, dir. : M. Bruno PY, soutenue à l'Univ. de Nancy, le 5 déc. 2009, 460 p.

2009

... Wafa **AYED**, *La responsabilité pénale des directeurs publics pour infractions non intentionnelles*, Thèse de doctorat, dir. : Mme Pierrette MONCELA, soutenue à l'Univ. Paris X Nanterre, le 4 déc. 2008, 506 p.

... Lucille **BOISSEAU-SOWINSKI**, *La désappropriation de l'animal*, Thèse de doctorat, dir. : M. Jean-Pierre MARGUÉNAUD, soutenue à l'Univ. Limoges, le 7 nov. 2008, 464 p.

... Marie-Alice **BOUSSARD-PÉCHERAL**, *Le virtuel et le droit*, Thèse de doctorat, dir. : M. Christian LE STANC, soutenue à l'Univ. de Montpellier I, le 11 déc. 2007, 342 p.

... Hélène **CAPELA**, *La protection de l'incapable à l'épreuve de la médecine*, Thèse de doctorat, dir. : M. Daniel VIGNEAU, soutenue à l'Univ. Toulouse, le 15 nov. 2007, 615 p.

... Claire **ETRILLARD**, épouse FAIZILLAS, *Le temps dans l'investigation pénale*, Thèse de doctorat, dir. : M. Georges FOURNIER, soutenue à l'Univ. Rennes I, le 4 nov. 2003 : L'harmattan, 2004, 392 p.

... M. Abbas **JABBER**, *Les infractions commises sur Internet*, Thèse de doctorat, dir. : M. Hervé BONNARD, soutenue à l'Univ. de Bourgogne, le 16 nov. 2007, 595 p.

... M. Thierry **LÉOBON**, *L'exercice en commun d'une profession par deux époux*, Thèse de doctorat, dir. : M. Jean-François BARBIÉRI, soutenue à l'Univ. de Toulouse I, le 6 déc. 2003, 544 p.

... Mme Naomi **NORBERG**, *L'internationalisation du droit américain : l'alien Tort Claims Act, le dispositif antiterroriste et l'acteur civique*, Thèse de doctorat, dir. : Mme Mireille DELMAS-MARTY, soutenue à l'Univ. de Paris I Panthéon Sorbonne, le 27 févr. 2008, 497 p.

2.4 – Rapporteur et membre du jury de délivrance du prix de thèse de l'École Doctorale Droit Normandie (Site des Universités de Caen, du Havre et de Rouen). [2]

2014

... Claire **CHARTIER-BRASSET**, *Le mort et le droit*, Thèse de doctorat, dir. Mmes Clothilde GRARE-DIDIER et Françoise ALT-MAES, soutenue à l'Univ. Rouen, le 14 déc. 2012, 695 p.

2010

... Guilhem **JULIA**, *L'œuvre de magie et le droit*, Thèse de doctorat, dir. Patrick COURBE, soutenue à l'Univ. Rouen, le 3 nov. 2008, 642 p.

2.5 – Lettre de recommandation au Prix de Thèse Jean Carbonnier [1]

2023

... Mickaël **GROS**, *Les métamorphoses de la protection des biens en droit de la famille*, Thèse de doctorat, dir. Pierre MURAT et Ingrid MARIA, soutenue à l'Univ. Grenoble, le 5 déc. 2022, 615 p.

2.6 – Rapporteur pour expertiser un projet de recherche [3]

2025

... Klara **PROCHAZKOVA**, *Promouvoir les droits des aidants informels dans le contexte du droit international et européen des droits de l'homme*. Projet de thèse RICARE dirigé par Pr Guylène NICOLAS (AMU, Univ. Aix-Marseille) et Mme Anaëlle CAPPELLARI (AMU) et financé par le programme SCHADOC (*Sociétés, Clamates, Health, Artificial Intelligence Doctorate program*). - Expertise du 15 mai 2025, réalisée avec Pr Estelle BROSSET (AMU), sollicitée par Javiera TEJERINA RISSO, préposée du programme SCHADOC.

2021

... Laetitia **DUPERRAY**, *L'associé vulnérable dans le contexte de l'anticipation de la transmission*. Projet de thèse dirigé par Yann FAVIER (Univ. Chambéry) et financé par l'étude Actalion, représentée par Me Alexandre THUREL. - Expertise du 29 oct. 2021, sollicitée par Pascal GIAT, Chef de service CIFRE (Convention industrielle de formation par la recherche).

2017

... Aline **VIGNON-BARRAULT**, *ÂgéDroit ou Le vieillissement saisi par le droit (Santé, protection, travail, logement...)*, Directrice du projet de recherche mené sous l'égide du Centre Jean Bodin (EA 4337), consistant en l'organisation de colloques et du financement d'une thèse de doctorat. Grille d'évaluation (45/50) signée le 17 février 2017.

2.7 - Suffragant à des jurys de soutenance de mémoire de recherche en droit privé [19]

Univ. RENNES

2025

... Romane **LE MAY**, *L'état des personnes*, Mémoire Master II Droit des personnes et de la famille, soutenu à Rennes, le 7 juillet 2025, dir. M. Jean-René BINET.

... Aure **TANGUY**, *Le sang et le droit*, Mémoire Master II Droit des personnes et de la famille, soutenu à Rennes, le 7 juillet 2025, dir. M. Jean-René BINET.

UNICAEN

2024

... Loann **DUMAS**, *Les origines de la fortune d'un orphelin : réflexions sur la reconnaissance d'une pré-capacité du mineur*, Mémoire Master II Droit civil, protection des personnes vulnérables, soutenu le jeudi 29 août 2024, dir. Mme Fanny ROGUE, dans un jury également composé de Mme Laurence MAUGER-VIELPEAU.

... Shannon **LEINSTER**, *La vulnérabilité en droit international privé*, Mémoire Master II Droit international et droit européen, parcours Régulation des marchés internationaux, soutenu le mercredi 28 août 2024, dir. Mme Armelle GOSSELIN-GORAND.

2023

... Marie **DUBOIS**, *La solidarité au sein de la Gendarmerie nationale à l'égard des personnes traversant une situation de vulnérabilité*, Mémoire Master II Droit civil, protection des personnes vulnérables, soutenu mercredi 31 août 2023, dir. Mme Fanny ROGUE.

UBO, Brest

2020

... Florine **QUÉMÉRÉ**, *L'articulation de l'autorité parentale avec les droits du patient mineur*, Mémoire Master II Droit privé fondamental, soutenu mercredi 24 juin 2020, dir. Mme M. REBOURG.

2019

... Maïwenn **VALLÉE**, *Le rôle de la volonté en matière de filiation*, Mémoire Master II Droit privé fondamental, soutenu jeudi 22 juin 2019, dir. Mme M. REBOURG.

UNICAEN

2021

... Ombeline **ANFRAY**, *L'emprise psychologique : la nécessité d'une définition juridique*, Mémoire Master II Protection des personnes vulnérables (Parcours recherche), soutenu lundi 6 sept. 2021, dir. Mme Fanny ROGUE.

2019

... Chloé **DERRIEN**, *Le concubinage du majeur protégé*, Mémoire Master II Protection des personnes vulnérables (Parcours recherche), soutenu lundi 2 sept. 2019, dir. Mme L. MAUGER-VIELPEAU et F. ROGUE.

2018

... Orlando **HOUELBEQ**, *Le divorce du majeur protégé*, Mémoire Master II Protection des personnes vulnérables (Parcours recherche), soutenu vendredi 31 août 2018, dir. Mme L. MAUGER-VIELPEAU et F. ROGUE.

2015

... Célia **DORFFER**, *La protection parentale de la santé mentale du mineur hospitalisé à l'épreuve des droits et libertés fondamentaux*, Mémoire Master II Protection des personnes vulnérables (Parcours recherche), soutenu le 16 sept. 2015, dir. Mme A. BATTEUR et M. COUTURIER.

2012

... Amandine **BRUZZO**, *Les donations entre époux*, Mémoire Master II Recherche en droit privé, soutenu le 24 sept. 2012, dir. Mme L. MAUGER-VIELPEAU.

2011

... Anne-Frédérique **ARTIGUE**, *Le sort du logement face à la séparation du couple*, Mémoire Master II Recherche en droit privé, soutenu le 8 sept. 2011, dir. Mme L. MAUGER-VIELPEAU.

2009

... Ousséni Rodrigue **SANKARA**, *Les pactes de famille en droit des successions et des libéralités*, Mémoire de Master II Recherche en droit privé, soutenu le 7 sept. 2009, dir. J. LEPROVAUX.

2008

... Jing **ZHANG**, *Étude comparative du régime matrimonial légal en Chine et en France*, Mémoire de Master II Recherche en droit privé, soutenu le 9 juillet 2008, dir. Mme Odile SALVAT.

... Astrid **PITTION-ROSSILLON**, *Couples et relations personnelles*, Mémoire Master II Recherche en droit privé, soutenu le 4 septembre 2008, dir. Mme Laurence MAUGER-VIELPEAU.

2007

... Laura **LEBOURHIS**, *Les contrats portant sur les organes humains*, Mémoire de D.E.A., soutenu le 9 juillet 2007, dir. M. Mathias AUDIT.

... Marion **DAURIAT**, *Prévention et répression des violences conjugales. Évolution et perspectives*, Mémoire de D.E.A. droit privé, soutenu le 31 août 2007, dir. Mme Agnès CERF-HOLLENDER.

... Aurélie **TARDIEU**, *L'accès aux origines personnelles*, Mémoire de D.E.A. droit privé, soutenu le 7 sept. 2007, dir. Mme Laurence MAUGER-VIELPEAU.

2004

... Caroline **BOYER**, *La protection de la vie en formation*. Mémoire de Diplôme d'Études Approfondies (D.E.A.) droit privé, soutenu le 8 juillet 2004, dir. M. Christophe ALLEAUME.

... Magalie **REYNAUD**, *L'avenir de la garantie des vices cachés dans le droit de la vente*, Mémoire de D.E.A. droit privé, soutenu le 7 sept. 2004, dir. Mme Odile SALVAT.

2.8 – Membre d'un comité de suivi individuel (CSI) [13, dont 6 en cours]

École doctorale Droit Normandie

2025

... Yann-Yves **GAUDET**, *L'usage des armes par les forces de l'ordre*, Thèse UniCaen, dir. A. CERF et D. CUSTOS. – Avec Catherine-Amélie CHASSIN, Pr. droit public (UniCaen).

... Sylvain **BLONDEL**, *Les droits fondamentaux des majeurs protégés*, Thèse Univ. Rouen, dir. Amélie DIONISI-PEYRUSSE. – Avec Vincent MARTIN, Pr. agrégé histoire droit (Univ. Rouen).

2024-2025

... Jean-François **MBAYE**, *Les aspects juridiques encadrant les décisions médicales de fin de vie*, Thèse Univ. Le Havre, dir. J. CLERCX et C. PUIGELIER. – Avec M. BRUNO, Pr. droit public (ULH).

... Maxime **SIMÉONI**, *L'office du juge en droit processuel*, Thèse en prép. Univ. Le Havre, dir. Jocelyn CLERCX et Catherine PUIGELIER. – Avec Michel BRUNO, Pr. droit public (Univ. Le Havre).

2023-2024-2025

... Marjolaine **SAILLART**, *L'indemnisation des victimes de médicaments défectueux*, Thèse Univ. Le Havre, dir. J. CLERCX et Catherine PUIGELIER. – Avec Michel BRUNO, Pr. droit public (ULH).

2023-2024

... Sarah **MARKIEWICZ**, *Le document électronique*, Thèse UniCaen, dir. Thibault DOUVILLE. – Avec Éléonora BOTTINI, Professeure de droit public (Univ. Caen). Soutenance en décembre 2025.

... Eloïse **NEVISSAS**, *L'encadrement juridique du clonage*, Thèse UniCaen, dir. Catherine-Amélie CHASSIN. – Avec Agnès CERF-HOLLENDER (UniCaen). Abandon en septembre 2024.

... Mathilde **RICHEVAUX**, *Droit des régimes matrimoniaux et droit des sociétés (Essai sur les interférences)*, Thèse UniCaen, dir. J.-Ch. PAGNUCCO. – Avec J.-M. LARRALDE, Pr. droit public. Abandon en mai 2025.

École doctorale Pays de Loire, Droit et science politique

2024-2025

... Mineige **EMAKOLOWE**, *La fin de vie de la personne vulnérable*, Thèse en prép. Univ. Le Mans, sous dir. Magalie BOUTEILLE. – Avec Sylvie LEBRETON-DERRIEN (UBS).

École doctorale Bretagne Loire, Droit et science politique

2021 – 2022 – 2023 – 2024 – 2025

... Liliam **CHREIM**, *La protection des droits et libertés des personnes placées en lieux privatifs de liberté*, Thèse en prép. Univ. Vannes, sous dir. Éric PÉCHILLON, jusqu'en septembre 2023. – Avec Paul VÉRON (Univ. Nantes).

2022 – 2023 – 2024

... Clément **RISTORI**, *La police administrative spéciale de l'hospitalisation en milieu pénitentiaire*, Thèse en prép. Univ. Vannes, sous dir. Éric PÉCHILLON. – Avec Stéphanie RENARD (UBS).

2021 – 2022 – 2023

... Rebecca **LIBER**, *La vie privée et familiale des personnes souffrant d'un trouble mental en France, en Angleterre et en Allemagne*, Thèse en préparation à Univ. de Vannes, sous dir. Éric PÉCHILLON. – Avec Paul VÉRON (Univ. Nantes). Thèse continuée sous la codir. de G. RAOUL-CORMEIL à la demande du directeur de thèse en 2024.

2019 – 2020 – 2021 – 2022

... Quentin **LE PLUARD**, *Le transhumanisme saisi par le droit*, Thèse en préparation à l'Université de Brest, sous la dir. exclusive de Marion COTTET jusqu'en déc. 2022. – Avec Anne DANIS-FATÔME (UBO, puis Univ. Nanterre). Thèse soutenue le 10 juin 2023, codir. G. RAOUL-CORMEIL, à la demande de la directrice de thèse.

VI. – RESPONSABILITÉS ADMINISTRATIVES

1. – Responsabilités dans une Unité de recherche

UBO, Brest

... **Directeur** du Lab-*LEX* (EA 7480), élu le 17 sept. 2021 (57 voix), pour 5 ans (2022). - Travail une journée par semaine pour coordonner l'activité des 130 membres du Laboratoire sur les sites de Brest, Lorient, Quimper et Vannes. – Préparation et animation de **3 bureaux**, **1 conseil**, **1 séminaire** de recherche sur « Les introductions au droit » [3h.] et **1 assemblée générale**, avec compte-rendu. – Démission le 1^{er} sept. 2022, pour cause de mutation à l'Université de Caen Normandie.

... **Responsable** de l'axe « **Vulnérabilité** » du Lab-*LEX* (EA 7480), élu à l'unanimité le 24 octobre 2019 (41 voix), pour 2 ans (2019 et 2020).

2. – Responsabilités au sein d'une faculté de droit

En qualité de professeur des Universités :

UniCaen

... **Coordonnateur Professeur de l'Assemblée Constitutive de Sections 01-03** au sein de l'Université de Caen qui comprend 40 membres (10 PR. – 30 MCF). Élu le 13 déc. 2022 (8 voix – 1 abstention dans le Collège PR), pour 5 ans. – **Organisation de Comités de sélection : travail de constitution et d'organisation des journées de réunion** pour recruter des MCF et PR (3 postes en 2023 : Théo SCHERER, MCF01 droit judiciaire privé UFR. – Fanny GABROY, MCF01 droit du travail IUT. – MCF01 droit fiscal UFR, poste non pourvu. – 3 postes en 2024 : – MCF01 UFR droit du numérique, poste non pourvu ; Quentin LE PLUARD, MCF IUT. – 2 postes en 2025 : Sabrina LE NORMAND-CAILLÈRE, PR01 droit fiscal UFR. – Camille BORDÈRE, MCF01 droit du numérique UFR. – MCF01 droit du travail IUT, poste non pourvu). – **Établissement des fiches de poste en coordination avec le Directeur d'UFR et le directeur de l'Unité de recherche, composition des CoS, recrutement des ATER et des enseignants contractuels LRU.**

... **Membre – extérieur** à l'établissement – du **Comité de sélection de droit privé** à l'Université de Lille (2023, poste **PR01** IUT [**2 dossiers**]). – 2024, poste **PR01** UFR [**2 dossiers**]), à l'Université de Besançon (2024, poste **MCF01** UFR [**18 dossiers**]), à l'Université de Rouen (2025, poste **MCF01** UFR [**8 dossiers**] : recr. Maxime PÉRON), de Bordeaux (2025, poste **MCF01** UFR [**11**

dossiers] : recr. Tossi FASSASSI), de **Lyon 3** (2025, poste **MCF01** UFR [**7 dossiers**]), du **Mans** (2025, poste **PR01** UFR [**3 dossiers**]).

UBO, Brest

... **Codirecteur du Département « Droit »** au sein de l'Ufr droit, éco, gestion de Brest, élu le 7 sept. 2020 (31 voix), pour 3 ans, avec Mme Betty QUEFFELEC. – Démission effective le 31 déc. 2021. – **Rapport d'autoévaluation** HCERES « Mention Master Droit privé – droit public », Parcours Droit privé fondamental, Droit public approfondi, Droit du patrimoine et des activités immobilières et droit des personnes vulnérables. – **Dossier d'accréditation** des masters précités. Important travail de coordination avec les directeurs de master pour les mutualisations.

... **Président de la Section de droit privé et sciences criminelles** au sein de l'Ufr droit, éco, gestion de Brest, élu le 29 avril 2020 (21 voix), pour 3 ans. – Recrutement ATER (2 par an, 2020, 2021 et 2022) et Dr LRU (2 en 2020, 3 en 2021 et 5 en 2022). – Démission le 1^{er} sept. 2022 pour cause de mutation à l'Université de Caen Normandie, après avoir préparé la rentrée 2022-2023.

... **Président du Comité de Sélection** au sein de l'Ufr droit, éco, gestion de Brest, en qualité de directeur du Lab-*LEX* et président de la section. Constitution du CoS ; présidence du CoS ; collecte, relecture et téléchargement des 128 rapports ; rédaction et téléchargement des 64 avis signés par le seul président ; compte rendu au CAcR de l'UBO le 31 mai 2022. – Recrutement de Martial NICOLAS, MCF01, UBO, entrée en fonction au 1^{er} sept. 2022.

... **Membre – interne** à l'établissement – du **Comité de sélection de droit privé** à l'Univ. Bretagne Occidentale, Brest (recr. PR01, en 2019 : Maximin COURT de FONTMICHEL].

... **Membre – extérieur** à l'établissement – du **Comité de sélection de droit privé** à l'Université de Bretagne du Sud, à **Vannes** (2022, recr. MCF01 : Lorenza LISSA-GEAY), à l'Université de **Strasbourg** (2020, recr. MCF01 : Hugues MICHELIN-BRACHET), à l'Université de **Caen** (2020, recr. MCF01 : Thomas BESSE).

... Membre élu du **Conseil d'Administration** de la Faculté de droit, d'économie, de gestion et d'AES de l'Université de Brest (élu le 2 avr. 2019 pour 4 ans. – Démission consécutive à mutation le 1^{er} sept. 2022).

En qualité de maître de conférences :

UniCaen

... Ancien **membre élu du Conseil d'Administration** de la Faculté de droit de Caen (élu : mars 2008, réélu : mars 2012, pour 4 ans, réélu : mars 2017 jusqu'au 31 août 2018).

... Ancien **membre – extérieur** à l'établissement – du **Comité de sélection de droit privé** à l'Université de Rouen (2013) et à l'Université du Havre (2006 à 2008) ;

... Ancien **membre suppléant – interne** à l'établissement – de la **Commission de spécialistes de droit privé** (élu, 2005 à 2008).

3. – Responsabilités de diplômes et de formations

UniCaen

... **Fondateur et Directeur** du Diplôme de l'Université *Protection juridique des personnes vulnérables*. Créé en 2008, ouvert en sept. 2009, ce diplôme est couplé au Certificat national de compétences *mention* Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs (MJPM), délivré par l'Institut régional des travailleurs sociaux (IRTS) de Caen Normandie, sur agrément de la DRJSCS (Arrêté du 2 janv. 2009 : JO du 17 janv., mod. arrêté 7 déc. 2021 : JO 17 déc., texte 032). – Avec Fanny ROGUE, dès le 1^{er} sept. 2018) : **16^e année en cours** (Promotion n° 21).

... **Codirecteur** du *Master Protection des personnes vulnérables* (Avec Mme Laurence MAUGER-VIELPEAU, année 2016/2017. Et du *Master Droit civil, protection des personnes vulnérables*, pour les plans 2017/2022 et 2023/2027, avec Fanny ROGUE : **9^e année en cours**. – Important travail de sélection en M1 : **820** candidatures (mai 2022). – **424** candidatures (mai 2023). – **479** candidatures (mai 2024). – **665** candidatures (mai 2025). – Pour 28 places en M1 et 25 places en M2.

UBO, Brest

... **Ancien directeur** du Diplôme de l'Université *Mandataire judiciaire à la protection des majeurs*, par vote du Conseil de la Faculté de Droit de Brest le 14 février 2019. – Relation avec le service de la formation continue de l'UBO. Difficulté avec la Direction régionale de la cohésion sociale dans l'interprétation de l'arrêté du 2 janvier 2009 sur les conditions d'entrées en formation. Important travail à maintenir le réseau des professionnels partenaires (UDAF 29. – Association tutélaire du Ponan. – MJPM préposés et individuels inscrits sur la liste du préfet du Finistère). – Travail sur la transformation du D.U. en Licence professionnelle. – Démission le 1^{er} sept. 2022 pour cause de mutation.

UniCaen

... **Ancien codirecteur** du *Master II Contentieux privé* (Avec Corinne BLÉRY) : **2 ans**, 2014/2016 ;

... **Ancien directeur adjoint** du *Master II Recherche en droit privé* (Dir. Annick BATTEUR. – **4 ans**, 2008/2012).

... **Ancien directeur** du *Collège d'excellence de la Faculté de droit* (En collaboration pour la 1^{re} année avec le Doyen Thierry LE BARS) : **4 ans**, 2014/2018 ;

... **Ancien directeur** de l'*Institut d'Études Judiciaires* (nommé par le Doyen, le 1^{er} juillet 2009), avec Catherine-Amélie CHASSIN, *Maître de conférences en droit public, Directrice adjointe*. (Fin des fonctions au 1^{er} sept. 2012, lors de la fusion de l'IEJ et de l'IPAG dans un Institut des Métiers du Droit et de l'Administration), soit **3 ans**.

4. – Membre d'une instance universitaire nationale

En qualité de professeur des Universités :

... Membre du **Conseil national des Universités, section 01** : élu au Collège A, en position de suppléant pour 4 ans. – **1^{re} année (2023/2024)**, en qualité de titulaire, pour remplacer le Pr Marc MIGNOT, Strasbourg. – Mission 1, Univ. Paris 2 : Campagne de qualification MCF [2024 : **8 dossiers**]. – Mission 2, Univ. Paris 2 : avis sur le repyramidage des MCF [2024 : **3 dossiers**]. – Mission 3 : Univ. Montpellier : rapport sur la qualification PR, nouv. art. 46-1 [2024 : **1 dossier**]. – Mission 4, Univ. Aix-en-P. : avis sur les primes RIPEC [2024 : **5 dossiers**]. – **2^e année (2024/2025)**, en qualité de suppléant. – Mission 1, Univ. Toulouse : Campagne de qualification MCF [2025 : **4 dossiers**]. – Mission 2, Univ. Paris 2 : avis sur l'avancement PRC1 [2025 : **7 dossiers**]. – Mission 3, Univ. Paris 2 : avis sur le repyramidage des MCF [2024 : **2 dossiers**]. – Mission 4, Univ. Montpellier : avis sur les primes RIPEC [2025 : **7 dossiers**].

... **Expert juriste** du Haut Conseil de l'Évaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (**HCERES**).

– 1/ Évaluation, *en qualité de membre du comité*, de l'Institut de droit privé ou **IDP** (EA 1920), Univ. **Toulouse** Capitole (Nov. 2019), avec Vincent ÉGÉA (Prés.), Gwendoline LARDEUX, Catherine MARIE.

– 2/ Évaluation, *en qualité de président du comité*, de Centre européen de recherches en droit des familles, assurances, personnes et santé ou **CERFAPS** (EA 4600), Univ. **Bordeaux** (Juin 2021), avec Anne DEBET et Didier KRAJESKI.

– 3/ Évaluation, *en qualité de membre du comité*, de Centre Jean Bodin ou **CJB** (EA 4337), Univ. **Angers** (Nov. 2021), avec Sébastien BERNARD (Prés.), Claude OPÈLE et Marc GUERRINI.

– 4/ Évaluation, *en qualité du membre du comité*, du Centre d'études juridiques sur l'efficacité des systèmes continentaux ou **CEJESCO**, Univ. **Reims** (Sept. 2022), avec Linda ARCELIN (Prés.), Carine JALLAMION et Jean-Christophe SAINT-PAU.

– 5/ Évaluation, *en qualité du membre du comité*, de l'Institut de recherche juridique de la Sorbonne ou **IRJS**, École de droit de **Paris Sorbonne** Cité (Févr. 2024), avec Linda ARCELIN (Prés.), Pascal ANCEL, Evelynne BONIS, Julien CAZALA, Didier CHOLET, Corinne LEVELEUX-TEIXEIRA, Marc ORTOLANI et Irina PARACHKELOVA.

En qualité de maître de conférences :

... **Expert juriste** à l'Agence de l'Evaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (**AERES**). Evaluation de la licence en droit de l'Université Panthéon-Sorbonne Paris 1 (Nov. 2012 – Mai 2013).

... Ancien membre du **Conseil national des Universités, section 01** (nommé au Collège B, pour 3 ans, par le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche, Nov. 2008 – Nov. 2011. Examen des travaux des candidats pour la qualification MCF [2009 : **8 dossiers**. – 2010 : **12 dossiers**. – 2011 : **17 dossiers**]. – Avancement au grade de MCF hors classe).

5. – Membre d'une instance universitaire locale, en qualité de membre interne

En qualité de professeur des Universités :

UniCaen

... **Directeur de l'Ecole Doctorale 98 Droit Normandie** : Univ. Caen, Rouen et Le Havre (élu le 10 mars 2023 jusqu'au terme de l'accréditation 2022-2027). – **1/** Mise en place des Comités de suivi individuel. – **2/** Co-organisation du concours d'attribution des contrats d'établissement et des financements régionaux (expertise externes, auditions). **3/** Prix de thèse de l'ED-DN (désignation des rapporteurs, présidence des délibérations, cérémonie de remise). – **4/** Journée de rentrée de l'ED-DN. – **5/** Auditions première inscription en thèse et thèse longue. – **6/** Membre du Conseil des Ecoles doctorales des Universités de Caen, Le Havre et Rouen.

UBO, Brest :

... **Membre du Conseil Académique** de l'Université de Brest (Section disciplinaire des usagers) et du **Conseil des Formations et de la vie Universitaire** (CFVU), élu le 11 février 2020 pour 4 ans. – Élu à la **Section disciplinaire des usagers**, en mai 2020. – Démission le 1^{er} sept. 2022 pour cause de mutation.

En qualité de maître de conférences, à l'UniCaen :

... Ancien **membre** du **Conseil d'administration** de l'Université de Caen, élu dans le collège des doctorants (2001/2002).

... Ancien **membre** du **Conseil scientifique** de l'Université de Caen, élu dans le collège des doctorants (1999/2000).

6. – Membre d'une instance universitaire locale, en qualité de membre externe

UBO, Brest, en qualité de professeur des Universités :

... **Président du Comité de déonto-vigilance** de l'UFR santé de l'Université de Caen Normandie et du CHU de Caen (élu le 25 nov. **2019** pour 4 ans. – fonctions qui ont pris fin au 1^{er} février **2023** par la substitution d'un comité de Déontologues auprès de la direction des affaires juridiques du CHU de Caen).

– **1/** Saisine du Doyen de l'UFR Santé pour des difficultés tenant à l'intégrité des publications et au rang des auteurs dans les publications collectives (Cas du Pr X qui dégrade le rang d'un auteur de master 2 au profit d'un médecin avec lequel il vit en concubinage).

– **2/** Auto-saisine sur la question du harcèlement des étudiants de médecine au cours de stages de master et d'internat.

– **3/** Saisine du Doyen de l'UFR Santé pour des difficultés tenant au retrait du sujet de thèse d'un interne pendant un congé de maternité et au dénigrement des travaux de recherche d'un autre interne devant le jury de soutenance du mémoire de master 2.

– **4/** Saisine du Doyen de l'UFR Santé pour des difficultés tenant au cumul d'une activité libérale au sein d'un laboratoire de recherche hébergé par l'UFR Santé de l'Université de Caen Normandie.

7. – Présidence de jury d'examen

En qualité de professeur des Universités :

UniCaen

... Président (titulaire) d'un **Jury de Baccalauréat**. – Académie de Normandie (25-26 sept.) 2023 (Caen, Rectorat). – *Présent* le 25 sept. au Lycée Malherbe. – *Absent* le 26 sept., pour cause de réunion à la Haute Autorité de la Santé ; *Remplacé* par le suppléant (*Inspecteur d'académie*).

... Président (titulaire) de la **Commission disciplinaire du Baccalauréat**. – Académie de Normandie (29-30 août) 2023 (Caen, Lycée Malherbe. – 16 cas : 12 fraudes sanctionnées et 4 relaxes).

... Vice-Président d'un **Jury de BTS** – Académie de Normandie (28 juin) 2023 (Argentan, Lycée Mezeray-Gabriel : BTS Gestion des PME).

... Membre de **Jury pour les diplômes de conseiller funéraire et de maître de cérémonie** sur la liste du préfet du Calvados (2023 – 2028). – 2023 (14 sept. : session organisée par Via formation).

... Président du **Jury de la Licence en droit, deuxième année** (nommé par le Prés. de l'UniCaen, sur proposition du Doyen Florent PETIT (2024-2025).

UBO

... Président du **Jury de la Licence en droit, deuxième année** (nommé par le Prés. de l'UBO, sur proposition du Doyen François-Xavier ROUX-DEMARE (2019-2020).

... Président du **Jury du master 1 en droit**, mentions Droit privé fondamental (DPF), droit privé des activités immobilières (DPAI), Droit des personnes vulnérables (DPV) et Justice, procès, procédures (JPP) (nommé par le Prés. de l'UBO, sur proposition du Doyen François-Xavier ROUX-DEMARE (2020-2021) puis du Doyen Mickaël LAVAINÉ (2021-2022).

En qualité de maître de conférences,

UniCaen :

... Président du **Jury de la Licence en droit, troisième année** (nommé par le Président d'Université, sur proposition du Doyen, de 2007 à 2018, renouvelé chaque année).

... Président du **Jury de l'examen d'entrée au Centres régionaux de formation à la profession d'Avocat** (nommé en juin 2009, 2010 et 2011 par le Directeur de l'IEJ de Caen).

... Président d'un **Jury de Baccalauréat** – Académie de Caen 2004 et 2006 (Hérouville Saint-Clair : Lycée Salvador Allende).

... Vice-Président d'un **Jury de BTS** – Académie de Caen 2008 (Mondeville, Lycée Jules Verne : systèmes électroniques construction automobile).

... Membre de **Jury pour le diplôme d'assistante sociale** (2009 ; 2012 ; 2014). – IRTS Hérouville Saint-Clair. – Liste des membres établie par le Préfet de Région Normandie, sur proposition du Président de l'Université.

... Membre de **Jury pour les diplômes de conseiller funéraire et de maître de cérémonie** (21 janvier) **2015** (session organisée par l'Institut Français de Formation des Professions du Funéraire ou IFFPF). – Liste des membres établie par le Préfet du Calvados, sur proposition du Président de l'Université.

VII. – ENGAGEMENTS DIVERS

1. – Droit, médecine, sciences et bioéthique

Membre du Comité Consultatif National d'Éthique (CCNE), nommé par le Premier ministre, sur proposition du garde des Sceaux, ministre de la Justice, cf. Décret du 14 mai 2025 : *JORF* du 15 mai, texte 034.

2. – Protection juridique des majeurs

Conseiller scientifique de la Fédération nationale des mandataires judiciaires à la protection des majeurs exerçant à titre individuel (FNMJi), depuis octobre 2013.

– Premier auteur du rapport : *Éthique professionnelle et valeurs communes des MJPMi*, FNMJi, sept. 2017, 116 p. (rédigé avec Séverine ROY, juriste, MJPMi, coprésidente de la FNMJi, David MATILE, MJPMi, coprésident de la FNMJi, Sandrine SCHWOB, juriste, directrice générale de la FNMJi).

Membre du comité d'experts de France tutelle, depuis janvier 2019.

– Co-auteur du rapport : *Plaidoyer pour la reconnaissance d'un statut fiscal du protecteur familial*, France tutelle, oct. 2023, 28 p. (rédigé avec Boris LACHAUD, juriste, directeur général de France tutelle, Martial NICOLAS et Alice FOURNIER, Maîtres de conférences en droit privé, spécialisé en droit fiscal, à l'Université de Brest - UBO). – Entretien avec Delphine BAUER, journaliste, in *Actu-juridique*, Lextenso, 22 avril 2024, AJU013g6.

3. – Commune de Caen

Conseiller de Quartier. – Quartier Sainte-Thérèse de la Commune de Caen (2021-2024).